d

**RAPPORT D’EVALUATION DANS LE CADRE DU RAMO 2017**

Programme de Développement Rural – BOURGOGNE (2014-2020)

**15 juin 20017**

**Table des matières**

[Avant-propos 3](#_Toc485298975)

[I- Synthèse du rapport d’évaluation 5](#_Toc485298976)

[Transfert de connaissance & innovation (Priorité 1) 5](#_Toc485298977)

[Compétitivité, viabilité des exploitations agricoles et intégration dans la chaine agroalimentaire (Priorité 2 et 3) 6](#_Toc485298978)

[Renouvellement des générations (Priorité 2b) 7](#_Toc485298979)

[Protection de l’environnement et biodiversité (priorité 4) 7](#_Toc485298980)

[Transition énergétique et atténuation du changement climatique (Priorité 5) 9](#_Toc485298981)

[Développement local (Priorité 6) 10](#_Toc485298982)

[II- Réponses aux Questions évaluatives 11](#_Toc485298983)

[QUESTION EVALUATIVE N°1 11](#_Toc485298984)

[QUESTION EVALUATIVE N°2 15](#_Toc485298985)

[QUESTION EVALUATIVE N°3 18](#_Toc485298986)

[QUESTION EVALUATIVE N°4 20](#_Toc485298987)

[QUESTION EVALUATIVE N°5 26](#_Toc485298988)

[QUESTION EVALUATIVE N°6 30](#_Toc485298989)

[QUESTION EVALUATIVE N°7 32](#_Toc485298990)

[QUESTION EVALUATIVE N°8 34](#_Toc485298991)

[QUESTION EVALUATIVE N°9 43](#_Toc485298992)

[QUESTION EVALUATIVE N°10 49](#_Toc485298993)

[QUESTION EVALUATIVE N°12 53](#_Toc485298994)

[QUESTION EVALUATIVE N°13 55](#_Toc485298995)

[QUESTION EVALUATIVE N°14 57](#_Toc485298996)

[QUESTION EVALUATIVE N°15 59](#_Toc485298997)

[QUESTION EVALUATIVE N°16 61](#_Toc485298998)

[QUESTION EVALUATIVE N°17 64](#_Toc485298999)

[QUESTION EVALUATIVE N°19 71](#_Toc485299000)

[EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES 73](#_Toc485299001)

[DEVELOPPEMENT DURABLE 75](#_Toc485299002)

# **Avant-propos**

Le Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) du Programme de Développement Rural (PDR) doit être transmis chaque année à la Commission européenne le 30 juin par l’Autorité de Gestion (AG). Le RAMO 2017 apportera une réponse aux questions relatives aux domaines prioritaires et aux autres aspects du PDR conformément aux obligations réglementaires (à l’exception des questions évaluatives portant sur la contribution aux objectifs de l’UE). Le RAMO 2017 s’apparente à une véritable évaluation au travers du traitement de questions évaluatives communes (QEC) et du calcul de certains indicateurs complexes, en particulier les indicateurs de résultats complémentaires. Il s’agit de démontrer, dans les différentes réponses aux QEC, les progrès, les impacts et l’efficience de la politique de développement rural financée au titre du FEADER par l’exploration des phénomènes de cause à effet (*« Dans quelle mesure… le changement observé… est-il lié au programme ?*).

Une mission d’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage a été confiée à EDATER et AND-International afin d’assister l’AG et l’aider à la rédaction de la section 7 du RAMO 2017. Les objectifs affichés de cette mission d’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage, par l’assistance à la rédaction de la section 7 du RAMO 2017, étaient les suivants :

* Evaluer l’efficacité, l’efficience et les impacts du PDR Bourgogne
* Favoriser l’appropriation et l’utilisation des résultats des évaluations pour renforcer l’implication des partenaires de la politique de développement rural
* Améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre du PDR
* Répondre aux attendus de la Commission en matière d’évaluation.

Afin d’atteindre ces objectifs, cette mission, couvrant une période de 8 mois (du 30/10/2016 au 30/07/2017) s’est déroulée en plusieurs étapes.

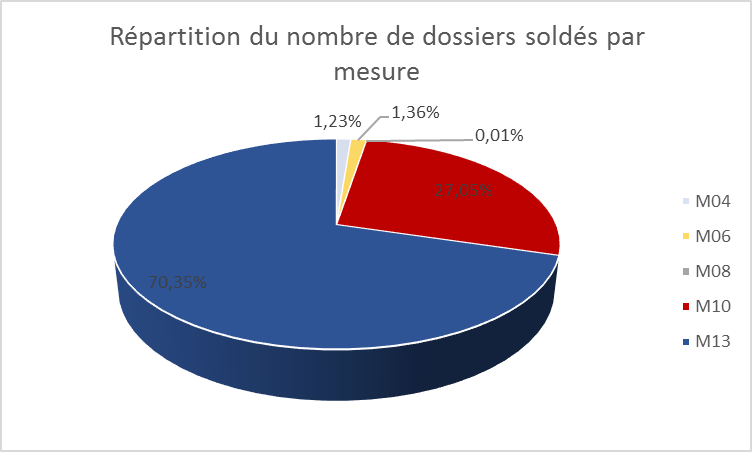
Il a d’abord fallu analyser la logique d’intervention du PDR Bourguignon, afin de mettre en évidence les types d’opérations, et donc les mesures, contribuant de façon principale ou secondaire aux différents domaines prioritaires ouverts par le PDR Bourguignon. Ce premier travail a conduit à l’identification des questions évaluatives auxquelles l’Autorité de Gestion devait répondre dans le cadre du RAMO 2017 et à les calibrer (nombre et types de mesures associées). Ainsi, dix-neuf questions évaluatives, dont seize correspondant aux différents domaines prioritaires ouverts par le PDR, ont été retenues. Afin d’apporter une réponse évaluative pertinente, des critères de jugement spécifiques au programme ont été arrêtés, en concertation avec l’Autorité de Gestion (organisation d’ateliers, entretien avec les référents de mesures). Il s’est ensuite agit de collecter et valoriser les différentes informations nécessaires à la rédaction des réponses évaluatives. Pour ce faire il a été décidé, dès que cela était possible, de **valoriser les données issues de dossiers soldés**, et cela afin de répondre aux exigences réglementaires fixées par la Commission Européenne. Cependant, du fait de l’état d’avancement de la programmation et du nombre encore relativement faible d’opérations achevées, le choix a été fait **d’analyser également des données de programmation, des informations sur la mise en œuvre, ainsi que les résultats d’une enquête conduite auprès des bénéficiaires**. Cet élargissement du périmètre d’évaluation permet ainsi de **rendre l’exercice évaluatif plus exhaustif et plus qualitatif**.

Les retards dans l’instrumentation des logiciels de suivi (OSIRIS et ISIS) et l’ouverture en plusieurs étapes d’OSIRIS ont impacté la qualité du suivi, certaines données n’étant pas renseignées. De fait, le type de données collectées varient d’un TO à l’autre, notamment du fait du nombre limité de dossiers soldés.

L**e degré d’analyse des différentes questions évaluatives est donc nécessairement variable en fonction de l’état d’avancement du programme et du type de données remontées**. Les informations collectées ont toutefois permis de répondre à toutes les différentes questions évaluatives, dont les résultats seront exposés dans le rapport qui suit.

La maquette totale FEADER allouée au PDR bourguignon s’élève à 553 198 824 €.

Au 31/12/2016, 113 213 344 € ont été programmés au titre du FEADER, soit 20,47% de la maquette FEADER. De plus, 88 861 027 € de FEADER ont été payé, ce qui représente 16,03% de la maquette. Il peut également être noté que 16 072 dossiers, hors prêts bonifiés, ont été soldés au 31/12/2016, principalement au titre de la M13 (ICHN), de la M10 (MAE), de la M06 (DJA) et de la M04 (Investissements), comme le montre le graphique ci-dessous.



1. Synthèse du rapport d’évaluation

## **Transfert de connaissance & innovation (Priorité 1)**

L’examen des premiers dossiers retenus par l’AG suggère que le PDR va effectivement contribuer, à l’amélioration du niveau de connaissance des actifs agricoles et des propriétaires forestiers et à l’adoption de nouvelles pratiques.

Il convient avant tout de souligner qu’en Bourgogne, toutes les mesures contribuant à l’innovation et la diffusion des connaissances ont été mises en œuvre : formation, démonstration, conseil et projets de coopération sur l’innovation (PEI, projets pilotes).

Ces actions fortement complémentaires s’inscrivent dans une démarche globale de diffusion de nouvelles pratiques et de développement de connaissances dans le secteur de l’agriculture et de la foresterie.

Concernant les thématiques des formations, celles-ci couvrent un champ de compétences large, intégrant notamment l’adoption de procédés innovants. Par ce biais, il soutient également la diffusion de bonnes pratiques pour favoriser une gestion durable des forêts, contribuant aux objectifs environnementaux du PDR. Ces actions ont été rapidement mises en œuvre dès le début de la période de programmation, permettant de toucher près de 400 exploitants et de les impliquer dans des formations d’une durée allant de 2 à 14 jours.

Malgré un démarrage effectif, le niveau de programmation sur les formations reste relativement faible et mériterait d’être soutenu tout en priorisant une approche qualitative, voire qualifiante des formations les plus longues. De ce fait, l’atteinte de la cible des participants pour 2023 (9 424 participants) semble compromise mais résulte plus d’un mauvais calibrage de la valeur ciblée. Les formations déployées permettent de toucher un public large du fait qu’elles soient majoritairement collectives (31 dossiers concernés).

D’autre part, les opérations de démonstration et d’informations collectives, nombreuses à avoir été programmées (31 dossiers), participent bien à la diffusion plus large des connaissances et au changement des pratiques via des journées de sensibilisation et de présentation de nouvelles pratiques agro-écologiques et de diversification des systèmes de production.

Les actions de conseil soutenues par le FEADER visent notamment le développement et la diffusion de l’innovation au travers des 7 000 prestations de conseil effectuées. La Région Bourgogne est l’une des rares régions françaises à être parvenues à mettre en œuvre la mesure concernant les services de conseil (M02). Ces actions de conseil visent notamment à favoriser l’émergence, le développement et la diffusion de l’innovation, en complémentarité avec les actions menées dans le cadre des formations, ainsi que dans le cadre des projets de coopération. Elles permettent une mise en œuvre rapide des procédés innovants en prenant mieux en compte les spécificités de chaque exploitation bénéficiaire.

Cette complémentarité se retrouve également du fait que les mesures 1 et 2 soutiennent la diffusion de l’innovation organisationnelle et technique (gestion forestière comprise). Les actions de démonstration et d’information collectives permettent une large diffusion des connaissances et des nouvelles pratiques.

Le PDR soutient également le développement de la coopération au service de la recherche et de l’innovation, au travers notamment du soutien apporté à la création et au développement des Groupes Opérationnels (GO) du Partenariat Européen pour l’Innovation (PEI). Six groupes opérationnels ont été sélectionnés et ont pour objectif de favoriser le progrès scientifique et technique afin de contribuer à l’organisation des filières en faveur de la recherche et de l’innovation. Par ailleurs, des projets pilotes ont été soutenus, mettant à disposition des acteurs concernés des informations facilitant la valorisation de certaines productions (céréales par exemple). La démarche se veut transversale afin de renforcer les liens entre les acteurs de l’innovation et agricoles. Sur ce point, les partenariats impliqués dans ces projets révèlent une vraie pluralité d’acteurs (PME, regroupements d’agriculteurs, plateformes techniques et organismes de formation).

## **Compétitivité, viabilité des exploitations agricoles et intégration dans la chaine agroalimentaire (Priorité 2a et 3)**

Le PDR déploie une stratégie globale en matière de renforcement de la compétitivité des exploitations agricoles Tout d’abord, rappelons que les formations et prestations de conseil déployées traitent notamment de la question de la diversification et de la valorisation de la production agricole. Ensuite, les actions d’investissements permettent de contribuer à la modernisation des exploitations, dans un contexte de vieillissement du parc agricole bourguignon.

Les effets économiques escomptés sont ainsi de deux ordres pour les exploitations, à savoir la hausse des capacités de production et la baisse des coûts de production. Ce deuxième élément est d’autant plus important que la filière élevage, principale bénéficiaire des mesures investissements dans les exploitations agricoles, est confrontée à de forte contrainte de rentabilité.

La contribution du PDR à la modernisation des exploitations est à souligner, au travers notamment des actions menées sur les bâtiments agricoles. Le Plan Végétal pour l’Environnement (PVE), et surtout le Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE) ont déjà permis de réaliser des investissements dans 157 exploitations (près de 850 opérations sont en cours de réalisation sur la mesure 4.1). Les aides à la modernisation des bâtiments PMBE ont permis une augmentation du nombre moyen de bêtes au sein des exploitations aidées : de 137,5 UGB à 194,1 UGB par exploitation, soit une augmentation de 41% sur les dossiers du PMBE.

Concernant la réduction des coûts de production, la réduction de l’usage des intrants, de type fertilisants ou produits phytosanitaires, mais également pour l’élevage, et la limitation des achats d’aliments pour le bétail (autonomie alimentaire) ont été rendus possible via les investissements dans les exploitations.

Les investissements effectués pour la modernisation des exploitations agricoles permettent également de réduire la facture énergétique des exploitations via le volet maîtrise de la performance énergétique (ex PPE). Les investissements ont, *a priori*, permis d’économiser 69 Tonnes Equivalent Pétrole / an, et donc ont contribué à un allègement de la facture énergétique. En retenant une moyenne de 2 TEP économisées par an, une estimation de 1 700€ d’économies en équivalent en fioul peut être estimée au minimum par an et par exploitation.

Au final, ces investissements permettent une réduction significative des coûts de production. Ainsi, dans le cadre de l’enquête réalisée par le cabinet Edater, plus de 60% des répondants bénéficiaires de la mesure 4.1 estiment que le soutien du FEADER a permis de réduire leurs charges d’exploitation.

En matière d’impact, il est possible d’affirmer que le PDR a contribué à soutenir les résultats économiques des exploitations. Une analyse contrefactuelle menée sur la période 2011-2014 (dernière données comptables disponibles) démontre que les aides à l’investissement ont permis d’amortir la perte en compétitivité des exploitations bénéficiaires, à la fois en Bourgogne et en Franche-Comté pendant cette période de crise du secteur. La marge d'exploitation dans les exploitations bénéficiaires baisse ainsi de 39% entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de près de 60% chez les non bénéficiaires. On retrouve la même évolution plus négative en matière de productivité du travail chez les non bénéficiaires que chez les bénéficiaires.

La diversification des exploitations et la valorisation de la production sont des facteurs d’amélioration de leur rentabilité et de résilience face aux potentielles fluctuations des marchés agricoles. Le PDR contribue à renforcer la compétitivité des exploitations. Les formations proposées permettent aux exploitants de déployer les outils nécessaires à la diversification de leur production, réduisant leur exposition aux marchés et renforçant donc leur compétitivité.

Par ailleurs, on note que le PDR soutient des projets d’investissements, notamment matériels, dans des équipements destinés à la transformation des produits et/ou à leur vente directe (mesure 4.2). Ces investissements permettent ainsi d’accroitre la valeur ajoutée des productions agricoles, de développer les circuits courts et d’ainsi de mieux intégrer les producteurs primaires dans la chaîne agroalimentaire. On note par ailleurs qu’un projet pilote est porté par le Centre d’Etudes et de Ressources sur la Diversification (CERD) sur la création et la diffusion de références sur les circuits courts de commercialisation. Cela pourrait être le point de départ d’une stratégie territoriale permettant d’optimiser le financement d’opération de structuration des réseaux (mesure 16.4) et d’investissements sanitaires et conditionnement dans les exploitations (mesure 4.2.2).

A noter également 4 opérations conséquentes programmées en matière d’investissement dans les IAA qui permettent de renforcer la filière en amont (approvisionnement intrants) et en aval (transformation du lait et de la viande).

## **Renouvellement des générations (Priorité 2b)**

Afin d’agir sur le taux de renouvellement des agriculteurs en région, le PDR a déployé deux dispositifs ayant pour but d’inciter à l’installation de jeunes exploitants : la dotation jeunes agriculteurs (DJA) et les prêts bonifiés (PB). Le dispositif des prêts bonifiés, peu attractif, est désormais fermé. La DJA quant à elle a permis de soutenir 40% du total des installations de la région, dont 56,5% des nouveaux exploitants de moins de 40 ans, montrant un fort impact des investissements du PDR sur la dynamique des installations en région.

La bonne dynamique de programmation sur la DJA permet également de contribuer à l’élévation du niveau général de la population agricole, la détention d’un diplôme de niveau IV au minimum étant un des critères d’éligibilité au dispositif DJA. De ce fait, le niveau de la population agricole entrante croît par rapport à la population agricole se retirant.

Ainsi le dispositif a permis de soutenir 649 jeunes agriculteurs depuis 2014. Dans un contexte de vieillissement de la population agricole, l’âge moyen des exploitants aidés via la DJA s’élève à un peu plus de 27 ans, un chiffre qui se situe dans la moyenne française des bénéficiaires (entre 27 et 30 ans selon les régions). Bien que le programme permette de soutenir le renouvellement des générations, avec des bénéficiaires particulièrement jeunes, la dynamique devrait être accélérée avec l’objectif d’atteindre une masse critique de bénéficiaires, permettant de combler au maximum les départs et, ainsi, de lutter contre la baisse du nombre d’exploitations au niveau régional.

Par ailleurs, le dispositif permet de soutenir l’installation dans les zones défavorisées. En effet, 64.5% des bénéficiaires du dispositif se situent en zones défavorisées, montrant un important ciblage géographique des investissements ainsi qu’une volonté du PDR de contribuer plus fortement au renouvellement des générations dans ces zones marquées de manière plus importante par la déprise. Le dispositif peine encore à cibler les zones les plus sensibles, telles que le Morvan (zone de montagne) ou l’Yonne en général. Sur ce point, un effort particulier sur le Morvan devrait être fournit (si cela est possible par une bonification), y compris via les actions LEADER permettant de renforcer l’attractivité territoriale et l’accueil de nouvelle population.

## **Protection de l’environnement et biodiversité (priorité 4)**

La dimension environnementale est largement intégrée au sein des dispositifs du PDR. Une approche transversale est mise en œuvre par le PDR, avec trois angles d’intervention principaux : la préservation des milieux, la limitation des impacts environnementaux négatifs et la mise en place de pratiques agro-écologiques.

Préservation des milieux

L’approche « préservation des milieux » vise tout d’abord à mettre en place des mesures de gestion favorisant la préservation de la biodiversité remarquable dans les sites Natura 2000. Au sein du PDR, le soutien à la gestion des sites Natura 2000 repose sur différents dispositifs : la mesure animation vise à favoriser la mise en place de contrats (agricoles, non agricoles, forestiers), dans les zones Natura 2000. Un autre dispositif concerne la révision et l’élaboration de DOCOB, la mise à jour d’un DOCOB permettant la mise en place de mesures de gestion adaptées. Le troisième volet de l’action en zone Natura 2000 concerne la contractualisation, celle-ci pouvant être réalisée en zone forestière, en zone agricole (via la mise en place de MAEC).

A fin 2016, la programmation n’a porté que sur le volet animation, résultant sur la mise en place d’une animation dans la quasi-totalité des sites Natura 2000. Les deux autres volets n’ont pu être déployés faute d’outils d’instruction. La mise en place de MAEC a toutefois été significative dans les zones Natura 2000 sur l’année 2014 (Les contractualisations MAEt et PHAE portant sur 14% de la surface des territoires Natura 2000) et devrait continuer à l’être sur les MAEC hors transition, compte tenu d’une mise en œuvre importante du dispositif par des projets agro-environnementaux à enjeu biodiversité.

Un autre dispositif important du programme contribue à l’angle d’intervention « préservation des milieux ». Il s’agit de l’indemnité compensatoire handicaps naturels (ICHN), dont l’objectif est le maintien des espaces herbagers, présentant de nombreuses aménités environnementales (réservoir de biodiversité, ouverture des paysages, rôle de séquestration du carbone…). L’ICHN a largement soutenu les élevages herbagers régionaux (60% des exploitations d’élevage régionales ont bénéficié de l’ICHN), et par le soutien économique qu’il constitue, a ainsi contribué au maintien des surfaces herbagères permanentes.

Limitation des impacts environnementaux négatifs des activités agricoles

Le PDR soutient par ailleurs des investissements visant à limiter les impacts environnementaux négatifs de l’activité agricole, par la réduction de l’utilisation d’intrants ou des transferts de polluants vers les milieux naturel. Le Plan Végétal pour l’Environnement (PVE) et le Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE) ont permis de financer des équipements favorisant notamment la réduction de l’usage des engrais et produits phytosanitaires ainsi que la rétention et le stockage des effluents.

Une part importante des investissements ciblés sur la préservation de l’environnement au sein du PDR a concerné la mise en place d’aires de lavage de matériels phytosanitaires dans la filière viticole (28 projets d’aires de lavage individuelles et collectives ont été achevés, 80 projets sont programmés) permettant de réduire les rejets de polluants dans l’eau. Du fait de son importance en Bourgogne, le ciblage de ces actions sur cette filière permet de renforcer l’impact des investissements menés en ciblant une des filières les plus utilisatrices d’intrants. Les exploitations visées représentent plus de 1 000 hectares. On note toutefois en début de programmation une prépondérance de projets individuels, alors qu’il faudrait privilégier la mise en œuvre d’investissements collectifs afin de renforcer l’impact environnemental.

Changement /maintien de pratiques agricoles favorables

Par ailleurs, le PDR soutient le changement des pratiques par le biais du soutien à l’agriculture biologique, dont le cahier des charges induit, de fait, un changement des pratiques sur l’ensemble du système d’exploitation. Les impacts de l’agriculture biologique sur l’environnement sont nombreux : amélioration qualité de l’eau en premier lieu par la suppression des intrants de synthèse, biodiversité et qualité des sols en second lieu. Les données estimatives fournies (l’instruction n’ayant pas encore été réalisée), montrent une forte dynamique de conversion en particulier en 2014 (bien supérieur au rythme national), témoignant d’un mouvement de rattrapage qui a concerné en particulier les grandes cultures. Le niveau de consommation de la maquette s’établit ainsi largement au-delà des prévisions sur les trois premières années de programmation. Par ailleurs, il est à noter que 6.6% des bénéficiaires de la DJA sont installés en agriculture biologique, une proportion plus élevée que la moyenne régionale (5.3% en 2015).

Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) constituent également un des axes fort du PDR. Elles reposent sur deux logiques d’intervention : l’une vise à promouvoir le changement de pratiques vers des pratiques agro-écologiques, l’autre a pour objectif le maintien de pratiques favorables menacées de disparition. Les réalisations pour l’année de transition 2014, ainsi que les données estimatives de contractualisation fournies sur les campagnes 2014 et 2015 montre une mobilisation forte du dispositif sur du maintien de pratiques de gestion herbagères extensives, dans une logique de pérennisation des systèmes. 40% des exploitations régionales d’élevage, soit 3740 exploitations, ont bénéficié de la PHAE. Plus de 80% des engagements sur les campagnes 2015 et 2016 ont été réalisés sur les dispositifs SHP1 et Herbe 01. Ces éléments sont à relier à l’importance de l’élevage herbager en région et à l’emprise territorial des surfaces en prairies. Les mesures visant un changement de pratiques, en particulier dans les systèmes grandes cultures ou polyculture élevage, ont jusqu’à présent été peu mobilisées. Le fort taux de consommation présagé de la maquette à fin 2016 ne laisse toutefois que peu de marge de manœuvre pour le redéploiement du dispositif vers les systèmes les plus impactant et vers les mesures les plus ambitieuses du point de vue environnemental.

Un enjeu important de l’évaluation des effets du PDR sur la préservation de l’environnement, repose sur la mise en place d’un suivi fin des réalisations permettant d’analyser les effets de concentration des mesures sur certains territoires, maximisant les impacts environnementaux. Enfin, il est rappelé que dans le cadre de la mise en place des PAEC, une évaluation des résultats sur les pratiques agricoles et sur l’environnement est envisagée, ce qui devrait fournir des éléments importants pour l’évaluation des impacts finaux des dispositifs, en ex-post notamment.

Le PDR contribue enfin au changement des pratiques dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie, en déployant notamment des formations dont les thématiques prennent largement en compte la dimension environnementale et la diffusion de bonnes pratiques. En effet, les opérations de formation et d’information déployées doivent s’inscrire dans l’une des quatre thématiques identifiées comme prioritaires au niveau régional et parmi lesquelles deux ont une composante environnementale forte : le développement de l’agroécologie et la gestion forestière durable. Les dossiers programmés prennent en compte ces dimensions.

## **Transition énergétique et atténuation du changement climatique (Priorité 5)**

L’agriculture et la foresterie constituent des secteurs clés en matière de lutte contre le changement climatique. Les interventions du PDR dans la région ont ainsi contribué à cet objectif via 4 effets escomptés :

* La réduction de la consommation d’énergie
* Le développement de la filière bois énergie
* La réduction des émissions de gaz provenant de l’activité agricole, notamment provenant de l’élevage
* Le stockage du carbone.

Comme discuté plus haut, le volet maîtrise de la performance énergétique (ex PPE) de la mesure 4.1 a permis le financement d’investissements dans les exploitations agricoles permettant d’ores et déjà d’économiser 69 Tonnes Equivalent Pétrole par an, soit 211 t de CO2 économisées / an (en retenant le fioul comme principale source d’énergie utilisée). Ces projets ont principalement consisté en des travaux d’isolation de bâtiment (système de chauffage dans certains cas en ce qui concerne l’élevage de volailles) et de quelques installations spécifiques de type équipement pour la traite et le stockage du lait.

La mise en œuvre des opérations permettant une réduction des émissions de GES provenant des pratiques agricoles a été très limitée sur le début de la période. Les MAE de limitation de la fertilisation en grandes cultures ont été peu mobilisées. 551 exploitations ont bénéficié de MAEt, dont ¾ des mesures intègrent des engagements unitaires visant à la réduction de la fertilisation azotée, pour une surface contractualisée totale de 3588 ha. Nous avons pu estimer la diminution à 7,61 tonnes de N20 et 68 tonnes de NH3 ce qui représente respectivement 0,016% et 0.3% des émissions régionales (source Atmosf’air Bourgogne pour les émissions régionales). Due à l’absence de projets de méthanisation sur le début de programmation, la réduction des émissions de méthane est nulle.

Le secteur forestier a également bénéficié du déploiement d’actions complémentaires (stratégies locales intégrées, reboisement, exploitation…) permettant notamment d’augmenter la capacité de production de bois d’œuvre et, via la valorisation de sous-produits, de bois énergie. Cette valorisation créée un effet doublement bénéfique dans la lutte contre le changement climatique (production d’ENR et stockage carbone). Les opérations déjà achevées en matière de desserte et de voies d’accès ont ainsi permis de rendre accessibles plus de 2 000 hectares de surface forestière, représentant un potentiel d’extraction de 106 000 m³ de bois d’œuvre. Le remplacement de ces grumes par des nouveaux plants à pousse rapide permettra ainsi de stocker environ 55 000 T de CO2, sans compter les émissions réduites consécutives à la substitution des matériaux minéraux. En termes de développement de l’énergie-bois, tiré des sous-produits du travail de bois d’œuvre, il est possible d’estimer à environ 9 688,58 tonnes de granulés la quantité susceptible d’être produite dans les années à venir, soit un équivalent de près de 3 930 Tonnes équivalent pétrole substitué.

A noter enfin que Les mesures du PDR ont contribué au maintien des surfaces en prairies permanentes, favorables à la séquestration du carbone. 346 654 ha de surfaces herbagères ont bénéficié de MAE en Bourgogne représentant un stockage annuel de carbone de 1 272 222 teq CO2. L’effet est moins significatif sur les prairies temporaires.

## 

## **Développement local (Priorité 6)**

L’année 2016 a été l’année du déploiement des mesures contribuant à la Priorité 6 en matière de développement local (formulaires de demande d’aide, outillage, arrêtés). Il est donc difficile à ce stade de porter un jugement sur les réalisations et résultats potentiels

Les opérations mises en œuvre au titre de cette priorité viseront principalement le développement touristique, l’attractivité territoriale et la transition énergétique via des mesures directement mises en œuvre par la Région ou via des Groupes d’Action Local dans le cadre du dispositif LEADER.

Les deux objectifs du dispositif LEADER au sein du PDR bourguignon sont : l’accueil de nouvelles activités et de nouveaux actifs, et la transition écologique et énergétique des territoires ruraux.

Le démarrage très récent de la programmation laisse supposer que le PDR va ainsi permettre de soutenir des projets d’infrastructures (maison de santé, pôle périscolaire, services municipaux…) permettant de renforcer l’attractivité du territoire, contribuant à attirer de nouveaux actifs, synonymes de dynamisme.

Les projets soutenus s’inscrivent donc dans les priorités définies au sein du PDR, à savoir l’offre petite enfance et enfance, les services au public et l’offre de santé. Ces actions répondent à la première priorité, à savoir l’accueil de nouvelles activités et de nouveaux actifs. Par ailleurs, le développement d’infrastructures axées sur les loisirs (voies navigables, infrastructures cyclables…) permet, à la fois, de renforcer l’offre de loisirs, mais aussi l’offre touristique, renforçant l’attractivité du territoire (total de 8 opérations soutenues).

La transition énergétique et écologique des territoires ruraux est également assurée au travers du soutien au développement de projets à forte dimension environnementale et énergétique. Prenons l’exemple du soutien à des projets de mise à niveau et de réhabilitation énergétique de logements, ou encore de bâtiments appartenant aux collectivités territoriales (mairies notamment) et accueillant des administrations.

Notons enfin que le lien stratégique est également important entre LEADER et un dispositif (7.5.1) qui a pour but le renforcement du réseau d’infrastructures cyclables ou les haltes et ports fluviaux, permettant, à la fois, de favoriser la mobilité alternative et non polluante et l’attractivité touristique des territoires (les itinéraires cyclables européens sont également concernés, permettant d’envisager un potentiel de développement plus important de la filière touristique et de toucher des cibles au niveau européen). Il existe donc une forte complémentarité dans les actions déployées par le PDR au travers des différents dispositifs, montrant l’importance de la thématique du développement local durable et son intégration dans différents dispositifs dont les actions complémentaires contribuent aux objectifs du PDR.

1. Réponses aux Questions évaluatives

L’ensemble des fiches QE sont présentés en détails en annexe.

## **QUESTION EVALUATIVE N°1**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Comme précisé précédemment, l’ensemble de l’analyse au niveau du DP1A se fait au niveau du dossier programmé. L’analyse suivante sera par conséquent principalement qualitative.

De plus, l’ensemble des mesures 1, 2 et 16 présentent uniquement des effets secondaires sur le DP1A.

Au 31/12/2016, 59 dossiers ont été programmés au titre du DP1A. 3 dossiers de formation, 31 dossiers concernant les actions de démonstration et d’information, 7 dossiers sur des actions de conseils et 18 dossiers portant sur des actions de coopérations (PEI inclus). En termes de programmation, le pourcentage des dépenses au titre de la DP1A vis-à-vis du montant total des dépenses prévues pour le PDR représente 0,33 % (2 791 871,51 € de dépenses publiques totale programmées), loin de l’objectif cible de 3,18% (26 592 510,89 € de Dépenses Publiques Totales) à atteindre en 2023. Ce faible taux s’explique notamment par les spécificités de mise en œuvre de la programmation au titre des mesures de formation, de conseils et de coopération. En effet, la majorité des opérations n’ont été programmées qu’en 2016. On peut notamment citer la difficulté à mettre en place certains dispositifs particuliers comme la mise en place d’appel d’offres pour la Mesure 2 Conseil qui doit nécessairement être mise en œuvre via une passation de marché public. La région Bourgogne est d’ailleurs l’une des très rares régions françaises à avoir réussi à programmer des dossiers au titre de la Mesure 2 Conseil avant fin 2016.

Enfin disposant d’un seul dossier programmé, il n’est pas possible de traiter la sous-mesure 16.4 (circuits-courts) dans le cadre de cette QEC.

**Critère de jugement 1 : Le changement de pratiques (viabilité économique et environnementale) et la diffusion de l’innovation organisationnelle et technique ont été facilités.**

Disposant de seulement 3 dossiers programmés au titre du TO 1.1.1 (209 165,07 € de dépenses publiques), il est difficile d’interpréter l’analyse portant sur ces 3 dossiers de formation. On peut cependant noter que deux formations portent sur la gestion durable des forêts (portées par le CRPF) et une porte sur l’agroécologie (VIVEA). Au total, ce sont près de 400 exploitants qui ont vocation à recevoir une formation (de 2 à 14 jours), contribuant à augmenter le niveau de connaissance des professionnels du secteurs agricole et forestier.

Cependant, via les Mesures 1 et 2, le PDR soutient le développement des connaissances et facilite le changement des pratiques et la diffusion de l’innovation organisationnelle et technique. En effet, d’une part, les formations proposées respectent les objectifs fixés à travers les thématiques suivantes :

* Gestion forestière durable : aspects techniques, juridiques et fiscaux mais aussi prise en compte de la dimension économique, environnementale et sociale. Le but de ces formations est de mieux connaître l’activité sylvicole et la filière bois en général.
* Gestion des risques : Protection et valorisation de l’environnement
* Modes de production innovants en techniques végétales : Agriculture biologique, évolution des systèmes de production agricoles et de gestion forestière vers des systèmes répondant à la triple performance. Le but étant d’améliorer les pratiques agricoles et l’exploitation forestière.
* Modes de production innovants en techniques animales : l’objectif est de renforcer l’autonomie des systèmes de production animale.

D’autre part, les actions de démonstration et d’informations collectives, qui sont les plus nombreuses à avoir été programmées (31 dossiers) participent à la diffusion des connaissances et au changement des pratiques. Ces actions portent essentiellement sur les pratiques agro-écologiques (50% des dossiers programmés), de l’élevage (y compris bâtiment : 38 % des dossiers) de la diversification des systèmes de production (25% des dossiers) et sur le développement de la valeur ajoutée des ressources agricoles et forestières.

Peut être cité un projet de démonstration porté par le CRABFC qui vise à diffuser et proposer des systèmes de culture innovant vers une agriculture durable (par exemple : visite de plateforme d’expérimentation sur les innovations techniques et en conduites des cultures : démonstration de semoirs en semis direct organisée en Côte d’Or).

Cependant peu de projets sur la gestion forestière durable ont été programmés en matière de démonstration (mais potentiellement compensés par les opérations de formation).

Aux actions de formation et de démonstrations viennent s’ajouter des actions de conseil (7 programmées). Le soutien apporté aux services de conseil permet au PDR de proposer des conseils en agriculture et sylviculture et de contribuer à la diffusion et au transfert des connaissances. La majorité des actions de conseil soutenues sont sous forme de conseils individuels pour un total d’environ 7 000 accompagnements / prestations de conseil *(valeur prévisionnelle, certains exploitants pouvant par ailleurs bénéficier de plusieurs prestations).* Ces actions de conseils visent, notamment au titre de la DP1A, des actions de conseils en innovation, favorisant ainsi l’émergence, le développement et la diffusion de l’innovation.

Au total, environ 3 350 jours de conseil ont été programmés (362 452,32€ de contrepartie FEADER) (pour plus de détails, se référer à l’Annexe de la QE1). Il semble toutefois qu’au regard du nombre de bénéficiaires accompagnés et de jours prévus, l’action du PDR ne s’inscrive pas dans de l’accompagnement renforcé mais dans une mise à niveau d’un maximum d’exploitants agricoles et forestiers.

Nous pouvons en conclure que le PDR a mis en place des moyens significatifs permettant, via les actions de formation, de démonstration et de conseil, un soutien concret au changement de pratiques et à la diffusion de l’innovation et des connaissances. En effet, les thématiques choisies sont pertinentes au regard des objectifs fixés par le PDR, à savoir l’augmentation de la valeur ajoutée, l’amélioration de la viabilité des exploitations, le développement de l’AB, de la diversification, de la commercialisation et de la transformation des produits. Le PDR, à travers les actions de démonstration et de conseil, soutien fortement l’élevage.

Cependant, l’analyse se faisant uniquement sur du prévisionnel, il est encore trop tôt pour évaluer l’impact réel, l’appropriation et l’efficacité de ces nouvelles techniques, pratiques connaissances sur les agriculteurs.

**Critère de jugement 2 : Des actions innovantes et cohérentes avec la stratégie régionale ont été mises en œuvre à travers des partenariats renforcés (recherche, exploitants, décideurs publics & société civile) y compris internationaux.**

A travers la mesure 16 Coopération, le PDR a permis de soutenir et de mettre en œuvre des actions innovantes et cohérentes avec la stratégie régionale, par le biais des partenariats renforcés. 6 Groupes Opérationnels[[1]](#footnote-1) (GO) ont été, au 31/12/2016, mis en place dans le cadre du PEI. Parmi eux, 2 projets sont d’ores et déjà en phase 2 « fonctionnement et mise en œuvre des projets ». Le PDR a aussi soutenu des projets pilotes (6 dossiers programmés).

Les objectifs des Groupes Opérationnels (PEI) et des projets pilotes, définis dans le PDR et retranscrits dans les AAP, ont ainsi pour buts de :

* Favoriser le progrès scientifique et technique,
* Favoriser l’organisation des filières en faveur de la recherche et l’innovation
* Favoriser la création et la transmission d’entreprises agricoles durables, diversifiées et innovantes,
* Réduire la vulnérabilité par l’évolution des pratiques et des systèmes d’exploitation face aux crises.

Ces objectifs sont en lien direct avec les objectifs fixés par le PDR ;

Les thématiques des projets sélectionnés relatifs aux GO (PEI) portent sur :

* La compréhension et le développement de la multifonctionnalité de l’agriculture, la pluriactivité dans le secteur agricole et l’entreprenariat collectif en milieu rural,
* Le développement des systèmes agro-écologiques des sols,
* Des programmes de recherche et d’expérimentation (agronomie)
* La réduction de l’utilisation des produits phytosanitaires

Ces groupes opérationnels, portés par des acteurs divers (1 société coopérative, 1 chambre d’agriculture, 1 technopôle, ou encore l’INRA) ont vocation à regrouper près de 25 acteurs de la région mais également au-delà lorsque ceci est pertinent/nécessaire (INRA Nantes). La diversité des acteurs est par ailleurs assurée au sein même des partenariats (regroupements d’exploitants, PME, plateforme technique / SATT, ou encore acteurs de la formation, etc.).

Les thématiques des projets sélectionnés relatifs aux projets pilotes portent sur :

* L’utilisation des variétés anciennes : valoriser les anciennes variétés ; transmission des savoir-faire,
* La mise en place de techniques innovantes : par exemple le projet BIJOU portant sur la production et la valorisation de la truffe de Bourgogne : mise au point d’une gestion truffo-sylvicole permettant de produire à la fois du bois et de la truffe. On peut aussi citer le projet Terr’eaux qui vise à tester des systèmes innovants de culture agro-écologiques adaptés à leur contexte pédoclimatique.
* La mise en place d’une méthode d’animation innovante (réflexion collective) visant à améliorer la durabilité des exploitations des jeunes agriculteurs sur les plans économique, social et environnemental. Cette méthode innovante soutenue s’appuie sur une réflexion nouvelle entre un réseau d’agriculteurs expérimentés élargi aux habitants et acteurs du département.

Ces thématiques pour le PEI et les projets pilotes répondent aux enjeux soulevés dans le PDR et s’inscrivent potentiellement dans la stratégie d’innovation régionale (SRI-3S), en particulier le domaine de spécialisation numéro 1 (qualité de l’environnement, des aliments et de l’alimentation).

Via les actions programmées au titre de la mesure 16.7.1, le PDR soutient les stratégies locales de développement forestier. Ces stratégies visent notamment à expérimenter, mettre en place et partager de nouvelles techniques innovantes plus durables, plus écologiques de la gestion des forêts. On peut notamment citer le projet du CRPF visant à animer la 4ème charte forestière de territoire du Morvan qui a pour but d’expérimenter de nouvelles techniques pour adapter les forêts au changement climatique, de mettre en place une gestion multifonctionnelle des forêts et d’améliorer la mobilisation des bois.

**Critère de jugement 3 : Les projets de coopération (PEI et hors PEI) ont permis le développement et la diffusion de nouveaux procédés et de nouveaux produits pour l’IAA locale.**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul pour savoir si les projets de coopération ont permis ou non de développer et de diffuser des nouveaux procédés et des nouveaux produits pour l’IAA locale.

**Conclusion et recommandations :**

Par rapport aux autres régions françaises, des actions pertinentes ont été mises en œuvre rapidement afin de soutenir la diffusion de nouvelles pratiques et le développement des connaissances dans les secteur forestier et agricole. De plus, un soutien au développement des Groupes Opérationnels (GO) et à de nombreux projets pilotes animés par une logique multi partenariale ont permis de favoriser le développement de la coopération au service de l’innovation. Ce soutien au service de l’innovation se retrouve également au travers de la mise en œuvre d’actions innovantes dont le but est de développer et de tester de nouvelles pratiques et techniques plus durables. L’apport des formations dans le processus d’appropriation de ces nouveaux procédés est théoriquement important, mais il est difficile à évaluer du fait de la récence de leur déploiement.

Les thématiques abordées au travers des formations ou des sessions de conseil semblent pertinentes, bien qu’assez larges. Une enquête *ex-post* permettra d’analyser l’adéquation entre les thématiques des interventions, les enjeux territoriaux et les problématiques rencontrées par les exploitants. La pérennisation des partenariats, notamment internationaux, développés dans le cadre de l’action du PDR, permettrait de capitaliser l’expérience acquise et d’émarger, à terme, sur des instruments nationaux et européens plus spécifiques à la recherche et à l’innovation (LIFE, H2020). Enfin, concernant la qualité des stratégies de valorisation et de diffusion de l’innovation, il sera intéressant de l’analyser dans le cadre d’enquêtes *ex-post*, l’analyse ayant été développée en se basant sur des dossiers programmés.

## **QUESTION EVALUATIVE N°2**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles favorisé le renforcement des liens entre l’agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l’innovation, y compris aux fins d’améliorer la gestion et les performances environnementales ?***

**Bilan de mise en œuvre**

De manière similaire à la QE1, l’ensemble de l’analyse au niveau du DP1B se fait au niveau du dossier programmé. L’analyse présentée ci-dessous sera principalement qualitative. De plus, l’ensemble de la mesure 16 présente uniquement des effets secondaires sur le DP1B.

Pour rappel la valeur cible à atteindre pour 2023 est de 34 opérations de coopération soutenues au titre de la mesure 16.

Au 31/12/2016, 53% de la cible a été atteinte (en se basant uniquement sur les projets programmés) et 18 dossiers ont été programmés au titre de la mesure 16 et associés au DP1B :

* 6 dossiers programmés pour la mise en place et le fonctionnement des GO du PEI (424 435,78 € de dépense publique / cible : 8 dossiers)
* 6 projets pilotes ont été programmés (313 021,72 € de dépense publique),
* 5 dossiers programmés portant sur les stratégies locales de développement forestier (158 924,47 € de dépense publique).
* 1 dossier portant sur les circuits courts a été programmé (125 852,96 € de dépense publique).

Disposant d’un seul dossier programmé, il n’est pas possible de traiter la sous-mesure 16.4 (circuits courts) dans le cadre de cette QEC.

Au vu de ces résultats, nous pouvons conclure que la mise en œuvre du programme au titre du DP1B a été correctement enclenchée, notamment concernant la mise en place de GO du PEI.

**Critère de jugement 1 : Des actions innovantes et cohérentes avec la stratégie régionale ont été mises en œuvre à travers des partenariats renforcés (recherche, exploitants, décideurs publics & société civile) y compris internationaux.**

A travers la mesure 16 Coopération, le PDR soutient et met en œuvre des actions innovantes et cohérentes avec la stratégie régionale à travers des partenariats renforcés. 6 Groupes Opérationnels[[2]](#footnote-2) (GO) ont été, au 31/12/2016, mis en place dans le cadre du PEI. Parmi eux, 2 projets sont d’ores et déjà en phase 2 « Fonctionnement et mise en œuvre des projets ». Le PDR a aussi soutenu des projets pilotes (6 dossiers programmés).

Les objectifs des Groupes Opérationnels (PEI) et des projets pilotes, définis dans le PDR et retranscrits dans les AAP, ont ainsi pour buts de :

* Favoriser le progrès scientifique et technique,
* Favoriser l’organisation des filières en faveur de la recherche et l’innovation
* Favoriser la création et la transmission d’entreprises agricoles durables, diversifiées et innovantes,
* Réduire la vulnérabilité par l’évolution des pratiques et des systèmes d’exploitation face aux crises.

Ces objectifs sont en lien direct avec les objectifs fixés par le PDR

Les thématiques des projets sélectionnés relatifs aux GO portent sur :

* La compréhension et le développement de la multifonctionnalité de l’agriculture, la pluriactivité dans le secteur agricole et l’entreprenariat collectif en milieu rural,
* Le développement de systèmes agro-écologiques des sols,
* Des programmes de recherche et d’expérimentation (agronomie)
* La réduction de l’utilisation des produits phytosanitaires

Ces groupes opérationnels, portés par des acteurs divers (1 société coopérative, 1 chambre d’agriculture, 1 technopôle, ou encore l’INRA) ont vocation à regrouper près de 25 acteurs de la région mais également au-delà lorsque ceci est pertinent/nécessaire (INRA Nantes). La diversité des acteurs est par ailleurs assurée au sein même des partenariats (regroupements d’exploitants, PME, plateforme technique / SATT, ou encore acteurs de la formation, etc.). Les thématiques des projets sélectionnés relatifs aux projets pilotes portent sur :

* L’utilisation des variétés anciennes : valoriser les anciennes variétés ; transmission des savoir-faire,
* La mise en place de techniques innovantes : par exemple le projet BIJOU portant sur la production et la valorisation de la truffe de Bourgogne : mise au point d’une gestion truffo-sylvicole permettant de produire à la fois du bois et de la truffe. Nous pouvons également citer le projet Terr’eaux qui vise à tester des systèmes innovants de culture agro-écologiques adaptés à leur contexte pédoclimatique.
* La mise en place d’une méthode d’animation innovante (réflexion collective) visant à améliorer la durabilité des exploitations des jeunes agriculteurs sur les plans économique, social et environnemental. Cette méthode innovante soutenue s’appuie sur une réflexion nouvelle entre un réseau d’agriculteurs expérimentés élargi aux habitants et acteurs du département.

Ces thématiques pour le PEI et les projets pilotes sont en lien avec les enjeux soulevés dans le PDR et s’inscrivent potentiellement dans la stratégie d’innovation régionale (SRI-3S), en particulier le domaine de spécialisation 1 (Qualité de l’environnement, des aliments et de l’alimentation).

**Critère de jugement 2 : Le PDR a permis une gestion forestière durable combinant les objectifs économiques et environnementaux.**

Via les actions programmées au titre de la mesure 16.7.1, le PDR soutient les stratégies locales de développement forestier. Ces stratégies visent notamment à expérimenter, mettre en place et partager de nouvelles techniques innovantes plus durables, plus écologiques de la gestion des forêts. Nous pouvons notamment citer deux projets :

* Le projet porté par le CRPF visant à animer la 4ème charte forestière de territoire du Morvan a pour but d’expérimenter de nouvelles techniques pour adapter les forêts au changement climatique, de la mise en place d’une gestion multifonctionnelle des forêts et d’améliorer la mobilisation des bois.
* Le projet porté par la Communauté de Communes du Clunisois vise à animer une charte forestière sur son territoire communautaire et a pour but d’insérer davantage la forêt dans l’économie locale et de protéger ses fonctions écologiques et sociales. Près de 36 communes sont concernées par ce projet qui touche 11 600 ha de forêts. Les actions principales de ce projet porteront notamment sur le développement de la gestion forestière, l’amélioration de la desserte et l’accompagnement de la stratégie énergétique du territoire (TEPOS).

Cette thématique s’inscrit notamment dans le domaine de spécialisation 4 de la SRI-3S (écoconception, écoconstruction et matériaux biosourcés). A ce stade de la programmation et de l’avancement des travaux, il est difficile d’évaluer l’impact qu’ont eu ces animations sur la gestion des forêts, qui présentent, par ailleurs, une cohérence intéressante avec les actions de formation prévues pour cette filière. Ces résultats seront plus appréciables à long terme lors du RAMO 2019 et lors de l’EX POST notamment.

**Critère de jugement 3 : Les projets de coopération (PEI et hors PEI) ont permis le développement et la diffusion de nouveaux procédés et de nouveaux produits pour l’IAA locale.**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul pour savoir si les projets de coopération ont permis ou non de développer et de diffuser des nouveaux procédés et des nouveaux produits pour l’IAA locale.

**Conclusion et recommandations :**

Le PDR a soutenu le développement de la coopération et le renforcement des liens entre agriculteurs, industries agro-alimentaires et acteurs de l’innovation et de la formation, au travers, notamment, du soutien au développement des Groupes Opérationnels (GO), mais également de projets pilotes animés par une stratégie multi-partenariale. Ce soutien à l’innovation s’est également manifesté à travers la mise en œuvre d’actions innovantes visant à développer de nouvelles pratiques et techniques plus durables. Enfin, cette dimension partenariale a également été constitutive des actions déployées en faveur de la gestion durable et économique des forêts.

Afin de renforcer le soutien du PDR au développement de la coopération et au renforcement des liens entre les acteurs du monde agricole (agriculteurs, IAA) et du monde de l’innovation, une accentuation de la dynamique de programmation sur le développement des circuits-courts pourrait être envisagée.

## **QUESTION EVALUATIVE N°3**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie ?***

**Bilan de mise en œuvre**

De manière similaire à la QE1, l’ensemble de l’analyse au niveau du DP1C se fait au niveau des dossiers programmés. L’analyse présentée ci-dessous sera principalement qualitative. De plus, l’ensemble de la mesure 1 présente uniquement des effets secondaires sur le DP1C. La mesure 1 était programmée fin 2016 à hauteur de 990 270 Euros, soit moins de 15% des dépenses totales planifiées pour cette mesure (6,675 millions d’Euros d’ici 2023).

Au 31/12/2016, 34 dossiers ont été programmés au titre de la mesure 1 et associés au DP1C, dont :

* 3 dossiers programmés pour des actions de formation (1.1). Après un rattrapage de l’année 2015, le rythme de croisière devrait consister en 1 dossier pour la filière bois et 1 pour l’agriculture.
* 31 dossiers concernant les actions de démonstration et d’information (1.2)

Pour rappel, la valeur cible à atteindre pour 2023 est de 9 424 participants formés tandis que 380 participants potentiels sur les trois opérations de formation programmées sont comptabilisés. Il convient donc de s’interroger sur cette cible.

**Critère de jugement 1 : Le niveau de connaissances et de qualification des exploitants agricoles et sylvicoles via la formation continue a augmenté. Les opérations sont cohérentes avec la politique régionale de formation.**

Disposant de seulement 3 dossiers programmés au titre du TO 1.1.1 (209 165,07€ de dépense publique), il est difficile d’interpréter l’analyse portant sur ces 3 dossiers de formation. Nous pouvons cependant noter que deux formations portent sur la gestion durable des forêts (dont 1 projet de rattrapage sur l’année 2015) et une porte sur l’agroécologie.

Les formations proposées semblent être suffisamment consistantes pour assurer une hausse du niveau de connaissances, voire de qualification, avec des formations entre 9 et 14 jours pour le CRPF (filière bois) et de 2 jours en moyenne pour les agriculteurs (opérations pilotées par VIVEA).

Via les Appels à Projets lancés en 2016, le PDR soutient effectivement le développement des connaissances et facilite le changement des pratiques. En effet, d’une part, les formations proposées respectent les objectifs fixés à travers les thématiques suivantes :

* Gestion forestière durable : aspects techniques, juridiques et fiscaux mais aussi prise en compte de la dimension économique, environnementale et sociale. Le but de ces formations est de mieux connaître l’activité sylvicole et la filière bois en général.
* Gestion des risques : Protection et valorisation de l’environnement
* Modes de production innovants en techniques végétales : Agriculture biologique, évolution des systèmes de production agricoles et de gestion forestière vers des systèmes répondant à la triple performance. Le but étant d’améliorer les pratiques agricoles et l’exploitation forestière.
* Modes de production innovants en techniques animales : l’objectif est de renforcer l’autonomie des systèmes de productions animales.

Le soutien à la formation dans le milieu agricole et forestier s’appuie sur un travail de concertation avec l’ancienne Direction « mutation économique et continuité professionnelle » de la Région (qui a changé de nom depuis la fusion avec la région Franche-Comté et la réorganisation des services) et un contrat d’objectifs (COPA) qui a été élaboré avec la profession agricole, la DRAAF, Pôle Emploi et la région Bourgogne pour la période 2015-2017. Le FEADER constitue un des outils visés pour mettre en œuvre ce contrat en profitant notamment du cadre partenarial mis en œuvre via la programmation du FEADER.

D’autre part, les actions de démonstration et d’informations collectives, qui sont les plus nombreuses à avoir été programmées (31 dossiers) participent à la diffusion des connaissances et au changement des pratiques. Ces actions portent essentiellement sur les pratiques agro écologiques (50% des dossiers programmés), de l’élevage (y compris bâtiment : 38 % des dossiers) de la diversification des systèmes de production (25% des dossiers) ainsi que sur le développement de la valeur ajoutée des ressources agricoles et forestières.

Peut être cité un projet de démonstration porté par le CRAB qui vise à diffuser et proposer des systèmes de culture innovant vers une agriculture durable (par exemple : visite de plateforme d’expérimentation sur les innovations techniques et en conduites des cultures : démonstration de semoirs en semis direct organisée en Côte d’Or).

**Conclusion et recommandations :**

Malgré un démarrage effectif, le niveau de programmation concernant les formations pour la filière agricole est relativement faible. Concernant la filière sylvicole, les opérations semblent être plus ambitieuses, au regard notamment du nombre de jours de formation proposé. Les opérations de démonstration présentent quant à elles un fort dynamisme, dont l’apport ne pourra être vérifié que dans le cadre d’enquêtes *ex-post,* les effets ne pouvant se mesurer que sur le long-terme. Les thématiques des formations sont pertinentes au regard des enjeux régionaux, et s’inscrivent dans un processus de concertation et de pilotage régional, avec une forte cohérence avec la politique régionale en matière de formation et une forte implication des acteurs régionaux.

Eu égard au rythme de programmation sur les formations, il semble difficilement envisageable que la cible de 9424 participants soit atteinte pour 2023. De ce fait, il serait judicieux de privilégier la qualité des formations dispensées et de revoir à la baisse la cible pour 2023. Le développement de formations qualifiantes pourrait être un facteur incitatif pour néanmoins accroître le nombre de participants. Au sujet du dynamisme de la programmation sur les opérations de démonstration, précisons que l’analyse a été effectuée sur les dossiers programmés. L’effet de ces actions ne pouvant se mesurer que sur le temps long, il conviendrait d’en intégrer l’analyse au sein de plusieurs enquêtes post-réalisation. Enfin, dans un contexte de changements institutionnels (fusion entre les régions Bourgogne et Franche-Comté) et stratégiques (révision du contrat d’objectif des productions agricoles), une attention particulière devrait être portée à la cohérence entre les thématiques des formations et des démonstrations déployées d’une part et les enjeux régionaux d’autre part.

## **QUESTION EVALUATIVE N°4**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l’amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations bénéficiant d’un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et la diversification agricole ?***

**Bilan de mise en œuvre :**

* + 1. *: Formation professionnelle et acquisition de compétences en agriculture et foresterie*

3 dossiers de formation ont été programmés pour un total de 209 164,07 € de dépense publique totale dont 110 856,94 € de FEADER. Au 31/12/2016, seulement 5,99% de la maquette du TO ont été programmés.

*1.2.1 : Projets de démonstration et actions d’information en agriculture et en forêt-bois*

31 dossiers concernant les actions de démonstration et d’information ont été programmés pour un total de 876 589,97 € de dépense publique totale dont 464 189,53 € de FEADER. Au 31/12/2016, 27,46% de la maquette du TO ont été programmés.

*2.1.1 : Services de conseil en agriculture et filière forêt-bois*

7 dossiers portant sur des actions de conseils ont été programmés pour un total de 683 872,33 € de dépense publique totale dont 362 452,32 € de FEADER. Au 31/12/2016, 12,9% de la maquette du TO ont été programmés.

Malgré ce taux assez faible, la région Bourgogne, est l’une des rares régions françaises à avoir réussi à mettre en place et à enclencher / programmer des dossiers au titre de la Mesure 2 Conseil.

*4.1.1 : Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles*

725 opérations ont été programmées, 137 ont été soldées. Cela représente un investissement total de 10,5 millions d’euros et 3,5 millions d’euros de dépense publique réalisée. Au 31/12/2016, 31,3% de la maquette financière du TO ont été utilisés.

*4.1.2 : Investissements dans les équipements productifs dans les exploitations agricoles (PVE, AB, CUMA)*

237 opérations ont été programmées, 34 ont été soldées. Cela représente un investissement total de 594 806 euros et 217 625 euros de dépense publique réalisée. Au 31/12/2016, 12,9% de la maquette financière du TO ont été programmés

A noter, qu’il existe pour l’ensemble de la sous-mesure 4.1 un risque de doublons important (code Package).

*16.1 : Mise en place et fonctionnement des groupes opérationnels du PEI*

6 projets ont été programmés pour un total de 424 435,79 € de dépense publique totale dont 339 548,46 € de FEADER. Au 31/12/2016, 10,61% de la maquette du TO ont été programmés.

*16.2 : Projets pilotes pour le développement de nouveaux produits, pratiques, procédés et techniques*

6 projets pilotes ont été programmés pour un total de 313 021,72 € de dépense publique totale dont 250 417,35 € de FEADER. Au 31/12/2016, 14,97% de la maquette du TO ont été programmés.

*16.4 : Coopération entre les acteurs de la chaîne d’approvisionnement pour le développement de circuits d’approvisionnement courts et de marchés locaux*

Disposant d’un seul dossier programmé représentant 125 852,96 € de dépense publique totale dont 100 682,36 € de FEADER, il n’est pas possible de traiter la sous-mesure 16.4 dans le cadre de cette QEC. Il est à noter que ce projet concerne les circuits courts.

**Critère de jugement 1 : Les opérations ont contribué à la diversification des exploitations et à l’amélioration des pratiques.**

Disposant de seulement 3 dossiers programmés au titre du TO 1.1.1 (209 165,07 € de dépense publique), il est difficile d’interpréter l’analyse portant sur ces 3 dossiers de formation. On peut cependant noter qu’un dossier porte sur la multi-performance et l’agroécologie, comprenant notamment 4 formations sur le développement des systèmes en agriculture biologique, l’évolution des systèmes de production agricole et de la gestion forestière, le renforcement de l’autonomie des systèmes de productions animales et l’amélioration des pratiques agricoles et d’exploitation forestière.

D’autre part, comme précisé précédemment dans la réponse à la QE1, les actions de démonstration et d’informations collectives sont les plus nombreuses (au sein de la M1) à avoir été programmées (31 dossiers). Ces actions portent essentiellement sur les pratiques agro-écologiques (50% des dossiers programmés), de l’élevage (y compris bâtiment : 38% des dossiers) de la diversification des systèmes de production (25% des dossiers) ainsi que sur le développement de la valeur ajoutée des ressources agricoles et forestières.

On peut notamment citer le projet de démonstration porté par la Chambre d’Agriculture de la Nièvre sur la résilience économique des systèmes d’exploitation. Ce projet vise principalement à diversifier les ateliers de production pour contribuer à sécuriser l’efficacité économique de l’exploitation (atténuer la dépendance à une filière dominante) et de mieux accompagner et maîtriser la productivité du travail dans cette dynamique d’adaptation. Nous pouvons aussi illustrer ce propos par le projet porté par le Centre d’Etudes et de Ressources sur la Diversification (CERD) portant sur la création et la diffusion de références sur les circuits courts de commercialisation.

En plus de ces actions de formation et de démonstration, le PDR soutient des actions de conseil (7 lots programmés). Comme précisé dans la réponse à la QE1, les actions visent à proposer des conseils en agriculture et sylviculture et contribuent à la diffusion et au transfert des connaissances et de nouvelles pratiques. Ces actions de conseils visent aussi à aider les agriculteurs à moderniser leurs exploitations. Les principales thématiques des actions de conseils sont :

* L’agriculture biologique
* SIQO viande
* Engraissement des animaux
* Sélection génétique
* Diversification, transformation et commercialisation des produits
* Conseils stratégiques d’orientation
* Suivi post installation

Concernant les nombres de jours de conseils programmés pour chaque lot, plus de détails sont disponibles au sein de la réponse à la QE 1.

Enfin, l’enquête qui a été réalisé, montre que pour 77,6% des répondants, le soutien du FEADER, via la mesure 4, a permis d’améliorer les conditions de travail (meilleurs équipements).

Ainsi à travers les mesures de formation, de démonstration et de conseils, nous constatons que le PDR soutient largement la diversification des exploitations, le transfert de connaissances, l’amélioration et l’acquisition de nouvelles pratiques. Elles visent par ailleurs notamment la filière élevage qui constitue une filière clé dans la région et qui fait face à des problématiques majeures en matière de restructuration et de diversification.

**Critère de jugement 2 :** **La valeur ajoutée et les résultats d’exploitations ont augmenté notamment grâce à une réduction / mutualisation des coûts d’exploitation (facture énergétique, intrants / autonomie alimentaire, frais de mécanisation) et une meilleure maitrise en aval des prix de vente**

*Pour rappel, l’analyse présentée ci-dessous est une analyse commune aux régions Bourgogne et Franche-Comté. Pour plus d’informations, voir annexe.*

**Les aides à l'investissement ont permis d’amortir la perte en compétitivité des exploitations bénéficiaires en Bourgogne et en Franche-Comté, observée sur l’ensemble des filières durant la période 2012-2014. L'estimation contrefactuelle permet de conclure à un impact significatif des aides à l’investissement sur l'Excédent Brut d’Exploitation (EBE), la marge d'exploitation et le poids des charges d'approvisionnement dans le chiffre d'affaires.**

L’EBE dans les exploitations bénéficiaires baisse de 18% entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de 44% chez les non bénéficiaires. Les aides à l'investissement ont joué un rôle significatif d’amortisseur de la baisse des capacités financières qu’ont connu aussi bien les bénéficiaires que les non bénéficiaires. Sans les aides à l’investissement, on estime que les exploitations bénéficiaires auraient connu une baisse encore plus importante de 42 000 euros en moyenne sur la période 2012 – 2014 ce qui représente environ 40% de l'EBE moyen des exploitations bénéficiaires en 2014.

La marge d'exploitation dans les exploitations bénéficiaires baisse de 39% entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de près de 60% chez les non bénéficiaires. Les exploitations bénéficiaires qui présentaient une marge d'exploitation inférieure en moyenne de 2.4 points de pourcentage en 2012 affichent une meilleure rentabilité en moyenne que les exploitations non bénéficiaires en 2014 (19% contre 13.7%). La part des aides à l'investissement dans l'évolution positive de la marge d'exploitation chez les bénéficiaires est estimée à 8 points de pourcentage en moyenne par exploitation (effet net de 10 points de pourcentage dans les exploitations bénéficiaires en Franche-Comté).

Le poids des charges d'approvisionnement dans les exploitations bénéficiaires s'est stabilisé aux alentours de 41.5% au sein des exploitations bénéficiaires tandis qu'il a augmenté de près de 4 points de pourcentage dans les exploitations non bénéficiaires. Ces résultats trouvent une explication dans l’augmentation du chiffre d'affaires constatée dans les exploitations non bénéficiaires tandis qu’il reste stable, en moyenne, dans les exploitations bénéficiaires. Sans les aides à l'investissement, on estime que les exploitations bénéficiaires auraient connu une augmentation du poids de leurs charges d'approvisionnement sur le chiffre d'affaires de 4.5 points de pourcentage.

Aussi, l’enquête réalisé par Edater, montre que 60% des répondants, le soutien du FEADER a permis de réduire leur coût d’exploitation.

**En termes de productivité du travail (indicateur R2), les exploitations bénéficiaires enregistrent une baisse de la production par UTA moins importante que la baisse de la productivité dans les exploitations non bénéficiaires. Si la productivité était plus faible chez les bénéficiaires en 2012, ils ont rattrapé la valeur des non bénéficiaires en 2014.** L'effet net des aides à l’investissement est estimé à 13 000 euros en moyenne par exploitation bénéficiaire. En d’autres termes, sans les aides à l’investissement, les exploitations bénéficiaires auraient enregistré une baisse encore plus importante de leur productivité. On notera que cet effet positif et significatif des aides à l'investissement sur la productivité du travail s’explique par un maintien du niveau de production dans les exploitations bénéficiaires, la main d'œuvre n’ayant pas évolué significativement dans les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires. L'impact positif des aides à l'investissement sur la productivité est confirmé par l’effet positif significatif des aides à l'investissement sur la VAB par UTA (indicateur utilisé dans le cadre de l’évaluation ex-post du PDRH 2007-2013).

De plus, à l’issu de l’enquête, 48% des répondants, le soutien du FEADER a permis d’augmenter leur production et 24% des répondants indiquent avoir augmenté leur prix de vente unitaire (notamment via la qualité des produits ou l’accès au marché) grâce au projet soutenu par le FEADER. Enfin, concernant la sécurisation des revenus, 32% des bénéficiaires considèrent que le FEADER a permis d’améliorer/ de sécuriser significativement leurs revenus.

En résumé, les évolutions observées chez les bénéficiaires d'une aide à l'investissement sont positives, à la fois en termes de rentabilité et de productivité. **Les aides à l’investissement ont joué un rôle d’amortisseur de la crise économique traversée par les exploitations agricoles.** Si les données régionales disponibles dans RICA n'ont pas été suffisantes pour conduire une analyse par OTEX, les estimations contrefactuelles de l'impact du PMBE sur la compétitivité, notamment sur le coût des exploitations bénéficiaires, conduites dans le cadre de l'évaluation ex-post du PDRH 2007-2013, concluent à un effet positif des aides à l'investissement sur la croissance et la productivité du travail des exploitations laitières spécialisées (OTEX 45) et bovins viande spécialisées (OTEX 46), à la seule différence que les exploitations laitières ont augmenté leur main d'œuvre sur la période contrairement aux exploitations bovins viande, ce qui a atténué la productivité du travail des exploitations laitières. Il est important de souligner que si les dispositifs s’inscrivent dans une certaine continuité par rapport à la période précédente, des évolutions ont été apportées tant en matière qualitative (approches plus intégrées qu’un simple catalogue d’aide) que quantitative (augmentation des tickets moyens). Il est donc attendu que les aides à l’investissement aient un impact plus important dans les années à venir (qui sera vérifié lors du prochain exercice évaluatif en 2019).

Par le soutien aux actions de coopération et notamment les Groupes Opérationnels (GO) du PEI et les projets pilotes, le PDR contribue à améliorer les résultats économiques des exploitations agricoles et sylvicoles par le soutien à des projets innovants. En effet, comme précisé dans la réponse à la QE1, 6 GO ont été mis en œuvre (phase d’émergence et phase de fonctionnement) :

1. Faisabilité d’un atelier de transformation agroalimentaire mutualisé entre plusieurs partenaires locaux sur le Clunisois. Le but de ce projet est de créer un atelier innovant tant dans son concept que dans ses modalités d’organisation et de coopération. Les partenaires du GO sont la SCIC « Le pain sur la table », la communauté de communes du Clunysois, Terroirs de Saône et Loire et Active.
2. Pérennité et développement de la filière Cassis en Bourgogne. L’objectif est d’organiser la structuration de la filière, de stabiliser les rendements de la variété Noir de Bourgogne et de faire reconnaître le savoir-faire de la production de bourgeon de cassis en Bourgogne. Les partenaires du GO sont la Chambre d’agriculture de Côte d’Or et le « SATT Grand Est «  Welience ».
3. Tous paysans ! : Accompagnement d’un collectif d’acteurs locaux dans l’élaboration d’initiatives innovantes et participatives, contribuant au développement économique, social et environnemental d’un territoire rural, le Brionnais. L’objectif principal de ce projet est de caractériser les fermes tournées vers la pluriactivité et les liens unissant les agriculteurs à leur territoire. Les partenaires de ce projet sont « Accueil Paysan Bourgogne » et l’association « Les Vies la Joie ».
4. INSOLTEC : Intégrer des stratégies d’apport de microorganismes pour améliorer la fertilité et la santé des sols dans des systèmes de culture agroécologiques. Les partenaires du projet sont le Technopôle Agroenvironnement AGRONOV, la SARL Agrene, la SARL CREAGREN, le PIAE Artemis, la Chambre d’agriculture de Côte d’Or et Arvalis.
5. Gestion agroécologique de parcelles en grandes cultures par les régulations biologiques. L’un des objectifs de ce projet est de notamment de fournir un diagnostic aux agriculteurs sur le niveau de régulation biologique dans leurs parcelles et diffuser des résultats et de vulgariser des connaissances auprès des agriculteurs. Les partenaires du projet sont l’INRA, EPLEFPA de Quetigny-Plombières-lès-Dijon, le GAEC de la Champagne, l’EARL Farcy et le GAEC Henriot.
6. Moutarde Bourgogne : les défis pour pérenniser une association locale pour un marché international. L’objectif de ce projet est de mettre en œuvre un programme de recherche-expérimentation pour permettre aux industriels moutardiers de satisfaire leurs besoins industriels. Les partenaires de ce projet sont l’Association des producteurs de graines de moutarde de Bourogne, AgroSup Dijon, l’INRA Nantes, la chambre d’agriculture de Côte d’Or et l’association Moutarde de Bourgogne.

Ces 6 projets répondent ainsi aux priorités régionales inscrites dans le PDR qui sont notamment les systèmes agro-écologiques, la diversification des systèmes de production, la création et l’accroissement de la valeur ajoutée, l’adaptation au marché.

Ajoutés à ces GO, 6 projets pilotes (16.2) ont été financés par le PDR. Les principales thématiques de ces projets pilotes portent sur l’amélioration de la durabilité des exploitations des jeunes agriculteurs sur les plans économique, social et environnemental ; sur la structuration de filières de qualité ; sur le repérage et l’évaluation des performances des pratiques d’agriculteurs ; mettre à disposition des acteurs concernés les informations nécessaires sur la production et la dynamique de certaines filières et de valoriser économiquement certaines variétés anciennes de céréales.

Les buts de ces projets pilotes sont d’améliorer la performance économique des systèmes d’exploitation de la région ; d’assurer la reprise actuelle de production de certains produits (comme la truffe, le soja par exemple) ; d’adapter l’activité des structures économiques de certaines filières (bovins allaitants notamment) et de réorienter des actions techniques si besoin.

L’ensemble de ces projets de coopération (GO et projets pilotes) participent ainsi à l’amélioration du lien entre les acteurs économiques et les chercheurs. En effet, le développement de nouveaux produits, procédés, techniques participe aussi à améliorer les résultats économiques et à moderniser les exploitations.

Enfin, il est important de signaler que les GO mis en place dans le cadre du PEI ainsi que les projets pilotes contribuent à l’ensemble du Domaine prioritaire 2A et répondent à l’ensemble des critères de jugement décrits ici. En effet, ces projets contribuent à la diversification, à la performance économique et écologique mais aussi au développement et au soutien de la filière élevage.

**Critère de jugement 3 : Les mesures ont contribué à la modernisation des bâtiments dans les exploitations agricoles et au maintien des activités d’élevage**

Le PDR, soutient des actions visant la modernisation des exploitations agricoles et le maintien des activités d’élevage. Ce soutien se traduit à travers trois types d’actions :

***Le Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE)***

* 102 dossiers réalisés et soldés et 9 145 507,66 € d’investissement total.
* 14 604,06 ha (SAU) concernés

Le maintien des activités d’élevage se justifie par l’augmentation ou la stabilité de la capacité des exploitations. On constate que grâce au PDR, il y a une augmentation du nombre de bêtes au sein des exploitations aidées, en passant, en moyenne, de 137,5 UGB avant le soutien à l’investissement à 194,1 UGB en moyenne après, soit une augmentation de 41 % sur la période de programmation et sur l’ensemble des dossiers programmés au titre du TO 4.1.1 relevant du PMBE.

Les principales filières impactées par ce maintien concernent principalement les « Autres herbivores » (66,3% des dossiers), les « Bovins Laits » (18,8% des dossiers), et les « Granivores » (12,8 %).

***Le Plan Végétal pour l’Environnement (PVE)***

* 34 dossiers réalisés et soldés et 594 805,44€ d’investissement total.
* 55 bénéficiaires et 4320,38 ha (SAU) concernés

Le PVE a principalement un rôle de protection de l’environnement et de gestion durable des ressources.

Au-delà de l’aspect environnemental, le PVE permet de diminuer les coûts d’exploitation car la majorité des investissements visent une baisse de la consommation d’intrants (fertilisants & phytosanitaires). En effet, 55,8% des projets financés sous PVE sont dans la filière viticole. La majorité des projets ont donc pour objectif de diminuer l’utilisation des intrants. Cette diminution entraîne donc une réduction des coûts d’exploitation.

On note par contre que le dispositif ne semble pas viser pour l’instant le secteur de l’élevage dans une logique d’augmentation de l’autonomie alimentaire. En 2014 le dispositif ne visait pas les surfaces herbagères qui ont été prises en compte à partir de 2015.

***Le Plan de Performance Energétique (PPE)***

Le PDR soutien, par cette action, des projets visant à économiser l’utilisation des ressources (énergie, eau). En effet, l’augmentation du coût de l’énergie influe directement sur la compétitivité des exploitations. En effet, les investissements ont a priori permis d’économiser 69 TEP par an (voir DP5b) et donc un allégement de la facture énergétique des exploitations. En retenant une moyenne de 2 TeP économisées par an, on peut estimer une économie de plus de 3 500 Euros environ par an et par exploitation.

* 34 dossiers réalisés et soldés et 1 336 895,64 € d’investissement total.
* 4023,71 ha (SAU) concernés
* 52,9% des dossiers PPE sont dans la filières granivores et 29,4% de la filière lait.

Enfin, l’enquête réalisé permet de montrer que pour 79% des répondants, le soutien du FEADER au titre de la sous mesure 4.1, a permis de réduire l’impact de l’activité de l’exploitation sur l’environnement et 28 % indiquent avoir réduit leur dépendance à des facteurs externes (climat, cours des aliments pour bétail).

**Conclusion et recommandations :**

Dans un contexte de baisse importante des EBE au niveau régional, les aides à l’investissement déployées par le PDR ont permis d’amortir la perte en compétitivité des exploitation bénéficiaires Bourguignons et Franc-Comtois (l’analyse contrefactuelle ayant été menée à l’échelle des deux régions). L’effet des aides à l’investissement est particulièrement important sur la marge d’exploitations et le poids des charges d’approvisionnement dans le chiffre d’affaires. Les actions de démonstration et de conseil contribuent effectivement à la diversification des exploitations ainsi qu’à l’amélioration des pratiques. Cependant, précisons que les effets tangibles des actions de conseil et de formation ne peuvent se vérifier que sur le long terme. A ce titre, cette analyse pourra être effectuée dans le cadre du RAMO 2019. La contribution du PDR à la modernisation des exploitations se traduit au travers de la mise en œuvre du PMBE, du PVE et du PPE, en se concentrant majoritairement sur la filière de l’élevage. Précisons qu’étant donné que nous nous trouvons au début de la période de programmation, il n’est pas possible d’analyser l’impact des investissements déployés sur l’autonomie alimentaire des exploitations.

Afin d’augmenter les investissements dans les domaines de la récolte, de l’andainage ou des méthodes alternatives au fanage, il conviendrait de vérifier si cette option est prévue par les règlements d’intervention de 2015.

## **QUESTION EVALUATIVE N°5**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’entrée d’exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l’agriculture, et en particulier le renouvellement des générations ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2016, 649 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation au titre du TO 6.1.1 (Dotation Jeunes Agriculteurs) et 879 autorisations de financement au titre du TO 6.1.2 (Prêts Bonifiés).

Le dispositif des prêts bonifiés (6.1.2) s’est révélé peu attractif et pertinent, notamment au regard du faible niveau des taux d’intérêt actuels. Deplus, les conditions réglementaires, qui ont évolué, ne permettent plus de bonifier des prêts sur plus de 5 ans. Pour la Bourgogne, on observe ainsi que seul deux dossiers programmés sur les 879 ouverts relèvent effectivement d’installations après 2014. *A*ujourd'hui, la lourdeur et le caractère coûteux du dispositif des prêts bonifiés n'apparaissent pas justifiés au regard des résultats produits par cette politique publique. Cette situation fait peser sur les aides à l'installation dans leur ensemble un risque de perte d'efficacité dans la mesure où la DJA et les prêts bonifiés sont deux dispositifs d'aide étroitement associés. Il est donc supprimé depuis le 31 mai 2017.

La programmation concernant l’aide DJA (6.1.1) reste stable depuis le début de la programmation avec plus de 200 dossiers programmés par an (équivalent au nombre de bénéficiaire en 2012). Par ailleurs, la suspension du dispositif des prêts bonifiés va permettre de revaloriser la Dotation de base et l’introduction de la 4ème modulation (à partir de juin 2017) ce qui rendra le dispositif d’autant plus attractif.

Concernant l’atteinte des objectifs ciblés pour la DJA, il s’avère que 1,37 % des exploitations agricoles bourguignonnes ont bénéficié de cette aide à l’installation pour les jeunes agriculteurs et ont permis ainsi de faciliter leur entrée dans le secteur de l’agriculture. Ce taux n’est pas représentatif des jeunes effectivement aidés car il n’intègre pas les DJA dont le plan d’entreprise n’est pas encore arrivé à son terme.

Au regard de la programmation c’est 7,64% des exploitations qui bénéficient d’une aide à l’installation soldée ou non.

*NOTA : les données utilisées par la suite ne concernent que la DJA (6.1.1)*

**Critère de jugement 1 : Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 35 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprise importantes.**

Le dispositif a permis de soutenir l’installation de 649 jeunes agriculteurs depuis 2014. Sur la période 2014-2015, on peut estimer que plus de 56,5% des installations des exploitants de 40 ans ou moins ont été soutenus via les aides DJA (recroisement avec les données MSA sur le nombre total d’installation). La DJA a permis de soutenir 40% du total des installations dans la région, hors classe d’âge, sur cette période. La forte hausse de la proportion des installations pour les plus de 40 ans, en particulier les 45-60 ans sur l’année 2015 (hors transfert entre époux) permet de mieux comprendre ce taux assez faible.

L’âge moyen des exploitants aidés via la DJA s’élève à un peu plus de 27 ans. Ce chiffre se situe dans la moyenne française qui oscille entre 27 et 30 ans en fonction des années. Cependant, les femmes ont tendance à s’installer plus tardivement que les hommes, avec une moyenne d’âge supérieure à 31 ans pour les bénéficiaires de la DJA en Bourgogne.

Toujours comparé aux données MSA, on estime que 89,7% des jeunes agriculteurs bénéficiaires de la DJA avaient 35 ans ou moins lors de l’installation (date d’installation retenue dans la base de données) contre une moyenne de 83,4% pour le total des installations des 40 ans ou moins.

Si le dispositif suit une programmation satisfaisante et semble contribuer de manière significative au maintien de la part des exploitants de moins de 35 ans, il faut noter que le solde en matière de nombre d’exploitants agricole continue de se dégrader dans la région. Le taux de renouvellement calculé à partir des données MSA (entrée/sortie du régime), est en moyenne de 70% sur ces 5 dernières années avec un taux de 62% pour la seule l’année 2015. Il convient de préciser que ce taux peut être en partie expliqué par un phénomène de concentration des exploitations.

Il convient par contre de souligner le bon ciblage géographique sur les zones défavorisées du dispositif avec 64,5% des installations aidées dans ces territoires (74,5% des SAU). Ces taux sont à comparer aux moyennes régionales de 61% des exploitations régionales et surtout 65,2% SAU. On constate d’ailleurs que 71 % des jeunes exploitants bénéficiaires s’installent sur des grandes surfaces agricoles (+ de 50 ha), contre 40% environ pour l’ensemble des installations dans la région (données MSA).

Il faut souligner cependant que moins de 3% des exploitations et SAU soutenues sont situées en zone de montagne (contre 4,7% des exploitations régionales). On peut donc formuler l’hypothèse que la DJA ne vise pas particulièrement bien les territoires plus exposés au risque de déprise, en particulier dans le Morvan. Par ailleurs, les bénéficiaires se répartissent principalement sur les départements de Saône et Loire (43%), de Côte d’Or (29%). La Nièvre (15%) et l’Yonne (12%) sont relativement mal ciblées par le dispositif. De ce fait, on observe que moins de la moitié des nouvelles installations dans le département de la Nièvre sont soutenues par la DJA et seulement 35,5% des installations soutenues pour l’Yonne (à comparer au taux de 56,5% régional). A noter que ce manque d’accompagnement dans l’Yonne est historique puisque le recensement agricole de 2010 soulignait déjà ce problème.

Concernant, le format d’installation, 18,7 % des bénéficiaires de la DJA se sont installés en dehors du cadre familial. C’est un élément essentiel à noter considérant que l’installation hors cadre familial est un élément fort et important en Bourgogne au regard de l’orientation professionnelle des enfants issus de famille d’agriculteurs. Ce taux a pratiquement peu évolué depuis ces dernières années (17% en 2012) mais reste inférieur à celui observé pour les installations non aidées (ente 10 et 15% depuis 2010). Il faut noter sur ce point qu’un critère géographique strict était appliqué jusqu’en 2014 pour cette modulation (être à une distance supérieure à 30 km de l’exploitation de la famille de la personne avec laquelle il vit maritalement), ce qui explique ce taux plus bas que dans les autres régions.

Enfin, l’enquête réalisée, montre que 56,6% des bénéficiaires d’un soutien à l’installation considèrent que ces dispositifs leur ont permis d’améliorer leurs conditions de travail. De plus, 33% des répondants indiquent que le soutien du FEADER leur a permis de sécuriser un fond de roulement suffisant pour les premières années d’exploitation (sécurisation d’une situation financière suffisante, permettre de vivre et de se verser un revenu au début). Aussi, une majorité des répondants (52%) considèrent que ces dispositifs d’aides à l’installation leur ont permis d’améliorer la viabilité économique de leur projet.

***Analyse* *de la répartition des jeunes exploitants aidés par secteur et filière d’activité :***

Aussi, ces aides à l’installation ont pour objectif de développer une agriculture durable par l’engagement de ces jeunes agriculteurs dans une dynamique de gestion durable des ressources. Cette gestion durable peut avoir plusieurs aspects comme par exemple la diversification sur le territoire des types d’agricultures. On constate que les jeunes exploitants soutenus par les actions du PDR, 31% font de la polyculture, 26% de l’élevage d’herbivores, 18% de la viticulture et 14% de la Grande Cultures. Ces résultats concordent avec les moyennes régionales. Comparé à la répartition des activités agricoles pour les installations totales des 40 ans et moins (données MSA), on constate que la DJA permet un léger rééquilibrage entre élevage et polyculture. On peut également noter que plus de 4% des installations soutenues le sont dans la filière maraichage ce qui est supérieur à la moyenne régionale pour cette filière et légèrement supérieur à celui du total des installations des 40 ans ou moins aidés ou pas.

Cependant on constate que 6,6% des exploitants aidés se sont installés en Agriculture Biologique (5% en 2010) et ne représente que 3,66% de la SAU totale soutenue. Cette valeur est légèrement supérieure à la tendance au niveau régional. En 2015, la part de l’agriculture biologique dans l’agriculture régionale rapportée au nombre total d’exploitations était de 5.3%.

**Critère de jugement 2 : Des jeunes exploitants formés de manière adaptée sont entrés dans le secteur**

Les conditions d’accès à l’aide DJA reposent notamment sur la capacité professionnelle agricole des candidats à l’installation, notamment via les conditions suivantes :

* La détention ou l'acquisition d'un diplôme de niveau IV (bac professionnel ou brevet de technicien agricole)
* La réalisation d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) : plan d'actions pour compléter vos compétences au travers de formations et stages en exploitations ou en entreprises.

En l’absence de données de programmation précises sur le niveau de qualification des bénéficiaires et de données de contexte actualisées, il n’est possible que de mettre en avant des données relativement anciennes qui démontraient que seuls 38% des jeunes qui s’installaient sans aide DJA étaient susceptibles de répondre aux critères mentionnés ci-dessus.

Au niveau national, l’enquête 2013 sur la structure des exploitations agricoles souligne que 92 % des exploitants ayant perçu la DJA avaient un niveau de formation agricole au moins égal au baccalauréat (et 38 % de niveau études supérieures), contre 40 % seulement pour les non bénéficiaires de la DJA de la même classe d’âge (et 18 % de niveau études supérieures). Les exploitantes les plus jeunes (moins de 40 ans) sont nombreuses à ne pas avoir de formation agricole (40 % contre 13 % des hommes), constituant un véritable frein pour pouvoir bénéficier de ce dispositif.

Sur ce dernier point, on note que les femmes représentent en moyenne 17% des bénéficiaires de la DJA, concordant avec les moyennes régionales mais à mettre en perspective avec les 33% de femmes s’installant dans la région annuellement (hors transfert entre époux, source MSA). Si ce taux doit être pris avec précaution (stratégie de cotisation, voire manière de détourner le contrôle des structures), les études disponibles (enquête structures, recensement) démontrent que les femmes s’installent plus tardivement en agriculture, souvent dans une logique de reconversion professionnelle. La proportion de femmes s’installant après 40 ans étant élevée, la DJA ne leur est donc pas accessible. Par ailleurs, même celles ayant 40 ans ou moins peuvent être exclues du dispositif du fait de l’absence de qualification ou de respect des conditions à dimension économique.

**Conclusion et recommandations :**

La dynamique de programmation sur le dispositif DJA est satisfaisante et permet une importante contribution du PDR au renouvellement des générations d’agriculteurs en région. Du fait des critères d’éligibilité du dispositif, le PDR participe également à la montée en compétences de la population agricole, bien que cela puisse constituer un frein à l’accès des femmes au dispositif. La contribution du programme au renouvellement des générations peut également être évaluée à l’aune de l’âge moyen des bénéficiaires, qui se situe dans l’âge moyen des bénéficiaires au niveau national. La dynamique doit cependant être amplifiée afin de pouvoir passer d’une dynamique d’atténuation des départs à une dynamique de compensation puis de renouvellement effectif (solde net). En ciblant les zones sensibles (défavorisées simples), le PDR lutte contre la déprise, bien que le ciblage sur les zones les plus sensibles comme le Morvan ou l’Yonne devrait être accentué.

Afin d’amplifier la dynamique de programmation, la formation professionnelle agricole destinée aux femmes devrait être renforcée. Ce faisant, le PDR faciliterait l’accès des femmes formées au dispositif DJA et permettrait de lutter contre une cause structurelle de l’inaccessibilité des femmes au dispositif, à savoir l’absence de qualification adéquate. De cette manière, le PDR s’auto-alimenterait en bénéficiaires, renforçant alors sa dynamique de programmation ainsi que sa contribution, à la fois, au renouvellement des générations d’agriculteurs mais également à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. La revalorisation de la dotation de base, l’introduction de la 4ème modulation en compensation de la suppression des prêts bonifiés et la modification de la modulation liée au cadre familial devraient permettre de maintenir la dynamique, voire de renforcer l’incitation à l’installation. Enfin, afin de renforcer la contribution du programme au soutien aux zones les plus fragiles et défavorisées, une facilitation des conditions d’accès à la mesure 4 pourrait renforcer l’impact des investissements effectués dans ces zones.

## **QUESTION EVALUATIVE N°6**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d’approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles ?***

**Bilan de mise en œuvre**

*4.2.1 Investissements dans les IAA*

4 dossiers ont été programmés (actions en transition) soit une subvention FEADER de 915 753, 47€ et une dépense publique totale de 2 091 401, 33 €. Il n’y a pas encore eu de programmation de dossiers post-2014. En effet, le dispositif a été relancé en 2016 avec les nouvelles modalités de programmation mais aucun dépôt n’a été réalisé. Un nouvel AAP a été lancé début 2017 avec de la communication accrue et un accompagnement privilégié auprès des porteurs de projets. Il semblerait que cet appel soit attractif.

*4.2.2 Investissements dans la transformation et commercialisation dans les exploitations agricoles*

Ce TO fonctionne très bien depuis 2015 et 2 AAP sont lancés par an.

8 dossiers ont été programmés (actions en transition) représentant un total de 101 577,86 € de subvention FEADER et une dépense publique totale de 191 656, 34 €.

69 dossiers ont été programmés (actions de la nouvelle programmation) représentant un total de 891803,11 € de subvention FEADER et une dépense publique totale de 1 682 647,72 € €.

Au total, 77 dossiers ont été programmés dans le cadre de ce TO.

**Critère de jugement 1 : Développement de filières locales de production agroalimentaire et de nouveaux marchés (y compris à l’export).**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul et de projets soldés pour connaître l’impact réel du PDR sur le développement de filières locales et de nouveaux marchés.

Cependant 4 dossiers bénéficiant chacun d’une enveloppe conséquente ont été programmés dans le cadre des actions en transition :

Un projet d’investissement dans une unité de trituration de soja non OGM (240 133, 99 € de FEADER)

Un plan d’investissement pour la production de semences (204 406,00 € de FEADER)

Une extension de la capacité de production d’une fromagerie (144 309, 51 € de FEADER)

Une extension, un réaménagement et une diversification d’un abattoir (326 903, 97 € de FEADER)

Les objectifs du soutien du PDR à ces projets sont d’améliorer la compétitivité des IAA, , et d’accroître la valeur ajoutée globale des filières.

**Critère de jugement 2 : Augmentation de la valorisation directement réalisée par les producteurs primaires et augmentation / sécurisation de la part du prix final des produits agricoles conservée par les producteurs**

Comme mentionné précédemment, au titre du TO 4.2.2, 8 dossiers ont été programmés dans le cadre d’actions de transition et 69 dossiers dans le cadre de la nouvelle programmation. Au total 77 dossiers sont programmés pour un total de 993 380.974€ de subvention FEADER.

Disposant uniquement de données sur les dossiers de la nouvelle programmation, l’analyse par filière portera uniquement sur les 69 dossiers programmés :

Une partie conséquente des dossiers soutenus (16,1%) sont issus de la filière caprine et les investissements concernent la transformation laitière, la création de fromageries et le développement de la vente de fromages de chèvre en vente directe. 13,2% des projets soutenus sont issus de la filière volaille et les investissements concernent des projets de création d’abattoir, de chambre froide, d’atelier de transformation et de commercialisation de viande en circuit. Les autres filières soutenues sont les grandes cultures (10,2%), les bovins laits (seulement 8,8% des dossiers) et les polycultures d’élevage (7,3% des dossiers).

19% des dossiers sont répertoriés « autres filières ».

En conclusion, nous constatons que le PDR soutient des projets d’investissements notamment matériels dans des équipements destinés à la transformation des produits et/ou à leur vente directe. Ces investissements permettent ainsi d’accroitre la valeur ajoutée des productions agricoles, de développer les circuits courts et d’ainsi de mieux intégrer les producteurs primaires dans la chaîne agroalimentaire. Enfin, à noter qu’il est encore trop tôt pour analyser l’évolution de la part du prix final des produits agricoles.

**Conclusion et recommandations :**

Malgré une faible programmation, le programme soutient le développement de filières agroalimentaires régionales, avec des opérations importantes au regard des investissements financiers prévus. Il participe également à la valorisation des produits agricoles issus des producteurs primaires. Précisons qu’il est encore trop tôt pour pouvoir conclure d’une contribution positive ou négative du programme à l’augmentation et à la sécurisation de la part du prix final de la production revenant au producteur.

Malgré un contexte de tension sur la filière lait bovine en matière de sécurisation du prix de vente et de réappropriation, par le producteur, de la valeur ajoutée, elle ne semble pas émarger sur le dispositif. Il conviendrait donc d’analyser quel type d’opération pourrait permettre de faciliter la transformation ou la vente directe pour ces exploitations comme par exemple la commercialisation directe du lait (type distributeurs) ou transformation yaourt, éventuellement en collectif.

## **QUESTION EVALUATIVE N°7**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Comme indiqué dans le PDR, le DP3B n’a pas été retenu car aucune mesure du PDR Bourgogne ne soutient directement la prévention et la gestion des risques dans les exploitations.

Cependant, plusieurs opérations du PDR contribuent à une meilleure gestion des risques notamment via le TO 1.1.1, 1.2.1, 2.1.1 et 4.2.2.

**Critère de jugement 1 :** **Les actions de formation et de conseil ont traité de la prévention des risques économiques, sanitaires et des accidents du travail.**

Le PDR soutient à travers ses actions de formation, de démonstration et de conseil, la prévention des risques. Les risques peuvent être de différents types : économiques, sanitaires, environnementaux et climatiques, ou être relatifs aux accidents du travail.

En effet, l’ensemble des opérations de démonstration et de conseil portant sur la résilience économique des exploitations traitent du risque économique. Aussi, sur 31 dossiers de démonstration et d’information programmés, environ 22 % des dossiers traitent du risque économique

Parmi l’ensemble des lots sélectionnés dans le cadre de l’appel d’offre, un lot porte notamment sur les conseils stratégiques traitant du risque économique. Concernant les deux autres lots, le lot 1 porte sur des conseils en AB et le lot 7 porte sur les conseils en diversification. Le lot sur le développement de la valeur ajoutée des productions agricoles grâce à la transformation ou la commercialisation prend également en compte le risques environnementaux, sanitaires et ceux relatifs aux accidents du travail.

Concernant le risque climatique, nous pouvons citer les projets portant sur l’autonomie protéique, qui visent entre autres à se prémunir contre les risques climatiques, via la réduction de la dépendance aux aliments pour le bétail issu de grandes cultures (parfois même importés) et dont les cours sont fortement sensibles aux aléas climatiques mondiaux.

Sur les 3 dossiers de formation programmés, un seul dossier traite de la gestion des risques. Le projet est porté par l’organisme VIVEA. L’ensemble du dossier a été programmé pour un montant total de FEADER de 80 507 €. Dans ce dossier, nous pouvons notamment citer la formation portant sur la protection et la valorisation de l’environnement par la gestion des risques. Cette formation s’inscrit plus largement dans une formation générale (plusieurs actions dans ce dossier) qui vise à former les agriculteurs de Bourgogne aux modes de production innovants.

**Critère de jugement 2 :** **Les opérations d’investissement améliorent les conditions de travail et la qualité sanitaire / traçabilité des produits**

Le PDR soutient, à travers ses actions d’investissements dans la transformation et commercialisation dans les exploitations agricoles la prévention des risques économiques (sécurisation de la part du prix final des produits agricoles conservée par les producteurs) mais également sanitaires. Une partie conséquente des dossiers soutenus (16,1%) sont issus de la filière caprine et les investissements concernent la transformation laitière (à cela s’ajoutent 8,8% des dossiers sur la filière bovin lait). Ces projets portant sur la fabrication fromagère notamment, ils traitent automatiquement des risques bactériologiques qui y sont associés. Pour accompagner ces projets, le Centre Fromager de Bourgogne a été mobilisé. De même 13,2% des projets soutenus sont issus de la filière volaille et concernent notamment des projets de création d’abattoirs et de chambres froides. Le PDR participe ainsi à l’amélioration de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits agricoles.

**Conclusion et recommandations :**

Au travers de ses actions en faveur de la formation, de la démonstration et du conseil, le PDR contribue à sensibiliser et à former la population agricole aux techniques et bonnes pratiques favorisant la prévention des risques économiques, sanitaires et des accidents du travail. Par ailleurs, les actions d’investissements dans la transformation et la commercialisation des produits, la prévention des risques notamment sanitaires et bactériologiques (se posant de manière plus aigüe pour les filières lait) visent à contribuer à la prévention et à la gestion des risques agricoles. En déployant des actions dans ce sens, le PDR contribue effectivement à la gestion et à la diminution des risques agricoles.

## **QUESTION EVALUATIVE N°8**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l’amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones NATURA 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d’autres contraintes spécifiques et l’agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution principale retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER € | Nbre de dossiers programmés | Dépense publique programmée (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 7.6.1 | 4 875 000 | 46 | 2 178 737,30 | 1 154 713,09 | 0 | 0 |
| 10 | 71 362 847 | 4869 | 28 074 834,44 | 21 056 126 | 21 056 126 | 4869 |
| 13 | 259 141 977 | 11 341 | 79 064 444 | 59 298 333 | 59 298 333 | 11 341 |

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaire retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépense publique programmée (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 1.1.1 | 1 848 000 | 3 | 209 165,07€ | 110 856,94 | 0 | 0 |
| 1.2.1 | 1 690 000 | 31 | 781 105,15€ | 464 189,53 | 0 | 0 |
| 2.1.1 | 2 800 000 | 7 | 683 872,33 € | 362 452,32 | 0 | 0 |
| 4.4.1 | 786 000 | 1 | 124 480,00 € | 65974,4 | 0 | 0 |

**Critère de jugement 1 : Les opérations ont favorisé l’adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (Natura 2000,…)**

*M7.6.1 Animation Natura 2000*

L’intervention du PDR sur le volet Natura 2000 s’est en début de programmation focalisée sur la mesure animation (Les mesures 7.1.1 Elaboration et révision des documents d’objectifs Natura 2000 et 7.6.2 Contrats Natura 2000 n’ont pas été ouvertes, les outils d’instruction n’étant pas opérationnels). Cette mesure a en effet été mise en place rapidement afin de permettre la continuité du travail des animateurs déjà présents.

La Région Bourgogne compte 61 sites Natura 2000, équivalents à 398 624 hectares, soit environ 13% du territoire régional. 90% de ces sites, soit 55 sites, sont dotés d’un document d’objectifs approuvé avant 2016 (L’élaboration et la révision des documents d’objectifs Natura 2000 est couverte par la mesure 7.1.1, mais n’a pas été programmée à ce jour).

La mesure 7.6.1 permet de financer la mise en œuvre des DOCOB des sites Natura 2000, à travers des actions d’animation :

* Actions de sensibilisation et de communication auprès des propriétaires ou gestionnaires d’espaces ;
* Actions de démarchage auprès des propriétaires ou gestionnaires pour la mise en œuvre des mesures contractuelles (contrats Natura 2000, MAEC), et non contractuelles (chartes) ;
* Actions d’appui technique aux bénéficiaires pour le montage de contrats ;
* Actions de suivi de la mise en œuvre du DOCOB et d’évaluation de la nécessité de mise à jour du DOCOB ;
* Actions de conduite d’études, d’inventaires et de suivis scientifique.

Le nombre de sites bénéficiant d’une animation est de 48 en 2015 et 52 en 2016, soit 85% des sites en 2016 et 95% des sites dotés d’un DOCOB (3 sites dotés d’un DOCOB ne sont pas animés).

A fin 2016, 46 dossiers sont programmés sur la mesure 7.6.1, pour 1,154 millions d’euros de FEADER programmés, représentant des moyens d’animation équivalents à 21 ETP. L’ensemble des sites animés bénéficient d’un soutien par le FEADER (un dossier pouvant correspondre à plusieurs sites). L’animation est identifiée comme un levier important pour la mise en place de pratiques de pratiques de gestion favorables à la biodiversité.

*M10 API/PRM*

La mesure PRM vise à soutenir la diversité génétique dans les exploitations d’élevage, en encourageant la conservation de races à petits effectifs. 22 contrats ont été signés en 2014correspondant à 123,2 UGB (21 en Côte d’Or, 28,5 dans la Nièvre, 44,7 en Saône et Loire, et 29 dans l’Yonne), soit une faible part des UGB régionales, ce qui est cohérent avec la logique très spécifique de ce dispositif (ciblage sur des races à effectifs limités).

La mesure API vise à améliorer le potentiel pollinisateur des abeilles domestiques, par une modification des pratiques apicoles afin de mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. Cette opération consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles, en particulier dans des zones dites « intéressantes pour la biodiversité » identifiées à l’échelon régional.

34 contrats ont été signés en 2014-2015, pour 6722 colonies (dont 20% en Côte d’Or, 20% dans la Nièvre, 26% en Saône et Loire, et 10% dans l’Yonne), soit 18% du nombre de colonies présentes en Bourgogne. Ce dispositif apporte un soutien à la filière apicole par ailleurs peu soutenue, et participe en ce sens au maintien et au renforcement de cette activité.

*M10 MAEC*

Sur la période 2014-2016, les seuls dispositifs ayant fait l’objet de paiement sont les dispositifs de la transition (campagne 2014), soit la Prime Herbagère Agro-Environnementale et les Mesures Agro-Environnementales territorialisées (MAEt).

L’indicateur cible commun T9 fait état de 345 156,71 ha contractualisés sur le domaine prioritaire 4A, soit près de 20% de la SAU régionale. Ces surfaces prennent en compte les surfaces souscrites en PHAE, ainsi que les surfaces souscrites sur des engagements unitaires contribuant aux domaines prioritaires 4A, selon l’affectation retenue par l’autorité de gestion régionale.

* ***PHAE***

La PHAE vise au maintien de surfaces en herbe gérées de manière extensive, par la mise en place de pratiques de gestion herbagères respectueuses de l’environnement. Le cahier des charges de la PHAE comporte l’ensemble d’exigences suivant : un seuil minimal de 75% de surfaces herbagères dans les exploitations, un taux de chargement compris entre 0,35 UGB/ha et 1,4 UGB/ha, la présence d’éléments fixes de biodiversité et leur maintien, des limitations en termes de fertilisation, une suppression du désherbage chimique, et des limitations pour le retournement des prairies sur la durée de l’engagement.

3 740 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE en 2014 (seule année d’activation du dispositif), soit 40% des exploitations régionales d’élevage. 54% des exploitations bénéficiaires sont situées en Saône et Loire. Les surfaces primées sont équivalentes à 331 934 ha, soit 40% des surfaces régionales toujours en herbe et prairies temporaires (près de 50% pour la Saône et Loire). 14% des surfaces primées sont situées en zone Natura 2000, soit 45 363 ha.

La PHAE a ainsi été mobilisée par une part très significative des élevages herbagers régionaux, dont l’emprise territoriale est très importante (les surfaces herbagères représentant environ 46% de la SAU des exploitations au niveau régional). La PHAE participe ainsi au maintien de surfaces en herbes gérées de manière extensive, favorables à la biodiversité, dans une logique de maintien des pratiques et de pérennisation des systèmes.

Les résultats de l’évaluation ex-post du PDRH menée au niveau national montrent que la PHAE (le cahier des charges n’ayant pas évolué entre les deux périodes 2007-2013 et 2014) participe au maintien des systèmes d’élevage herbagers, en particulier les plus extensifs et dont les pratiques en place répondent déjà au cahier des charges. Par ailleurs, une analyse quantitative menée par AgroSup Dijon dans le cadre de cette évaluation (analyse de corrélation entre intensité du soutien herbager et maintien des prairies) a montré que financer 10 ha de surface engagée en PHAE permettait de conserver 1,6 ha de prairies permanentes. Ce chiffre est de 2,9 ha pour les MAEt visant les pratiques de gestion herbagère.

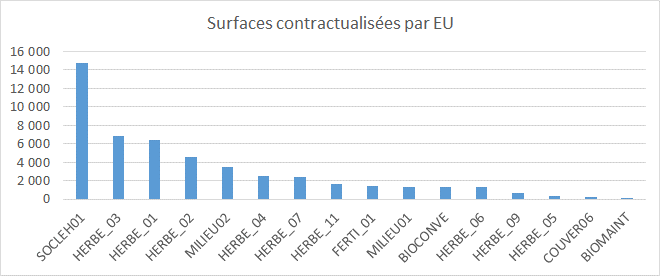
La mesure a été arrêtée en 2015. Deux dispositifs ont pris le relai à partir de cette date : une revalorisation du montant unitaire de l’ICHN d’une part, et la mise en œuvre de la MAEC SHP (systèmes herbagers et pastoraux).

* ***MAE territorialisées (MAEt)***

551 exploitations ont bénéficié de MAEt sur la campagne 2014 (année de transition), pour 1073 mesures souscrites (certaines exploitations ayant contractualisé plusieurs MAEt). Au total, ce sont 135 mesures qui ont été souscrites, sur 40 territoires. Les contractualisations représentent 16 338 hectares, soit moins d’1% de la SAU des exploitations régionales.

Au total, 46 053 ha sont concernés par la mise en place d’engagements unitaires (une MAEt étant la combinaison de plusieurs engagements unitaires). L’engagement unitaire SOCLEH01 représente à lui seul 39% du total des engagements unitaires souscrits, suivi de Herbe\_03 (14%), Herbe\_01 (13%), Herbe\_02 (9%). L’engagement unitaire Ferti\_01 lié à la gestion des intrants a été souscrit sur 1 411 hectares, soit 3% des engagements unitaires. Les mesures de conversion au bio et de maintien au bio, souscrites dans le cadre des MAET dans les territoires à enjeux spécifiques phytos, ont représenté respectivement 1332 ha et 176 ha.

**Surfaces contractualisées par type d’engagements unitaires (MAEt)**



61% des surfaces engagées correspondent ainsi au maintien de prairies et de terres arables HVN, 29% à la gestion des intrants et 10% à la création et à l’entretien des particularités (conformément à l’affectation des EU aux catégories de pratiques définies par la France, telle qu’établie par la France).

**Surfaces contractualisées par catégories de pratiques (MAEt)**

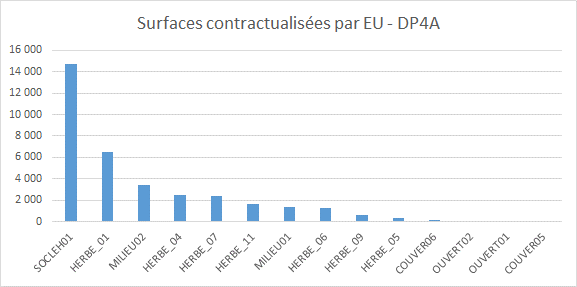
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Surfaces** | **%** |
| Maintien de prairies et de terres arables HVN | 30 281 | 61% |
| Gestion des intrants | 14 334 | 29% |
| Création et entretien des particularités écologiques | 4 807 | 10% |
| **Total** | **49 422** | **100%** |

Par ailleurs, 91 mesures linéaires ont été souscrites par 57 bénéficiaires. 104 620 mL ont été contractualisés sur des mesures linéaires, sur de l’entretien de haies (86% des mesures souscrites) et de ripisylves (14%).

Analyse par domaines prioritaires

14 724,88 hectares de surfaces physiques ont été contractualisés sur des engagements unitaires ayant un effet sur le domaine prioritaire 4A, pour 35 088 ha de surfaces totales. 42% des souscriptions ont été réalisées sur l’engagement unitaire SocleH01, 18% sur Herbe01, 10% sur Milieu02, 7% sur Herbe04 et Herbe07.

**Surfaces contractualisées pour les engagements unitaires contribuant au DP4A**

Source ODR

**Description des EU (Souscription >1500 ha)**

|  |  |
| --- | --- |
| **EU** | **Description** |
| SOCLEHERBE01 | Socle commun aux mesures herbagères. Cahier des charges identique à la PHAE2. Ne peut être souscrit seul. |
| HERBE\_01 | Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturages. Ne peut être souscrit seul. |
| MILIEU02 | Remise en état de surfaces prairiales après inondation dans les zones d’expansion des crues |
| HERBE\_04 | Ajustement de pratiques de pâturages sur certaines périodes (chargement maximal, restriction sur les périodes de fauches) |
| HERBE\_07 | Maintien de la richesse floristique d’une prairie naturelle (mesurée par la présence d’au moins 4 plantes indicatrices de la qualité écologique des prairies naturelles |
| HERBE\_11 | Absence de pâturages et de fauche en période hivernale sur prairies et habitats remarquables humides |

Analyse par territoires- Enjeu biodiversité

Les surfaces contractualisées sur des territoires à enjeu biodiversité (Zones Natura 2000 ou autres zones à enjeu) représentent 85% des surfaces physiques contractualisées, soit 13 874 ha. 9 096 ha ont été contractualisés dans les zones Natura 2000, soit 2,3% de la surface totale de ces zones. Ce taux est équivalent à 14% en ajoutant les surfaces en PHAE contractualisées dans des sites Natura 2000 (soit 45 363 ha).

Le tableau suivant présente les surfaces ayant mis en place des MAEt dans les territoires à plus forte souscription (plus de 500 hectares).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Libellé\_Territoire** | **Territoire** | **Enjeu** | **Surfaces physiques (ha)** | **%** |
| **BO\_NATA** | Sites NATURA 2000 de la Vallée de la Loire entre Iguerande et Decize - zones inondables | Natura 2000 | 3 758 | 23% |
| **BO\_PHZN** | VALLEES PARATOURBEUSES DU MORVAN hors ZONE NATURA 2000 | Biodiversité | 2 304 | 14% |
| **BO\_CHZN** | COLLINES DU MORVAN DES 400 METRES HORS ZONE NATURA 2000 | Biodiversité | 1 732 | 11% |
| **BO\_CLUN** | Site Natura 2000 FR2601016 Bocage, forêt et milieux humides du bassin de la Grosne et du Clunisois | Natura 2000 | 885 | 5% |
| **BO\_NATB** | Sites NATURA 2000 de la Vallée de la Loire entre Iguerande et Decize - zones non inondables | Natura 2000 | 846 | 5% |
| **BO\_VLOA** | Vallée de la Loire et de l’Allier | Biodiversité | 816 | 5% |
| **BO\_AMO1** | Bocages, forêts et milieux humides des Amognes et du bassin de la Machine | Biodiversité | 781 | 5% |
| **BO\_SGSE** | Saône-Grosne et Seille | Natura 2000 | 751 | 5% |
| **BO\_PRHN** | Prairies remarquables du Morvan hors Zone Natura 2000 | Biodiversité | 554 | 3% |
| **BO\_PZN2** | VALLEES PARATOURBEUSES DU MORVAN en ZONE NATURA 2000 | Natura 2000 | 538 | 3% |
| **TOTAL Surface physique contractualisée – Enjeu biodiversité** | | | **16 338** | **100%** |

Source ODR

Les sites Natura 2000 de la Vallée de la Loire entre Iguerande et Decize représentent près d’un tiers des surfaces sous contrat. Les mesures les plus souscrites au sein de ce territoire portent sur la gestion extensive des prairies, avec limitation ou absence de fertilisation. Le grand nombre d’engagements est à relier à une animation importante sur ce territoire, portée par le Conservatoire d’Espace Naturel de l’Allier, la chambre d’agriculture de Saône-et-Loire et le Conservatoire d’Espace Naturel de Bourgogne. Les mesures ciblant les surfaces en grandes cultures sur ce territoire n’ont pas été souscrites.

14% des contractualisations portent sur le territoire des vallées para tourbeuses du Morvan (hors zones Natura 2000), avec une mesure principalement souscrite (Maintien des prairies para tourbeuses et des prairies remarquables sur solins). 11% des contractualisations ont porté sur le territoire des collines du Morvan 400 mètres (hors zone Natura2000), avec une mesure principalement souscrite (Maintien de la richesse floristique des prairies sèches). Ces deux territoires sont situés dans le Parc Naturel Régional du Morvan. Ils bénéficient de moyens d’animation importants et d’une antériorité sur les précédents programmes, ayant résulté sur des niveaux de contractualisations très significatifs.

Dans ces territoires concentrant la forte part des engagements, il est probable que les MAEt aient participé au maintien de pratiques herbagères extensives, avec des effets positifs sur la biodiversité.

* ***MAEC***

La mise en œuvre des MAEC est portée par les PAEC (Projet Agro-environnemental et Climatique). Chaque PAEC réalise un diagnostic environnemental de son territoire et identifie les mesures les plus pertinentes à mettre en œuvre pour répondre aux enjeux identifiés (double logique de territoire et de projet). Les nouvelles MAEC présentent deux différences majeures par rapport à la précédente programmation : d’une part l’ensemble des dispositifs (hors API/PRM/PRV) sont zonés, c’est-à-dire portés par des PAEC. D’autre part, des MAEC systèmes sont introduites, impliquant la mise en place de pratiques sur l’exploitation dans son ensemble.

Les zones d’intervention des PAEC (ZIP) doivent s’inscrivent dans les zonages d’action prioritaires (ZAP) définies au niveau régional. Les MAEC répondant aux enjeux biodiversité sont prioritairement localisées dans les Zones d’Actions Prioritaires constitués des sites Natura 2000, des périmètres de présences des espèces ou groupes d’espèces concernés par les 20 Plans nationaux d’actions identifiées comme prioritaires, des continuités écologiques prioritaires retenues dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), des zones naturelles d’intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), des secteurs d’intervention ciblés par les plans nationaux en faveur des espèces menacées, les zones viticoles, le cœur des parcs nationaux, les zones et milieux prioritaires identifiés dans les chartes des parcs, les autres zones et milieux prioritaires de parcs identifiés au niveau régional (notamment les zones para tourbeuses et pelouses sèches). La ZAP biodiversité couvre une part très importante du territoire régional, soit environ 70%.

2 appels à projet pour la mise en place des nouvelles MAEC ont été réalisés (aucun paiement n’ayant été effectué à ce jour), 1 en 2015 et 1 en 2016. 26 projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) ont été sélectionnés en 2015, dont 14 sur l’enjeu biodiversité.35 PAEC ont été sélectionnés en 2016, dont 21 sur l’enjeu biodiversité et 1 sur enjeu mixte eau/biodiversité.

Les territoires à forte contractualisation en 2014 sur les MAEt à enjeu biodiversité ont été reconduits en 2015 et 2016.

Des données estimatives sur les surfaces contractualisées en MAEC font état de :

* Plus de 125 864 ha contractualisés en 2015, dont 98% sur des PAEC à enjeu biodiversité. En 2016, près de 24 000 ha sont engagés sur des MAEC.
* La mesure système SHP1 concentre 72% des engagements 2015 et 2016. La mesure H01 arrive au second rang, avec 10% des engagements.
* Près de 30% des contractualisations sur les territoires à enjeux biodiversité (2015 et 2016) ont été réalisées sur le Parc du Morvan, poursuivant la dynamique des MAEt observée sur ce territoire. Près de trois quarts des contractualisations ont porté sur la mesure SHP1 (29 000 hectares pour ce PAEC), environ 11 100 ha sur la mesure Herbe\_01.
* Environ 25% des surfaces programmées concernent le PAEC herbager Bourgogne Risque 2. Le PAEC herbager Bourgogne Risque 3 concentre 16% des engagements. Les autres PAEC comptent pour 5% ou moins des engagements.

Ces données estimatives font état d’une forte orientation du dispositif MAEC vers les territoires à enjeux biodiversité (dont les zones Natura 2000) et le soutien aux pratiques de gestion herbagère extensive, à relier à la forte présence des élevages herbagers en région.

*M11 Agriculture Biologique*

Les données détaillées relatives au développement de l’Agriculture Biologique sont analysées dans le cadre de la QE9 portant sur le Domaine Prioritaire 4B. Il ressort de l’analyse une forte hausse des conversions en 2015, en particulier sur les grandes cultures. Cette vague de conversion sur les grandes cultures, observée également au niveau national, s’explique par un montant de la CAB plus attractif sur cette période, et un prix des céréales conventionnelles en forte baisse. Ces conversions ont été très largement accompagnées par le FEADER (Il n’est pas possible d’établir de chiffres précis à ce stade mais il apparaît que les conversions hors CAB concernent principalement les filières dans lesquelles les exploitations sont de taille plus réduite, ou pour une partie des exploitations d’élevage, qui se sont plutôt orientées vers la SHP).

**Mesures à contribution secondaire**

*Formation/information (1.1.1 et 1.1.2)*

Les opérations de formation et d’information doivent s’inscrire dans l’une des quatre thématiques identifiées comme prioritaires au niveau régional, dont l’une concerne le développement de l’agroécologie et de la gestion forestière durable.

3 opérations relatives à la formation ont été programmées. Ces opérations, portées par des centres de formation ou OPCA (CRPF et Vivea), incluent différentes thématiques directement liées à l’environnement : documents de gestion forestière, biodiversité, paysage et gestion forestière (CRPF), développement des systèmes en agriculture biologique et l’évolution des systèmes de production agricole et de la gestion forestière vers des systèmes répondant à la triple performance (Vivea).

31 opérations relatives aux actions d’information et de démonstration ont été programmées sur la période 2015-2016. Sur les deux années 2015 et 2016, 15 opérations ont concerné le volet agroécologie, et deux opérations ont porté sur le volet gestion forestière durable.

*Investissements (4.4.1)*

Un seul projet relevant de la mesure 4.4.1 a été pour l’instant programmé. Il vise à la mise en défens des berges du bassin versant et aménagement de points d’abreuvement. A noter que les projets financés dans le cadre de cette mesure (à effet principal sur la qualité de l’eau) doivent être établis dans des zones prioritaires d’intervention des Agence de l’Eau (3 Agences de l’Eau étant actives en région Bourgogne).

**Critère de jugement 2 : Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages.**

***ICHN***

En 2014, 5573 exploitations ont bénéficié de l’ICHN, pour 311 720 ha primés, soit 30% des exploitations bourguignonnes, et 59% des exploitations relevant des OTEX avec élevage (hors élevages avicoles - données 2013 de l’Enquête Structures pour les références régionales). Sur la campagne 2015, le nombre d’exploitations bénéficiaires est de 5768, représentant 457 597 ha primés (30% des exploitations régionales et 61% des exploitations d’élevage). L’augmentation des surfaces primées est à associer à un passage des plafonds par exploitation de 50 à 75ha sur la campagne 2015.

La majeure partie des exploitations est située en Saône et Loire (51% des exploitations bénéficiaires sur la campagne 2015) et dans la Nièvre (27%). 88% des exploitations sont situées en zone défavorisée simple, 12% des en zone de montagne (PNR Morvan).

Les données portant sur les SAU et les surfaces herbagères des exploitations ne sont disponibles à ce stade que pour la campagne 2014. Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 803 373 ha, soit 46% de la SAU régionale. 77% de la SAU des bénéficiaires correspond à des surfaces herbagères, dont 80% sont situées en zone défavorisée simple, 10% en zone de montagne et 10% en zone de piémont. Au niveau régional, 75% des surfaces en prairies (STH + prairies temporaires des exploitations) sont soutenues par l’ICHN.

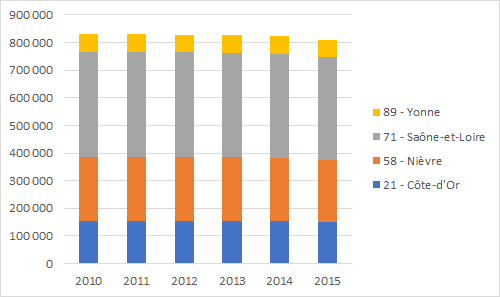
Les données par départements sont présentées dans le tableau suivant.

**Données départementales sur l’ICHN (2014)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nombre d'exploitations bénéficiaires** | **SAU des exploitations bénéficiaires** | **Surfaces herbagères des exploitations bénéficiaires** | **Surfaces herbagères régionales (2014)** | **%prairies bénéficiant ICHN** |
| **Côte d'or** | 976 | 181 351 | 109 650 | 153 200 | 72% |
| **Nièvre** | 1 485 | 232 107 | 182 340 | 229 400 | 79% |
| **Saône et Loire** | 2 824 | 346 341 | 300 295 | 376 800 | 80% |
| **Yonne** | 288 | 43 575 | 27 094 | 64 600 | 42% |
| **Total Bourgogne** | 5 573 | 803 373 | 619 379 | 824 000 | 75% |

Source : ODR et SAA 2014 pour les surfaces en prairies régionales (STH + prairies permanentes)

Les surfaces en prairies (STH et prairies temporaires) ont connu une très légère baisse depuis 2010 (-3%), principalement liées à une baisse des prairies temporaires en 2015 (-11 360 ha entre 2014 et 2015, soit -2%), en particulier dans les départements de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l’Yonne. Les surfaces toujours en herbe sont relativement stables.

**Evolution des surfaces en prairies entre 2010 et 2015 par département**

Source SAA

Les résultats de l’évaluation ex-post du PDRH (étude commanditée par le MAAF et réalisée par Epices/ADE) portant sur le dispositif ICHN ont montré que le dispositif (très fréquemment couplée à la PHAE sur cette période) participe au maintien de l’occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe (plus effectif que le maintien des exploitations). L’ICHN, grâce au soutien économique qu’il constitue, permet de diminuer l’écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l’ensemble des élevages et participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne.

**Conclusion et recommandations :**

Les opérations dédiées à NATURA 2000 (Hors MAEC mises en place dans les zones NATURA 2000) se sont focalisées sur l’animation de sites. Il faudrait cependant relancer la dynamique de programmation sur les mesures de révision de DOCOB et les contrats NATURA 2000 (hors agricole et forestier).

De plus, la mise en œuvre des MAE s’est fortement orientée vers le maintien des pratiques de gestion herbagères extensives dans les territoires à enjeu biodiversité (zones Natura 2000 notamment). Nous recommandons de mettre en place un suivi fin des réalisations pour les MAEt afin d’analyser les effets de concentration et de diffusion sur les territoires à enjeux ; mais aussi de renforcer l’animation sur les mesures les plus exigeantes du point de vue environnemental et de favoriser la mise en place de suivis et d’observatoires de la biodiversité par les PAEC.

Concernant l’ICHN, celui-ci a largement soutenu les élevages herbagers, contribuant au maintien des surfaces herbagères (prairies permanentes) au niveau régional, favorables à la biodiversité et au paysage. Il serait pertinent d’analyser l’impact de la révision des zones défavorisées simples sur le maintien des élevages herbagers dans ces zones, lorsque celle-ci sera effective.

Les opérations de formation ont été programmées sur des thématiques agro-écologiques et de gestion durable forestière. Il faudrait pouvoir identifier et favoriser les synergies entre les actions de formation, information et conseil et les actions visant à la mise en place de pratiques durables.

Enfin, les investissements non productifs ont été très peu mobilisés. Il serait opportun de relancer la dynamique de programmation sur cette mesure.

## **QUESTION EVALUATIVE N°9**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’amélioration de la gestion de l’eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution principale retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépense publique programmée (€) | Montants FEADER programmés (€) | PaiementsFEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 4.1.3 | 1 577 000 | 14 | 111 425,22 € | 22 214,47 | 0 | 0 |
| 4.3.1 | 66 | 2893912 | 1 138 009 | 190 517 | 14 |
| 4.4.1 | 786 000 | 1 | 124 480,00 € | 65 974,4 | 0 | 0 |
| 10 | 71 362 847 | 4869 | 28 074 834,44 | 21 056 126 | 21 056 126 | 4869 |

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaire retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépense publique programmée (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 1.1.1 | 1 848 000 | 3 | 209 165,07€ | 110 856,94 | 0 | 0 |
| 1.2.1 | 1 690 000 | 31 | 781 105,15€ | 464 189,53 | 0 | 0 |
| 2.1.1 | 2 800 000 | 7 | 683 872,33 € | 362 452,32 | 0 | 0 |

**Critère de jugement 1 : Les investissements ont permis de réduire significativement les rejets de polluant dans l’eau**

**M4.1.3 : Aires de lavage individuelles**

14 projets d’aires de lavage individuelles ont été programmés. Le dispositif est focalisé sur les filières végétales et doit être localisé dans une zone prioritaire des Agences de l’Eau. Il est à noter qu’une bonification est prévue pour les exploitants bénéficiaires de MAE ou de CAB.

**M4.3.1 : Investissements dans les infrastructures en faveur de la préservation de la qualité de l’eau**

Un total de 66 dossiers a été programmé sur la période 2014-2016, dont 29 sur des dispositifs de transition (26 pour PVE IMP et 3 pour la mesure 125C). Par ailleurs, hors mesures de transition, 33 dossiers concernent la mise en place d’aire individuelle et 4 concernent des aires collectives.

14 dossiers PVE IMP ont été soldés sur la période 2014-2016. 5 ont été implantés en Côte d’Or, 5 en Saône et Loire, 3 dans l’Yonne et 1 dans la Nièvre. 13 projets concernent la construction d’aires de lavage des matériels de traitement phytosanitaires, 1 projet porte sur l’établissement d’aires de traitement. Les projets concernent 17 exploitations pour une SAU de près de 960 hectares. Les investissements réalisés par la filière viticole concernent 14 exploitations, soit moins de 0,5% des exploitations viticoles régionales, pour 687 hectares, et 1,3% des surfaces régionales en vigne. 3 exploitations de grandes cultures ont bénéficié de la mesure 4.3.1, pour un total de 271 hectares en grandes cultures (0,05% des exploitations et surfaces en grandes cultures).

**M4.4.1 : Investissements agricoles non productifs pour la préservation de l’environnement**

Un seul projet relevant de la mesure 4.4.1 a été pour l’instant programmé. Il vise à la mise en défens des berges du bassin versant et aménagement de points d’abreuvement. A noter que les projets financés dans le cadre de cette mesure (et à effet principal sur la qualité de l’eau) doivent être établis dans des zones prioritaires d’intervention des Agence de l’Eau (3 Agences de l’Eau étant actives en région Bourgogne).

Les investissements visant à réduire les rejets de polluant dans l’eau ont ainsi concerné un nombre limité d’exploitations sur la période. La mise en place de projets collectifs devrait augmenter l’impact territorial de ces mesures.

**Critère de jugement 2 : L’adoption durable de pratiques culturales responsables a permis la réduction de l’utilisation d’intrants nocifs pour les ressources en eau, en particulier dans les zones à enjeu (DCE, Dir.N)**

**M10 MAEC**

Sur la période 2014-2016, les seuls dispositifs ayant fait l’objet de paiement sont les dispositifs de la transition (campagne 2014), soit, sur l’enjeu eau, les Mesures Agro-Environnementales territorialisées (MAEt).

L’indicateur cible commun T9 fait état de 13 000 ha contractualisés sur le domaine prioritaire 4B, soit 0,74% de la SAU. L’adoption de pratiques durables soutenues par les MAEt n’a concerné qu’une faible part des surfaces agricoles des territoires à enjeu eau.

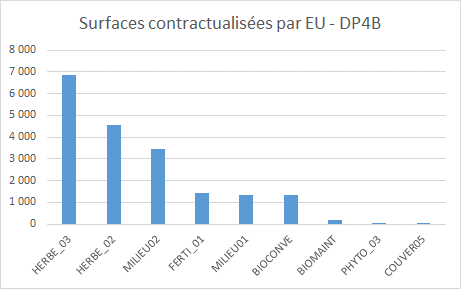
* **MAE territorialisées (MAEt)**

Les engagements unitaires des MAEt liés à la gestion des intrants représentent un total de 14 334 hectares, soit 29% des surfaces totales contractualisées (49 422 hectares).

Analyse par domaines prioritaires

Près de 13 000 hectares de surfaces physiques ont été contractualisés sur des engagements unitaires ayant un effet sur le domaine prioritaire 4B, pour 19 141 ha de surfaces totales. 36% des souscriptions ont été réalisées sur l’engagement unitaire Herbe03, 24% sur Herbe02, 18% sur Milieu02, 7% sur Ferti01, Milieu01 et Bioconv.

**Surfaces contractualisées pour les engagements unitaires contribuant au DP4B**



**Description des EU (Souscription >1000 ha)**

|  |  |
| --- | --- |
| **EU** | **Description** |
| HERBE\_03 | Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables |
| HERBE\_02 | Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables |
| MILIEU02 | Remise en état des surfaces prairiales après inondation dans les zones d'expansion des crues |
| FERTI\_01 | Limitation de la fertilisation totale et minérale azotée sur grandes cultures et cultures légumières |
| MILIEU01 | Mise en défens temporaire de milieux remarquables |
| BIOCONVE | Conversion à l'agriculture biologique en territoire à problématique phytosanitaire |

Analyse par territoires - Enjeu eau

Les surfaces contractualisées sur des territoires à enjeu eau (23 territoires sur lesquels des MAEt ont été mis en place) représentent 15% des surfaces physiques contractualisées, soit 2 464 ha. Près de la moitié des contractualisations a été réalisée sur le territoire des aires d’alimentation de captages de la vallée de la Vanne (1242 ha). 333 hectares ont par ailleurs été souscrits sur le BAC fontainerie, sur des surfaces en prairies (engagements unitaires Herbe02 et Herbe03). Les réalisations sont beaucoup plus diffuses sur les autres territoires (1 à 163 hectares par territoire). Les engagements unitaires relatives à la gestion de phytosanitaires ont été très peu souscrits (35 ha).

Le territoire de la Vallée de la Vanne correspond à l’aire d’alimentation des captages de deux ensembles de sources participant à l’alimentation en eau de Paris. Eaux de Paris a engagé avec différents acteurs locaux une politique de développement de l’Agriculture Biologique sur l’AAC. Une action d’animation portée par Eau de Paris et Bio Bourgogne est mise en place spécifiquement sur le bassin, avec pour objectif de soutenir techniquement les agriculteurs, réaliser des diagnostics individuels techniques et économiques auprès des agriculteurs conventionnels et appuyer le développement de filières locales. Entre 2008 et 2014, les surfaces bio se sont considérablement développées passant de 1,2% de la SAU en 2008 à 8,7% en 2014. La mesure a été renouvelée en 2015 via l’engagement unitaire Phyto\_03 (le soutien à l’agriculture biologique ne pouvait plus se faire par les MAEt) qui n’a pas été renouvelée en 2016.

Les mesures suivantes ont été soutenues par le Feader sur la période 2014-2015 :

* **GC3** (12 engagements, 1020,99 ha**) : conversion à l’AB et limitation de fertilisation** à 110 UN/ha/an dont 0 uN minéral et sur les parcelles non engagées : 210 UN/ha/an.
* **GC5 :** (4 engagements, 125,57 ha) vise à inciter et à accompagner des exploitations pour partie ou en totalité dans une démarche de **conversion à l’AB + limitation de la fertilisation**. Respect du cahier des charges de l’AB sur les parcelles engagées + limitation fertilisation (organique et minéral) sur les parcelles non engagées. 110 UN/ha/an dont 0 uN minéral et sur les parcelles non engagées : 210 UN/ha/an.
* **GC6** (2 engagements, 95,44 ha) : **maintien de l’AB**.
* **MAEC**

2 appels à projet pour la mise en place des nouvelles MAEC ont été réalisés (aucun paiement n’ayant été effectué à ce jour), 1 en 2015 et 1 en 2016. 26 projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) ont été sélectionnés en 2015, dont 12 sur l’enjeu eau. 35 PAEC ont été sélectionnés en 2016, dont 13 sur l’enjeu eau et 1 sur un enjeu mixte eau/biodiversité.

Des données estimatives sur les surfaces contractualisées en MAEC font état de :

* 2157 hectares engagés en 2015 et 2539 en 2016 sur des PAEC à enjeux eau, soit environ 3% des surfaces engagées en 2015 et 2016.
* La BAC de l’Auxerrois concentre un tiers des engagements, la BAC Grenelle de la Nièvre du Bassin Seine-Normandie 35% (2 PAEC).
* Les engagements sont plus diffus sur les autres territoires.
* Près de la moitié des surfaces engagées concernent des MAE systèmes grandes cultures niveau 2 (SGN2) et la mesure GC01 visant à la réduction progressive de l’utilisation des produits phytosanitaires.

Les contractualisations de MAEC sur les PAEC à enjeu eau sont bien inférieures aux niveaux observés sur les PAEC à enjeu biodiversité. Cette dynamique s’explique d’une part, par le fait que les PAEC à enjeu eau couvrent des territoires beaucoup plus restreints (aires d’alimentation de captage) que les PAEC biodiversité ; d’autre part, par l’intégration des dispositifs dans les contrats territoriaux des Agences de l’Eau (cofinanceur sur ces territoires), résultant sur une mise en place plus tardive des dispositifs. Un renforcement de la dynamique de contractualisation est toutefois attendu sur la seconde partie de programmation.

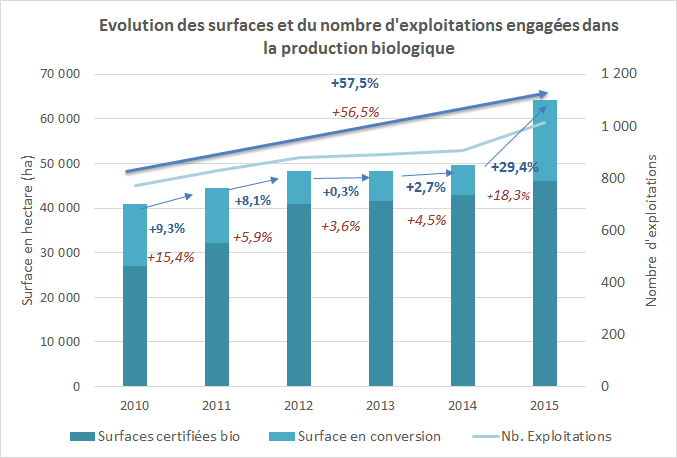
**M11 Agriculture Biologique**

Les données transmises par l’Autorité de gestion régionale font état de 16 000 hectares nouvellement convertis en agriculture biologique en Bourgogne en 2015 et 12 970 ha pour 2016, correspondant à 53,1 M€ de financement public, dont 29,2 millions de FEADER (aucun paiement FEADER n’ayant pour l’instant été réalisé). La majeure partie des surfaces converties en agriculture biologique le sont grâce à la mesure 11 du Feader. Certaines exploitations de taille réduite (viticulture notamment) ou certaines exploitations d’élevage ont cependant pu s’orienter vers d’autres dispositifs (crédit d’impôt dans le premier cas, SHP dans le second).

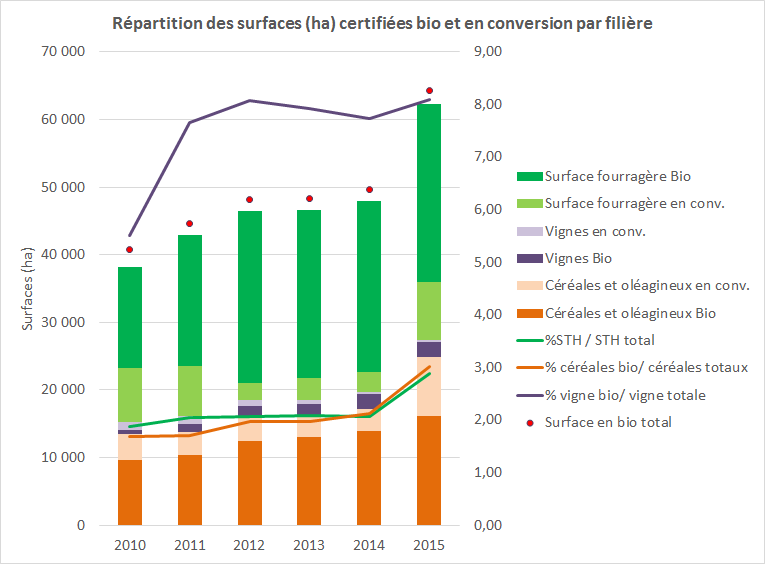
L’Agence Bio fournit par ailleurs des données sur les surfaces certifiées et en conversion (transmises par les organismes certificateurs), au niveau régional et par type de production (2015 étant la dernière année disponible). Les surfaces en agriculture biologique sont équivalentes à 64 220 hectares en 2015 (y compris conversion), soit 3,64% de la SAU régionale (la moyenne nationale étant équivalente à 4,58%).

La dynamique de conversion s’accélère fortement à partir de 2015, avec 14 639 ha de nouvelles conversions rapportées par l’Agence Bio (+451% par rapport à 2014, soit un rythme 2,5 fois supérieurs à la moyenne nationale). Près de la moitié des surfaces converties en 2015 sont des surfaces en grandes cultures (7 145 ha). 6 948 ha de surfaces fourragères ont été convertis en 2015. Ces données font état d’un mouvement de rattrapage des conversions au niveau régional.

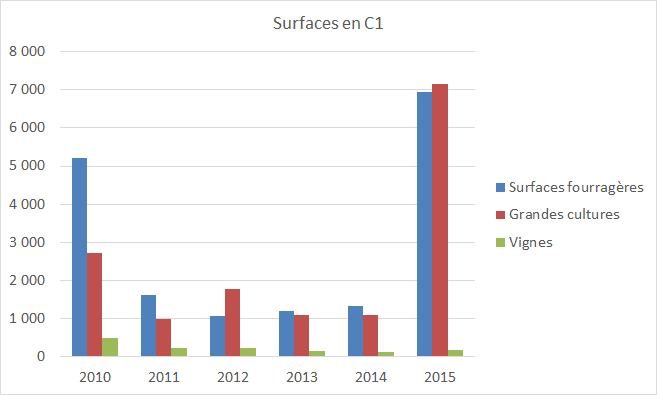
L’agriculture biologique représente 8,1% des surfaces en vigne, 3% des surfaces en grandes cultures, et 1,82% des surfaces fourragères (surfaces en conversion et certifiées). En vigne, la dynamique de conversion a principalement eu lieu avant 2011, alors que la dynamique en grandes cultures est très récente : les surfaces C1 représentent 20% des surfaces de grandes cultures en agriculture biologique. Cette forte croissance est liée à différents facteurs : la crise du prix du blé et un montant à l’hectare bien supérieur à la période précédente.

**Evolution des surfaces et du nombre d’exploitations en agriculture biologique de 2010 à 2015 – Bourgogne (moyenne nationale en rouge)**

Source Agence Bio

**Evolution des surfaces et du nombre d’exploitations en agriculture biologique de 2010 à 2015 – Bourgogne (moyenne nationale en rouge)**Source Agence Bio

**Evolution des surfaces en C1 (nouvelles conversions)**

Source Agence Bio

**Conclusion et recommandations :**

Les investissements en faveur de la préservation de la qualité de l’eau ont porté principalement sur des projets individuels et ont concerné une faible part des exploitations et surfaces régionales. Il faudrait cependant renforcer la dynamique sur la mise en œuvre d’investissements collectifs afin de renforcer l’impact environnemental.

De plus, la mise en œuvre des MAE s’est focalisées sur les territoires à enjeu biodiversité. Les contractualisations sont limitées sur les territoires à enjeu eau, et concentrées sur quelques territoires. Nous recommandons de mettre en place un suivi fin des réalisations pour les MAEt afin d’analyser les effets de concentration et de diffusion sur les territoires à enjeux. Il faut aussi renforcer l’animation sur les territoires à enjeu eau et les mesures les plus exigeantes du point de vue environnemental. Nous conseillons aussi de favoriser la mise en place de suivis de la qualité de l’eau dans les PAEC.

Enfin, un fort mouvement de conversion à l’agriculture biologique en début de programmation, laissant présager de difficultés de financement sur la fin de période. Il faudrait analyser les possibilités de réaffectation budgétaires sur la mesure 11 afin de soutenir la dynamique de début de période. Enfin, il serait opportun d’évaluer à moyen terme la pérennité des systèmes en agriculture biologique, suite au fort mouvement de conversion observé en début de programmation.

## **QUESTION EVALUATIVE N°10**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l’érosion des sols et l’amélioration de la gestion des sols ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution principale retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépenses publiques programmées (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 10 | 71 362 847 | 4869 | 28 074 834,44 | 21 056 126 | 21 056 126 | 4869 |

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaire retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette FEADER (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépenses publiques programmées (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 1.1.1 | 1 848 000 | 3 | 209 165,07€ | 110 856,94 | 0 | 0 |
| 1.2.1 | 1 690 000 | 31 | 781 105,15€ | 464 189,53 | 0 | 0 |
| 2.1.1 | 2 800 000 | 7 | 683 872,33 € | 362 452,32 | 0 | 0 |
| 4.4.1 | 786 000 | 1 | 124 480,00 € | 65 974,4 | 0 | 0 |

**Critère de jugement 1 : Les mesures visées ont contribué à maintenir les systèmes pastoraux/bocages et à éviter le retournement des prairies dans les zones sensibles**

Le diagnostic réalisé dans le PDR montre que l’enjeu de lutte contre l’érosion reste mineur en Région au regard des enjeux de préservation de la biodiversité et de la qualité de l’eau. En effet, la région Bourgogne est globalement peu affectée par l’érosion des sols, mais l’intensification des pratiques, telles que le retournement des prairies, l’abandon des éléments fixes du paysage et de leur entretien, ou la simplification des assolements, pourraient toutefois augmenter ce risque, en particulier dans les zones de bocage, très liées à la présence d’élevage bovin.

**MAEt**

Sur la période de transition (2014), aucun territoire retenu pour la contractualisation de MAE n’a été ciblé sur l’enjeu sol.

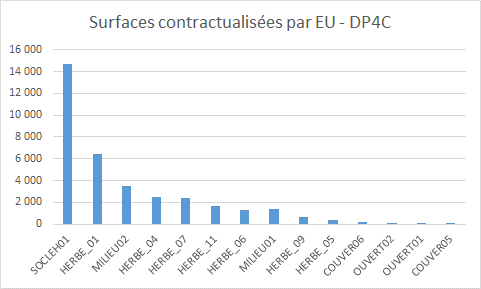
Toutefois, un ensemble d’engagements unitaires correspondent à des pratiques agricoles favorables à l’amélioration de la gestion des sols, telles que le maintien des surfaces en herbe, la mise en place de couverts spécifiques, l’allongement des rotations et l’entretien du bocage.

**Engagements unitaires contribuant à l’amélioration de la gestion des sols**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **EU** | **Catégories de pratiques** | | **Domaine prioritaire principal PDR** |
| COUVER05 | Gestion des paysages, habitats prairies, agriculture HVN | Création et entretien des particularités écologiques | 4A - 4B- 4C |
| LINEA\_01 |
| LINEA\_03 |
| MILIE |
| MILIEU01 |
| MILIEU02 |
| COUVER06 | Maintien de systèmes de prairies et de terres arables en HVN | 4A 4C |
| HERBE\_01 |
| HERBE\_04 |
| HERBE\_05 |
| HERBE\_06 |
| HERBE\_07 |
| HERBE\_09 |
| HERBE\_11 |
| OUVERT01 |
| OUVERT02 |
| SOCLEH01 |

14 725 hectares de surface physique ont été contractualisés sur des mesures contenant au moins un de ces engagements unitaires, soit 0,84% de la SAU (indicateur de résultat commun R10/T12), pour 35 088 hectares de surfaces totales. La quasi-totalité des souscriptions ont eu lieu sur des mesures de maintien de systèmes de prairies : 42% des souscriptions ont été réalisées sur l’engagement unitaire SocleH01, 18% sur Herbe01, 10% sur Milieu02, 7% sur Herbe04 et Herbe07.

**Surfaces contractualisées par EU – Domaine prioritaire 4C**



Par ailleurs, 91 mesures linéaires (contenant les engagements Linea\_01 et Linea\_03) ont été souscrites par 57 bénéficiaires : 104 620 mL ont été contractualisés sur des mesures linéaires, soit une part très négligeable du linéaire total de haies, ripisylves et arbres isolés présents en Bourgogne (35 000 km recensés par la Chambre Régionale d’Agriculture). Les contractualisations portent pour la quasi-totalité sur de l’entretien d’infrastructures agro-écologiques (entretien de haies (86% des mesures souscrites) et de ripisylves (14%)).

**MAEC**

L’enjeu sol n’ayant pas été retenu comme un enjeu prioritaire, aucune zone d’action prioritaire n’a été définie sur cet enjeu pour la mise en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques (on rappelle que quatre ZAP ont été retenues, dont 2 ciblées sur la biodiversité, 1 sur l’eau et 1 mixte eau/biodiversité concernant les zones humides).

Toutefois, un ensemble d’engagements unitaires correspondent à des pratiques agricoles favorables telles que le maintien des surfaces en herbe, la mise en place de couverts spécifiques, l’allongement des rotations et l’entretien du bocage.

La contribution des TO aux différents DP est identifiée dans le PDR.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | **Autres DP (P4)** | |
| TO | Pratiques/systèmes ciblés | **DP4C** | **DP4A** | **DP4B** |
| Système herbagers et pastoraux | Gestion agro-écologique des prairies et pâturages permanents, maintien des couverts herbacés et IAE | ++ | ++ | + |
| Systèmes polycultures-élevage | Maintien/renforcement des synergies entre atelier animal et végétal, réduction des intrants, autonomie fourragère, maintien/développement des couverts herbacés et IAE | + | + | ++ |
| Systèmes grandes cultures | Diversification des assolements/rotations, réduction des intrants, développement des IAE | + | + | ++ |
| Famille COUVER | Maintien/implantation et entretien de couverts herbacés ou non productifs, réduction des intrants, couverture des sols laissés nus | ++ | + | ++ |
| Famille HERBE | Maintien et gestion agoécologique des prairies et pâturages permanents | ++ | ++ | + |
| Famille LINEA | Entretien des éléments topographiques | ++ | ++ | + |

Les données estimatives présentées dans la QE8 font état d’une forte mobilisation des mesures de maintien des prairies et pâturages permanents (72% des engagements sur SHP01, 10% des engagements sur H01).

**PHAE**

L’analyse développée pour la QE 4A montre que ce dispositif soutient largement les élevages herbagers extensifs en régions (40% des exploitations d’élevage, 331 924 ha primées, soit 40% des surfaces régionales en prairies). Au même titre que les MAE visant au maintien des surfaces herbagères décrites précédemment, la PHAE participe au maintien de systèmes favorables à la lutte contre l’érosion (A noter toutefois que les surfaces en PHAE n’ont pas été retenues dans le cadre du précédent RAMO dans le cadre du calcul de l’indicateur de résultat commun R10/T12 portant sur la part des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l’érosion des sols).

Enfin, les données présentées dans la QE8 mettent en évidence une légère baisse des surfaces en prairies entre 2010 et 2015, liées principalement à une baisse de surfaces de prairies temporaires en 2015 (-11 360 ha, en particulier dans les départements de la Nièvre, de la Saône et Loire, et de l’Yonne). Les surfaces toujours en herbe sont relativement stables.

**M11 Agriculture Biologique**

Une étude réalisée par l’ITAB et l’INRA pour le compte du Ministère de l’Agriculture sur les externalités de l’’Agriculture Biologique (2016) met en avant les résultats suivants quant aux effets de l’agriculture biologique sur la qualité des sols.

* En moyenne, les systèmes de grandes cultures bio présentent davantage de couvertures des sols que les systèmes de grande culture en agriculture conventionnelle auxquels ils ont été comparés dans le Bassin parisien (Anglade et al., 2015) et permettent ainsi une moindre érosion ;
* La plupart des articles issus de la littérature internationale et analysés dans le cadre d’un rapport rédigé par l’INRA pour le compte du CGSP (Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective) concluent à des teneurs en matière organique plus importantes dans les sols cultivés en agriculture biologique que dans ceux cultivés en agriculture conventionnelle.

Les effets attendus de la forte dynamique de contractualisation en début de programmation sur la mesure 11 de conversion à l’agriculture biologique, en particulier sur des surfaces en grandes cultures, vont donc dans le sens d’un effet positif sur l’amélioration de la qualité des sols.

**Mesures à contribution secondaire**

***Formation/information (1.1.1 et 1.1.2)***

Les opérations de formation et d’information doivent s’inscrire dans l’une des quatre thématiques identifiées comme prioritaires au niveau régional, dont l’une concerne le développement de l’agro-écologie et de la gestion forestière durable.

3 opérations relatives à la formation ont été programmées. Ces opérations, portées par des centres de formation (CRPF et Vivea), incluent différentes thématiques directement liées à l’environnement, dont deux sont susceptibles d’intégrer une dimension gestion des sols agricoles (le développement des systèmes en agriculture biologique et l’évolution des systèmes de production agricole).

31 opérations relatives aux actions d’information et de démonstration ont été programmées sur la période 2015-2016. Sur les deux années 2015 et 2016, 15 opérations ont concerné le volet agro-écologie, et deux opérations ont porté sur le volet gestion forestière durable.

***Investissements (4.4.1)***

Un seul projet relevant de la mesure 4.4.1 a été pour l’instant programmé. Il cible la préservation de la qualité de l’eau par la mise en de berges sur un bassin versant et l’aménagement de points d’abreuvement.

**Conclusion et recommandations :**

L’enjeu de préservation des sols par rapport au risque érosion n’est pas prioritaire en région. Toutefois, différentes mesures ont un effet positif sur la limitation de ce risque.

Les mesures d’entretien de haies ont concerné une faible part du linéaire régional de haies. Il faudrait mettre en place un suivi fin des réalisations pour les mesures linéaires afin d’analyser les effets de concentration / diffusion dans les territoires de bocages.

Enfin, la mise en œuvre des MAE s’est fortement orientée vers le maintien des pratiques de gestion herbagères extensives, favorables à la lutte contre l’érosion. Nous conseillons de mettre en place un suivi fin des réalisations pour les MAEt afin d’analyser les effets de concentration et de diffusion sur les zones de polyculture élevage bocagère touchées par les baisses de surfaces en prairies temporaires.

## **QUESTION EVALUATIVE N°12**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l’utilisation efficace de l’énergie dans l’agriculture et la transformation des produits alimentaires ?***

**Bilan de mise en œuvre**

*4.1.1 : Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles*

La sous-mesure 4.1 présente 1003 opérations programmées, dont 137 qui ont été soldées. Cela représente un investissement total de 10,5 millions d’euros et 3,5 millions d’euros de dépense publique réalisée. Au 31/12/2016, 31,3% de la maquette financière du TO a été utilisé. Le type d’opération 4.1.1 sur la performance énergétique représente 14% des opérations programmées dans la sous-mesure 4.1 et un peu plus de 15% des dépenses publiques réalisées. Elle présente ainsi 141 dossiers programmés (1,4 millions d’Euros FEADER), dont 34 soldés. La dynamique de programmation est donc relativement bonne, même si l’on observe une baisse de la programmation sur ce TO pour l’année 2016

*4.2.1 Investissements dans les IAA*

4 dossiers ont été programmés (actions en transition), soit une subvention FEADER de 915 753, 47€ et une dépense publique totale de 2 091 401, 33 €. Il n’y a pas encore eu de programmation de dossiers post-2014. En effet, le dispositif a été relancé en 2016 avec les nouvelles modalités de programmation mais aucun dépôt n’a été réalisé. Un nouvel AAP a été lancé début 2017 avec de la communication accrue et un accompagnement privilégié auprès des porteurs de projets. Il semblerait que cet appel soit attractif.

**Critère de jugement 1 :** **Les investissements ont permis une meilleure efficacité énergétique dans les exploitations agricoles et les IAA.**

Il est tout d’abord important de souligner que cette analyse ne porte que sur le dispositif « Plan de Performance Energétique » (PPE) qui se nomme depuis fin 2015 « investissement dans les bâtiments d’élevage - maitrise performance énergétique ». En effet la sous-mesure 4.2 présente une programmation très faible et les projets ne contribuent que très marginalement à ce Domaine prioritaire (les équipements adoptés sont nécessairement plus efficaces énergétiquement que les anciens mais ces opérations relèvent rarement du renouvellement des outils de production, mais plus de nouvelles capacités).

Le PDR soutient, par cette action, des projets visant à économiser l’utilisation des ressources, notamment en énergie. Ces projets ont principalement consisté en des travaux d’isolation (& système de chauffage dans certains cas) et de quelques installations spécifiques de type équipement pour la traite et le stockage du lait (parfois les deux combinés). On note également un investissement dans un séchoir solaire (pour le fourrage).

52,9% des dossiers PPE sont dans la filière granivores (Poulets à chair et Canard) et 29,4% de la filière lait, le reste relevant de l’élevage de veaux ou de chèvres. En ce qui concerne les dossiers soldés on peut identifier :

* 34 dossiers réalisés et soldés et 1 336 895,64 € d’investissement total.
* 4023,71 ha (SAU) concernés
* 6 227 UGB concernés
* Un gain énergétique estimé à 69 TeP / an (36 Tep mesurées +33 TeP extrapolées)
* 211 t de CO2 économisées / an (en retenant le fioul comme principale source d’énergie utilisée)

L’indicateur R14 calculé sur 16 dossiers complets présente une valeur de 0,000007948 TeP/unité de PBS, ce qui est, en soi, peu parlant. On note toutefois de fortes disparités entre les dossiers puisque cet indicateur calculé sur les seuls dossiers de la « filière poulets de chair » amène un résultat 0,0000125. Cette différence notamment avec les 3 dossiers exploitables sur la filière lait doit être prise avec précaution car la nature des investissements est sensiblement différente notamment du fait qu’il s’agisse de constructions pour la filière lait (ou d’acquisition d’équipement de traite) alors qu’il s’agit principalement d’opérations de rénovation pour la filière granivore. Les opérations de rénovation présentent ainsi un ratio d’efficience (coût/bénéfice) plus important que la construction au regard du seul critère de l’économie d’énergie, sachant que ces investissements poursuivent également un objectif économique (augmentation de la productivité).

En retenant une moyenne de 2 TeP économisées par an par opération, nous pouvons estimer une économie de plus de 3 500 Euros environ par an et par exploitation en équivalent électricité ou 1 700 Euros en équivalent en fioul (les cours étant actuellement bas, en baisse depuis 2012). Avec un investissement total moyen de 39 000 Euros, ces opérations présentent donc un équilibre financier au bout de 10 à 20 ans en fonction de l’énergie et de leur évolution des prix (que l’on peut imaginer à la hausse dans les années à venir).

**Conclusion et recommandations :**

Les actions déployées par le PDR ont favorisé une augmentation de l’efficacité énergétique des exploitations d’élevage soutenues. Par le biais du soutien à des opérations de rénovation des bâtiments, le gain énergétique est non négligeable. Signalons cependant que l’estimation des gains énergétiques repose sur des données et des hypothèses fragiles. De ce fait, le calcul de l’indicateur R14 doit être interprété avec la plus grande précaution.

Afin de remédier au problème relatif au calcul des économies d’énergies réalisées grâce aux actions du PDR, il conviendrait de renforcer les règles de gestion et de contrôle sur la collecte des informations relatives aux économies d’énergie, le nombre et le type d’animaux concernés. Une validation *ex post* des données prévisionnelles pourrait être envisagée pour les opérations les plus importantes (plus de 30 000€ d’investissements).

## **QUESTION EVALUATIVE N°13**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l’utilisation de sources d’énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Les mesures contribuant à ce domaine prioritaire présentent une dynamique de programmation relativement soutenue pour la sous-mesure 4.3.2 avec 110 opérations programmées depuis 2014 (mesure transitoire + nouveau dispositif depuis 2015 avec des appels à projets) pour un total de 3 876 230 Euros programmés (total subvention), dont 29 déjà soldées. 35,5% de la maquette FEADER sont donc programmés pour cette sous-mesure.

La sous-mesure 8.6.1 présente également un niveau élevé de programmation (50% au regard d’une maquette financière faiblement dotée au départ) avec 28 opérations programmées pour 283 558,32 Euros en total subvention. Des premiers paiements sont intervenus en 2016 mais aucune opération n’a été soldée.

La programmation sur la mesure 8.6.2 est également bien engagée (près de 46% de la maquette) avec 26 programmés dont 2 soldés (684 296 Euros d’investissement public pour ces seules deux opérations).

La sous-mesure 8.6.3 modernisation des entreprises de première transformation du bois (sciage, tranchage, déroulage, fraisage, etc.) connait, elle, des difficultés de programmation avec seulement 2 opérations programmées depuis 2014. Il faut tout d’abord souligner que ce dispositif d’aide n’existait pas dans le PDRH et n’a donc pas fait l’objet de régime transitoire. 1 appel à projets a été lancé en 2015 et seuls deux dossiers ont été déposés (et sélectionnés). Les retours d’entretiens semblent souligner que les critères de sélection et les règles d’éligibilité des dépenses (sur le matériel d’occasion) constituent un vrai frein.

La sous mesure 16.7.1 permettant de soutenir les stratégies locales de développement forestier a également été bien engagée avec 5 dossiers programmés pour près de 159 000 Euros de subvention totale (environ 30% de la maquette programmée). Un 1er AAP a été lancé le 15/11/2015 et un deuxième 2ième AAP 16/03/2016. A noter qu’un troisième AAP a été lancé fin 2016 (les dossiers retenus ne sont pas comptabilisables pour ce RAMO).

La sous-mesure 8.4, destinée à être développée en cas d’évènement climatique extrême, n’a pas eu à être activée à ce stade.

**Critère de jugement 1 : Le PDR a permis une gestion forestière durable combinant les objectifs économiques et environnementaux.**

Les différentes mesures permettent de combiner objectifs économiques et environnementaux via des interventions plus en amont de reboisement (stratégie de gestion durable des forêts), et plus en aval, dans une logique économique, d’exploitation forestière et de première transformation.

Via les actions programmées au titre de la mesure 16.7.1, le PDR soutient les stratégies locales de développement durable forestier. Ces stratégies visent notamment à expérimenter, mettre en place et partager de nouvelles techniques innovantes plus durables, plus écologiques de la gestion des forêts. Pour être éligible, chaque programme d’action annuel d’une stratégie doit être intégré, c’est-à-dire traiter à la fois la compétitivité et la création d’emplois dans les zones rurales, et d’autre part de la protection des forêts et de la fourniture de services socio-environnementaux. Nous pouvons, par exemple, citer deux projets :

* Le projet porté par le CRPF visant à animer la 4ème charte forestière de territoire du Morvan a pour but d’expérimenter de nouvelles techniques pour adapter les forêts au changement climatique, de la mise en place d’une gestion multifonctionnelle des forêts et d’améliorer la mobilisation des bois.
* Le projet porté par la Communauté de Communes du Clunysois vise à animer une charte forestière sur son territoire communautaire et a pour but d’insérer davantage la forêt dans l’économie locale et de protéger ses fonctions écologiques et sociales. Près de 36 communes sont concernées par ce projet qui touche 11 600 ha de forêts. Les actions principales de ce projet porteront notamment sur le développement de la gestion forestière, l’amélioration de la desserte et l’accompagnement de la stratégie énergétique du territoire (TEPOS).

La mesure 8.6.1 (transformation de peuplements inadaptés) vise à reboiser environ 50 ha/an afin de produire du bois d’œuvre de qualité. Les deux essences privilégiées dans les projets sont le chêne et le douglas. Le peuplement bourguignon en chêne est second derrière la Région Midi-Pyrénées et premier au niveau national pour le douglas. Le douglas présente un fort intérêt en termes de valorisation compte tenu de ses caractéristiques techniques (résistance et durabilité) mais aussi de sa rapidité de croissance, de sa capacité d'acclimatation aux différents sols et climats et sa rapidité de séchage. A noter qu’il présente par contre un moindre intérêt écologique par rapport au chêne (essence importée des Etats-Unis).

Enfin, l’enquête réalisée montre que 87,5% des répondant indiquent que les investissements soutenus ont permis le développement de la filière bois (tous débouchés y compris bois énergie).

**Critère de jugement 2 : La capacité de production de biomatériaux et de bois-énergie a augmenté.**

Les opérations de soutien à la mécanisation et surtout à l’amélioration de la desserte forestière permettent d’augmenter de manière significative le potentiel d’exploitation de la forêt bourguignonne, y compris pour des massifs éloignés de point de dépôt ou de chargement-transvasement.

Les investissements réalisés (dossiers soldés) sur la mesure 4.3.2 (desserte et voies d’accès) ont ainsi permis de rendre accessibles plus de 2000 hectares de surface forestière, représentant un potentiel d’extraction de 106 000 m³ de bois d’œuvre.

En retenant un taux de rendement de 57%, nous pouvons ainsi projeter que ces opérations vont permettre à terme de transformer plus de 60 437 m³ de bois d’œuvre en charpentes, plancher ou encore meubles. Le remplacement de ces grumes par des nouveaux plants à pousse rapide permettra ainsi de stocker environ 55 000 T deCO2, sans compter les émissions réduites consécutives à la substitution des matériaux minéraux.

En termes de développement de l’énergie-bois, tiré des sous-produits du travail de bois d’œuvre, le calcul réalisé sur l’indicateur R15 permet d’estimer à environ 9 688,58 tonnes de granulés la quantité susceptible d’être produite dans les années à venir, soit un équivalent de près de 3 930 Tonnes équivalent pétrole.

**Conclusion et recommandations :**

Le déploiement d’actions complémentaires (stratégies locales intégrées, reboisement, exploitation…) est susceptible de contribuer à la gestion forestière durable en région. Les investissements déployés, notamment dans le cadre de la sous-mesure 4.3.2, permettent d’augmenter la capacité de production de bois d’œuvre et, via la valorisation de sous-produits, de bois énergie. Ce double emploi créer un effet doublement bénéfique dans la lutte contre le changement climatique.

Eu égard aux difficultés de programmation que connaît la sous-mesure 8.6.3, il conviendrait d’évaluer la possibilité d’effectuer un transfert de l’enveloppe qui lui est allouée au profit de la sous-mesure 8.6.1, qui connaît une dynamique de programmation bien plus importante et qui constitue le corolaire indispensable au développement de l’exploitation forestière. Une concentration sur le reboisement chêne devrait également être envisagé. De plus, il pourrait être intéressant de favoriser la valorisation des sous-produits du sciage en bois-énergie, afin de contribuer au mieux aux objectifs du domaine prioritaire 5C. Une des pistes serait de renforcer les synergies avec les aides à l’investissement matériel et les stratégies intégrées.

## **QUESTION EVALUATIVE N°14**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d’ammoniac provenant de l’agriculture ?***

**Bilan de mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette  Feader | Nbre de dossiers programmés | Dépenses publiques programmées (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | | Nbre de dossiers soldés/avec paiement |
| 4.1.1 (effluents) | 33 580 000 (ensemble 4.1.1) | 23 |  | 487675,14 | 176 176,07 | | 9 |
| 4.1.1 (PMBE effluents – transition) | 12 | 496 352,29 | 263 066,62 | 263 066,62 | | 12 |
| 10 | 71 362 847 | 4869 | 28 074 834,44 | 21 056 126 | 21 056 126 | 4869 | |
| 13 | 259 141 977 | 11 341 | 79 064 444 | 59 298 333 | 59 298 333 | 11 341 | |

**Critère de jugement 1 : Les émissions de gaz à effets de serre ont baissé grâce à la meilleure gestion & valorisation des effluents et à la baisse de l’utilisation de fertilisants azotés**

***M 4.1.1 Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles***

La mesure 4.1.1 permet de financer des investissements de matériels agricoles et notamment les constructions et équipements en lien avec la gestion des effluents d’élevage permettant ainsi de limiter les émissions de NH3.

Le PDR Bourgogne soutient ainsi les investissements suivants :

* Equipements de stockage des effluents organiques (fosses, couverture des fosses, …) ;
* Ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides ;
* Réseaux et matériels fixes permettant le transfert des liquides vers les fosses ou d’une fosse vers l’autre ;
* Investissements et équipements destinés à éviter l’écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages de stockage et la dilution des effluents (couverture des aires d’exercice, des fumières ou des ouvrages de stockage, gouttières et descentes d’eaux pluviales sur les couvertures existantes lorsqu’elles suppriment le mélange d’eaux pluviales avec des effluents d’élevage) ;
* Investissements visant à l’étanchéité des réseaux de collecte, des ouvrages de stockage des effluents et des silos ;
* Matériels d’homogénéisation du lisier par brassage ou broyage, à l’exception des dispositifs d’oxygénation.

Dans cet ensemble, les investissements retenus comme permettant effectivement une réduction des émissions de NH3 sont les suivants :

* La couverture de fosse à lisier, permettant une réduction de 70% des émissions de NH3 (source Citepa) ;
* Le matériel d’épandage du lisier plus performant, en particulier pendillard et enfouisseur (cf annexe).

Entre 2014 et 2016, des financements pour des couvertures de fosses à lisier ont été faits auprès de 9 exploitations agricoles. Il n’y a eu aucun financement de matériel d’épandage de lisier sur cette période. Des données sur 7 de ces investissements, situés en Saône et Loire, nous ont été fournies.

Au final, trois projets de couverture de fosses à lisier ont été financés (le reste des couvertures concernant des fosses à lixiviat, dans le cadre d’ateliers de transformation, et ne sont donc pas pertinents). Ces investissements concernent des exploitations de bovins viande, pour un cheptel total de 215 animaux.

Nous disposons des données de volume annuel des effluents produits pour ces trois projets. Les émissions liées ont été estimées en utilisant différents coefficients techniques (Institut de l’Elevage, guide EMEP/EEA air polluant emission inventory guidebook pour les facteurs d’émissions au stockage pour le lisier, catégorie bovin hors lait).

Le calcul aboutit à une réduction d’environ 0,095t des émissions de NH3 liée à ces trois projets.

***M10 : Agroenvironnement – climat***

Le calcul de la réduction des émissions de N20/NH3 est réalisé sur les données de l’année de transition (campagne 2014).

Au total, 551 exploitations ont bénéficié de MAEt, pour 1073 mesures souscrites, sur 40 territoires. Les contractualisations représentent 16 338 hectares, soit moins d’1% de la SAU des exploitations régionales.

Parmi ces 1073 mesures souscrites, 756 mesures intègrent des engagements unitaires visant à la réduction de la fertilisation azotée : Ferti\_01 (limitation de la fertilisation sur grandes cultures), Herbe\_02 (suppression de la fertilisation azotée sur prairies) et Herbe\_03 (limitation de la fertilisation sur prairies). Concernant les engagements unitaires relatifs à la limitation de la fertilisation, la réduction de l’utilisation de fertilisants liée à la MAE souscrite est estimée en comparant le niveau moyen de fertilisation (praires ou grandes cultures – Source enquêtes pratiques culturales Agreste, 2011) au plafond de fertilisation retenu dans le cahier des charges (ce plafond étant variable d’un territoire à l’autre, et donc d’une MAEt à l’autre).

Un facteur d’émission (source GIEC niveau 1) de 1% (0,01 kg de N-N20 volatilisé/kg de N épandu) est retenu pour les émissions de N20. Pour les émissions de NH3, un coefficient d’émission de 0,1157 est utilisé (les émissions de NH3 étant variables d’une molécule d’engrais de synthèse à l’autre, un coefficient moyen pondéré par les livraisons régionales par types de molécule a été calculé).

Nous avons estimé cette diminution à 7,61 tonnes de N20 et 68 tonnes de NH3 ce qui représente respectivement 0,016% et 0.3% des émissions régionales (source Atmosf’air Bourgogne pour les émissions régionales).

Les réductions d’émissions de N20 et NH3 sont ainsi principalement liées aux mesures de réduction de la fertilisation azotée liée au MAE. Elles représentent toutefois une part négligeable des émissions régionales. La réduction des émissions de méthane est nulle, en l’absence de projets de méthanisation sur le début de programmation.

**Conclusion et recommandations :**

La mise en œuvre des opérations permettant une réduction des émissions de GES a été très limitée sur le début de la période, aboutissant à une faible réduction des émissions. Les projets collectifs de méthanisation devraient avoir un impact plus important sur la dimension méthane. Il faudrait favoriser l’émergence des projets collectifs de méthanisation, en renforçant l’animation et la diffusion d’information sur cette mesure auprès des bénéficiaires et auprès des structures relai. Il faudrait aussi mettre en place une collecte systématique des données nécessaires au calcul des indicateurs R18/R19, pour les investissements pertinents.

Enfin, les MAE de limitation de la fertilisation en grandes cultures ont été peu mobilisées. Il faudrait renforcer l’animation sur les mesures ciblant les grandes cultures. Nous conseillons de mettre en place un suivi des réductions de fertilisation azotée des exploitants bénéficiaires de MAEC dans le cadre des PAEC (observatoire de pratiques, enquête systématique auprès des bénéficiaires).

## **QUESTION EVALUATIVE N°15**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie ?***

**Bilan de mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette  Feader (€) | Nbre de dossiers programmés | Dépenses publiques programmées (€) | Montants FEADER programmés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 8.6.1 | 300 000 | 28 | 149 826,97€ | 79 408,25 | 0 | 0 |
| 8.6.2 | 2 000 000 | 26 | 1 734 905,05€ | 919 499,66 | 52 205 | 2 |
| 8.6.3 | 1 000 000 | 3 | 276 416,00 € | 146 500,48 | 0 | 0 |
| 10 | 71 362 847 | 4869 | 28 074 834,44 | 21 056 126 | 21 056 126 | 4869 |

**Critère de jugement 1 : Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères.**

**Mesures 8.6.1, 8.6.2 et 8.6.3**

Les principales données de mise en œuvre sont présentées dans la question évaluative 13 correspondant au domaine prioritaire 5C.

Il n’est pas possible de quantifier l’augmentation de la capacité de production de bois liée à ces mesures, et donc l’augmentation du potentiel de séquestration de CO2 lié, ces données n’ayant pas pu être collectées. Le système de suivi en place devrait toutefois permettre à l’avenir de renseigner cette donnée.

La question évaluative 13 portant sur le domaine prioritaire 5C propose un calcul du stockage de carbone permis par les mesures du PDR, mais portant uniquement sur la mesure 4.3.1 de soutien à la desserte forestière (qui ne rentre pas dans le périmètre de cette question, n’étant pas fléché sur le DP5E). On rappelle toutefois qu’il est estimé que cette mesure permet l’augmentation du potentiel d’extraction de 106 000 m3 de bois d’œuvre (pour 60 437 m3 réellement mobilisables) pour un potentiel de séquestration carbone estimé à 55 000 TeCO2.

**Mesures agro-environnementales et climatiques**

Les analyses développées dans les questions évaluatives de la priorité 4, mettent en avant une forte mobilisation des dispositifs de la mesure 10 (PHAE, MAET, puis MAEC) sur les mesures de gestion herbagère extensive, et leur contribution au maintien des espaces herbagers (couplée à celle de l’ICHN).

La littérature scientifique fournit des éléments sur le potentiel de séquestration du carbone par les prairies.

D’après les travaux de l’Institut de l’Elevage (« Le stockage du carbone dans les prairies, une voie d’atténuation de l’impact de l’élevage herbivore sur l’effet de serre » - 2012), le stockage du carbone dans les prairies est non linéaire (il est rapide durant les 30 à 40 premières années, et ralentit ensuite), mais celui-ci n’a pas de limite dans le temps, des prairies très anciennes pouvant continuer à stocker du carbone sur des périodes très longues.

Par ailleurs, il est estimé que la conversion des terres cultivées vers des prairies permanentes permet le stockage de 0,84 à 2,75 teq CO2/ha/an. A l’inverse, le retournement d’une praire permanente au profit d’une culture engendre un déstockage de 2,4 à 4,6 teq CO2/ha/an (Source : Arrouays et al., 2012 – cité par l’Institut de l’Elevage).

Enfin, les modalités de gestion des prairies permettent une augmentation du stockage de carbone dans les sols: conversion de prairies temporaires en prairies permanentes, apport modéré d’azote organique, nature du couvert végétal (impact positif des légumineuses), pâturage plutôt que fauche.

Les travaux menés à grande échelle dans le cadre des projets européens GreenGrass et CarboEurope, dont les résultats sont repris par l’Institut de l’Elevage, montrent que les prairies constituent des puits nets pour le stockage du carbone, stockant entre 500 et 1200 kgC/ha/an, selon les modalités de gestion (chargement animal, mode d’utilisation, fertilisation). En moyenne, les niveaux de stockage net de carbone se situent autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO2/ha/an (Il est important de noter qu’il n’existe pas de consensus sur cette donnée, certaines références indiquant des niveaux inférieurs).

Les analyses menées dans le cadre de la question évaluative du domaine prioritaire 4A, montrent une forte mobilisation des mesures herbagères par les élevages régionaux, avec une contribution des différents soutiens (PHAE, MAEt, ICHN) au maintien des élevages herbagers extensifs et des surfaces en prairies permanentes, grâce au soutien économique qu’ils offrent aux exploitations. Toutefois, l’effet n’est pas avéré dans les systèmes moins spécialisés des zones de plaines, une baisse des surfaces en prairies temporaires étant observée.

Au final, ce sont 346 654 ha de surfaces herbagères qui ont bénéficié de MAE en Bourgogne (dont 331 934 ha pour la PHAE et 14 720 ha pour les MAEt herbagères, soit environ 20% de la SAU), représentant un stock annuel de carbone de 346 654 tC, soit 1 272 222 teq CO2. Afin d’analyser l’effet propre des mesures sur l’augmentation du pouvoir de séquestration du carbone dans les prairies, il conviendrait toutefois d’être en mesure de quantifier les surfaces en prairies qui n’auraient pas été maintenues dans les soutiens du PDR.

L’analyse quantitative menée par AgroSupDijon dans le cadre de l’évaluation du PDRH publiée en avril 2017 fournit quelques éléments au niveau national sur la période 2007-2013. Un effet propre des dispositifs MAEt et PHAE sur le maintien des prairies est ainsi mis en évidence : financer 10 ha de MAEt permettrait le maintien de 2,9 ha de prairies. Ce chiffre est de 1,6 ha pour la PHAE.

Les actions soutenues ont ainsi contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères.

**Conclusion et recommandations :**

Une augmentation de la capacité de production de bois en équivalent CO2 a été réalisée sur les opérations de la mesure 4.3.1 d’amélioration de la desserte forestière, dans le cadre du DP5C. Les données de la capacité de production sur les mesures forestières contribuant au DP5E (8.6.2) n’ont pas pu être collectées. Toutefois, le système de suivi en place devrait à l’avenir permettre de faire ce calcul.

Les mesures du PDR ont contribué au maintien des surfaces en prairies permanentes, favorables à la séquestration du carbone. L’effet est moins significatif sur les prairies temporaires. Nous conseillons de mettre en place un suivi fin des réalisations pour les MAEC afin d’analyser les effets de concentration et de diffusion sur les territoires à enjeux, c’est-à-dire les zones concernées par les retournements de prairies.

## **QUESTION EVALUATIVE N°16**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d’emplois ?***

**Bilan de mise en œuvre**

L’année 2016 a été l’année du déploiement de la Priorité 6 (DP 6A et DP 6B) (formulaires de demande d’aide, outillage, arrêtés).

Le programme de développement rural ayant été adopté en août 2015, l’année 2015 et le premier semestre 2016 ont été consacrés aux travaux préparatoires au déploiement des dispositifs relevant de la priorité 6 : définition des critères de sélection, préparation des formulaires et notices en prenant en compte les règles de gestion elles-mêmes finalisées tardivement au niveau national, élaboration des documents régionaux de mise en œuvre. Les premiers dossiers ont été programmés début 2017.

Quelques chiffres :

* *6.4.2 « Hébergements et services touristiques et ruraux » :*

657 000 € de FEADER en cours d’instruction

Environ 1,3 millions d’aides publiques sollicités

6 projets déposés

* *7.5.3 « Consolider et diversifier l’offre en services touristiques, activités écotouristiques des territoires ruraux » :*

580 000 € de FEADER en cours d’instruction. Environ 3,7 millions d’aides publiques sollicités (deux fois plus que le dispositif 6.4.2)

8 projets déposés

Ainsi, au regard des montants sollicités, l’enveloppe du TO 7.5.3 sera totalement consommée lorsque les dossiers déjà déposés seront programmés.

L’enveloppe du TO 6.4.2 sera consommée à un rythme soutenu au regard des montants sollicités et de l’avancée de la programmation 2014-2020. En effet, 2/3 de l’enveloppe mobilisée sur ce TO est sollicitée sur la période 2014-2016 alors qu’à peine la moitié de la programmation s’est écoulée.

**Critère de jugement 1 : Renforcement et cohérence de l’offre de services et infrastructures touristiques publiques et privées (capacité et qualité de l’accueil)**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul pour pouvoir apprécier l’impact réel du PDR sur le renforcement et la cohérence de l’offre de services et des infrastructures publiques et privées.

En 2016, l’AG a ouvert le dispositif 6.4.2, sous forme d’un arrêté régional afin de soutenir 3 types d’actions :

1. L’accompagnement des projets d’hébergement touristique visant à augmenter la capacité d’accueil touristique, sa montée en gamme, son adaptation aux flux et typologies de clientèles et la standardisation de l’offre autour de marques et labels.
2. Le développement d’activités écotouristiques et la densification de l’offre de services touristiques.
3. L’équipement TIC léger favorisant un accès aux contenus numériques de l’offre touristique sur les parcours d’itinérance, espaces touristiques et sites emblématiques.

Les bénéficiaires sont les micro-entreprises, les petites entreprises et les personnes physiques.

Il est à noter que pour le TO 6.4.2, la totalité des dossiers récemment déposés (ils n’ont pas encore été programmés) concernent des projets d’hébergement touristique (soit le volet 1 de l’AAP). Ces projets se répartissent de la manière suivante : Hôtellerie-Restauration (2 dossiers déposés), Camping (1 dossier déposé) et Autres types d’hébergement (3 dossiers déposés).

A titre d’exemple, nous pouvons citer deux projets qui montrent la diversité de ce qui peut être financé via le TO 6.4.2 :

* Création d’un gîte de groupe à Marrey les Fussey
* Réhabilitation d’un camping à Prémeaux Prissey

De la même manière que pour le TO 6.4.2, un arrêté régional a été ouvert en 2016 pour le TO 7.5.3 et s’articule autour de 2 actions :

1. Le développement d’activités écotouristiques et la densification de l’offre de service touristique.
2. L’équipement TIC léger favorisant un accès aux contenus numériques de l’offre touristique sur les parcours d’itinérance, espaces touristiques et sites emblématiques.

Les bénéficiaires sont les collectivités, les associations et établissements publics.

Il est à noter pour le TO 7.5.3, les dossiers déposés concernent largement des projets relatifs aux activités écotouristiques. Ces projets bénéficiant d’un investissement entrent dans deux thématiques :

1. Un service touristique de type artisanal ou commercial et qui sont situés sur le réseau des 1000 km de voies navigables et leurs réservoirs d’alimentation
2. Ou d’une activité écotouristique de type valorisation du patrimoine naturel ou architectural, développement d’activités de loisirs de pleine nature et qui sont situés sur le périmètre géographique éligible.

On peut citer un projet programmé au titre du TO 7.5.3 :

* Aménagement paysager autour du monument des sept écluses à Rogny les Sept Ecluses :

Création d’un parcours de pêche labellisé avec un accès handicapé et aménagement des chemins de contre halage pour en faire un lieu de loisir (pêche et ballade).

Enfin, l’offre de services prend aussi en compte l’accès aux contenus numériques.

Les projets TIC répondent à des déficits d’accès au haut débit numérique sur les zones touristiques. Ils permettent d’améliorer l’usage de contenus numériques, notamment pour les technologies mobiles (M tourisme) et notamment sur les zonages géographiques précisés ci-dessus

Dans le cadre de l’AAP du TO 7.5.3, un dossier TIC (volet 2) porté par la FROSTI a été déposé. Ce projet vise à déployer le wifi territorial en Bourgogne dans les Offices de tourisme et syndicats d’initiative (OTSI).

**Critère de jugement 2 : Augmentation de la fréquentation touristique et de l’emploi lié aux activités touristiques dans les zones rurales visées (zones à fort potentiel, axes canal / voies cyclables)**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul et aucun projet n’a été soldé pour connaître l’impact réel du PDR sur l’augmentation de la fréquentation touristique dans les zones rurales visées, à savoir les zones à fort potentiel, les axes canal et voies cyclables.

Cependant, il est à noter que dans les arrêtés régionaux, une mention Labélisation « Accueil Vélo » est mentionnée. Il y est précisé que seuls les investissements dans des projets situés sur le réseau régional des itinéraires cyclables inscrits dans les stratégies de développement des vélos-routes et voies vertes européennes (Euro Velo), nationales (SN3V) et régionales (SR3V dont le « Tour de Bourgogne à Vélo© ») sont éligibles. De plus, il est indiqué que les projets devront être situés dans le fuseau des communes situées à moins de 5 km (en pédalant) d’un itinéraire cyclable du schéma régional des vélos-routes et voies vertes. L’accès aux voies cyclables est donc soutenu.

Pour rappel en 2013, la Bourgogne représente[[3]](#footnote-3) :

* 500 000 lits, dont 100 000 marchands (soit 20% de part de lits marchands)
* 2,4% de la fréquentation française en France
* 3,2% de la fréquentation étrangère en France

Enfin, nous ne disposons pas d’assez de recul et aucun projet n’a été soldé pour connaître l’impact réel du PDR sur l’augmentation de l’emploi (aucune valeur disponible à ce jour) lié aux activités touristiques dans les zones rurales.

Pour rappel, la cible à atteindre en 2023 est de 25 emplois créés dans les projets soutenus ce qui reste une cible très limitée.

Enfin, l’autorité de gestion a souhaité soutenir des projets où les enjeux touristiques sont importants. Ainsi les projets soutenus par ce dispositif doivent être situés sur l’un des périmètres géographiques suivant :

1. Au titre de l’itinérance touristique d’intérêt régional (ex : routes des vins, territoires labellisés, itinéraires cyclables, voies navigables) (92,8 % des dossiers déposés : soit 6 dossiers itinéraires cyclables, 6 dossiers voies navigables, 1 dossier route des vins)
2. Au titre des espaces touristiques d’intérêt régional (Parc naturel régional du Morvan, GIP du Parc National entre Champagne et Bourgogne, UNESCO des Climats de Bourgogne) (1 dossier sur le Parc naturel régional du Morvan)
3. Au titre des sites emblématiques de Bourgogne (ex : Grand site de Solutré-Vergisson, Grand site de Vézelay, Sites archéologiques d’Alésia, l’Abbaye de Cluny, le Site de Guédelon etc.) (0% de dossiers déposés).

**Conclusion et recommandations :**

Le programme soutient le développement de l’offre de services et des infrastructures touristiques publiques et privées. Par ailleurs, il permet une augmentation qualitative de l’offre touristique en favorisant les projets d’écotourisme ciblés sur des territoires pertinents. Cependant, il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer les effets du PDR sur la fréquentation touristique et l’emploi. En effet, ces éléments sont des conséquences à long-terme des investissements effectués, dont la mesure n’est pertinente qu’une fois l’opération finalisée, voire plusieurs années après afin d’évaluer une tendance.

Une attention particulière devrait être portée à l’animation pour favoriser l’émergence de projets portés par les acteurs privés afin de soutenir d’avantage les activités touristiques dans les zones rurales.

## **QUESTION EVALUATIVE N°17**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales ?***

**Bilan de mise en œuvre**

L’année 2016 a été l’année du déploiement de la Priorité 6 (DP 6A et DP 6B) (formulaires de demande d’aide, outillage, arrêtés).

Le programme de développement rural ayant été adopté en août 2015, la fin cette année et le premier semestre 2016 ont été consacrés aux travaux préparatoires au déploiement des dispositifs relevant de la priorité 6 : définition des critères de sélection, préparation des formulaires et notices en prenant en compte les règles de gestion elles même finalisées tardivement au niveau national, élaboration des documents régionaux de mise en œuvre. Les premiers dossiers ont été programmés début 2017.

Aussi, afin de limiter ce retard et de s’assurer de la complétude du dossier, un accompagnement privilégié avec le porteur de projet a été réalisé.

* *7.2.1 : Rénovation énergétique du patrimoine bâti des collectivités locales*

34 dossiers déposés pour 2 375 000 € de FEADER.

2 dossiers programmés pour 138 535,63 € de FEADER programmé

* *7.4.2 : Valoriser les bourgs centres*

30 projets ont été déposés, représentant 4 570 072 € de FEADER dont 1 dossier programmé à hauteur de 336205,98 € de FEDAER et 4 projets déposés dans le cadre de l’AAP « Services Innovants », représentant 426 000 € de FEADER sollicités.

Le rythme de consommation des enveloppes des TO 7.2.1 et 7.4.2 est soutenu au regard des montants FEADER sollicités et de l’avancée de la programmation. En effet, si on s’en tient aux montants FEADER sollicités, 77% de la maquette de ces TO est consommée sur les trois premières années de la programmation.

* *7.5.1 : Renforcer le réseau d’infrastructures cyclables d’intérêt européen ou régional et les haltes et ports fluviaux*

932 680 € de FEADER programmés

Environ 5 000 000 € d’aides publiques

8 projets déposés

Ex : Dossiers infrastructures cyclables Dpt Cote D’Or et Dpt de l’Yonne. A noter que la forte spécificité de ce TO peut conduire à un essoufflement rapide de la remontée de projets.

* *7.5.2 : Structurer et favoriser la mise en tourisme de sites et espaces d’intérêt régional*

Ce TO n’est actuellement pas ouvert. Il est prévu qu’il soit enclenché en 2018. Des projets ont d’ores et déjà été pré-identifiés.

* *16.7.3 : Soutien à l’émergence de pôles territoriaux de coopération économique (PTCE)*

Ce TO n’est actuellement pas ouvert.

* *7.4.1 : Renforcer l’offre de logements adaptés aux besoins et au confort de vie actuelle et peu consommateurs d’énergie*

688 402 € de FEADER sollicités

8 dossiers déposés

* *16.7.2 : Soutien à la constitution et l’animation d’un réseau accueil régional*

16 635 € de FEADER sollicités

2 projets déposés

* *16.7.4 : Soutien aux stratégies locales de transition énergétique : Territoires à énergie positive (TEPOS)*

Seul 1 projet déposé soit 7770 € de FEADER sollicités

* *16.7.5 : Soutien aux actions de coopération et de promotion, d’ingénierie et de formation touristique*

274 000 € de FEADER sollicités

12 projets déposés

Les dossiers concernent quasi exclusivement des demandes d’aide à l’ingénierie « contrat de canal » et « développement fluvial ».

*19 : Soutien au développement local LEADER*

En juillet 2014 la région Bourgogne a lancé un appel à candidatures afin de sélectionner les GAL, proposant une enveloppe de 29,3 millions d’euros de FEADER. Les territoires étaient invités à se positionner sur l’une des deux priorités régionales : la transition énergétique et l’accueil d’actifs et de nouvelles populations.

Deux sessions de sélection ont été organisées. Une première session en décembre 2014 et une seconde session en septembre 2015. Cette seconde session avait pour objectifs de permettre aux nouveaux territoires souhaitant se constituer GAL de disposer du temps suffisant pour préparer leur candidature et, aux territoires montrant une candidature fragile à la première session, de déposer à nouveau une candidature.

S’agissant de l’aide préparatoire au programme LEADER, la région a fait le choix de proposer une dispositif « clé en main » à tous les territoires. Ainsi, à partir de septembre 2014, l’ensemble des territoires souhaitant déposer une candidature LEADER ont bénéficié d’un appui méthodologique (financé par la région) réalisé par deux prestataires choisis par la Région. Cet appui a permis :

- de s’assurer de la bonne compréhension du cadre leader et de la prise en compte des priorités régionales, de façon convergente avec les stratégies locales.

- d’apporter des outils et des apports méthodologiques permettant aux territoires de construire leurs stratégies dans le respect des principes de la démarche LEADER et dans l’objectif de répondre aux objectifs régionaux.

Le prestataire « collectif ville campagne » a accompagné les territoires souhaitant s’engager sur la thématique « accueil » et le prestataire « Energies demain », les territoires souhaitant s’engager sur la thématique de la transition énergétique. Cet appui méthodologique s’est traduit par la mise en place d’ateliers collectifs. Des accompagnements individuels ont été proposés aux territoires en fin d’année 2014.

La sélection des candidatures s’est déroulée en plusieurs phases. Une phase d’analyse technique basée sur une grille de sélection des candidatures permet d’attribuer une note au territoire en fonction, notamment, du type de gouvernance proposé, de la cohérence entre les fiches-actions et la maquette financière, de la cohérence entre la stratégie et le plan d’actions proposé et de la pertinence du pilotage envisagé. Une réunion interne a également permis de réunir les avis des différentes directions sur les thématiques abordées dans les candidatures (notamment environnement, tourisme, économie, aménagement du territoire, agriculture/forêt). Par ailleurs, un comité de sélection technique a été mis en place, réunissant l’Etat et l’ASP, partenaires essentiels dans le processus de sélection des candidatures. Une note récapitulative des avis des services de l’Etat transmise à la Région a conclu la phase d’analyse technique des candidatures.

Puis, l’autorité de gestion a organisé un système d’audition des territoires présidé par les élus de la Région. Chaque territoire a été auditionné, leur permettant de présenter leur candidature et d’éclairer les questionnements qui ont pu être soulevés lors de la phase d’analyse technique des dossiers.

Ce sont quatorze candidatures GAL sur les quinze présentées qui ont finalement été retenues par le président de Région. 10 candidatures ont orienté leur stratégie sur la thématique de l’accueil et quatre sur la thématique de la transition énergétique (cf. cartographie des territoires de projet en Bourgogne en 2015)

Les premières négociations de conventions ont démarré en avril 2015 et ce sont six territoires qui ont conventionnés fin 2016.

2016 a été l’année de déploiement du dispositif LEADER (élaboration des formulaires de demande d’aide concernant les sous-mesures 19.2 et 19.4, des règlements d’intervention des territoires, des grilles de sélection, des outils OSIRIS, installation des comités de programmation, formation des équipes techniques des territoires).

**Critère de jugement 1 : L’amélioration des infrastructures et services ont renforcé l’attractivité des territoires, notamment l’accueil de nouvelles populations.**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul et de projets soldés pour connaître l’impact réel du PDR sur le renforcement de l’attractivité des territoires et de l’accueil de nouvelles populations.

A ce jour 3 projets renforçant l’attractivité des territoires ont été déposés.

En effet 34 projets ont été déposés dans le cadre du TO 7.4.2. Ces projets ont pour objectif de valoriser les villes et bourgs-centres dans leur vocation de pôle de centralité, afin de maintenir et d’accueillir de la population, d’améliorer les conditions de vie et d’assurer une offre de services innovants aux habitants. Comme inscrit dans le PDR, les projets s’inscrivent dans 3 thématiques : l’offre petite enfance/enfance, le regroupement de services aux publics et l’offre de santé.

De plus, le PDR, à travers le TO 7.5.1, soutient l’attractivité du territoire au travers du soutien à 8 projets visant notamment à développer et structurer les pistes cyclables, les voies navigables et les haltes nautiques.

Concernant le TO 16.7.5 : « Soutien aux actions de coopération et de promotion, d’ingénierie et de formation touristique » la majorité des dossiers concernent principalement des demandes d’aide à l’ingénierie contrat de canal / développement fluvestre.

Enfin, il est toutefois à noter que la région, à travers le dispositif LEADER et par les plans d’actions mis en place par les GAL, a fait du développement de l’activité et de l’accueil de nouvelles populations une de ses priorités (inscrite dans le PDR).

**Critère de jugement 2 : Les territoires visés ont accéléré la réduction de la consommation énergétique (bâtiments, éventuellement transports)**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d’assez de recul et de projets soldés pour connaître l’impact réel du PDR sur la réduction de la consommation énergétique.

34 projets ont été déposés dans le cadre du TO 7.2.1. Ces projets ont pour objectif de soutenir les travaux de rénovation énergétique du patrimoine bâti des communes ou de leurs groupements y compris les bâtiments scolaires.

Il est toutefois à noter, ici aussi, que la région, à travers le dispositif LEADER, a fait de la transition écologique et énergétique une de ses priorités (inscrite dans le PDR).

Il est important de rappeler la forte dynamique hors LEADER des TO 7.2.1, portant sur la rénovation énergétique du patrimoine bâti des collectivités locales et la 7.4.1, portant sur l’offre de logements adaptés aux besoins et au confort de vie actuelle peu consommateurs d’énergie. Ainsi, les projets éligibles devront atteindre le niveau de performance thermique suivant[[4]](#footnote-4) :

1. Réhabilitation de bâtiments dont la performance thermique initiale est ≥ 250 361 kWh/m².an : 150 kWh/m².an avant pondération (soit une variation de 180 à 225 kWh/m².an maximum selon la localisation géographique et l’altitude du projet) + un gain minimum de 100 kWh/m².an
2. Réhabilitation de bâtiment dont la performance thermique initiale est < 250 kWh/m².an : 80 kWh/m².an avant pondération (soit entre 96 et 120 kWh/m².an selon la zone géographique et l’altitude).
3. Réhabilitation de logements non vacants : 80 kWh/m².an avant pondération (soit entre 96 et 120 kWh/m².an selon la zone géographique et l’altitude).

Enfin le PDR soutient des projets ayant pour objectif la mise en place de stratégies locales de transition énergétique telles que les stratégies de Territoires à Energie Positive (TEPOS). En effet, les TEPOS ont pour objectif de réduire les besoins d’énergie au maximum et de réduire la vulnérabilité économique des collectivités.

**Critère de jugement 3 : L’approche « développement local mené par les acteurs locaux » (CLLD) contribue à améliorer la plus-value du FEADER à travers un meilleur ciblage des territoires présentant les plus forts enjeux, la définition de stratégies intégrées / multisectorielles, une meilleure expression de besoins locaux et une mobilisation des groupes d’acteurs et démarches innovantes.**

Pour rappel, les deux objectifs du dispositif LEADER au sein du PDR Bourgogne sont :

* Accueil de nouvelles activités et de nouveaux actifs
* Transition écologique et énergétique des territoires ruraux

Les GAL ont été sélectionnés selon une grille restrictive :

* Stratégie du plan d’actions : 30% de la note finale. Il s’agit ici de sélectionner le GAL en fonction de la cohérence des enjeux au regard des caractéristiques du territoire et que celui-ci ait défini sa stratégie afin de répondre à l’une des deux grandes priorités fixées dans l’appel à candidature. Enfin, il a été demandé que les stratégies doivent comporter un caractère innovant et expérimental.
* Qualité, modalité et pertinence de la gouvernance : 25 % de la note finale
* Pertinence des fiches actions et de la maquette financière : 25 % de la note finale

Cette stratégie a évolué par rapport à la précédente programmation où les actions concernaient principalement la diversification de l’économie rurale et l’amélioration de la qualité de vie. Il a d’ailleurs été demandé aux territoires portant une stratégie LEADER sur la période 2007-2013 et souhaitant déposer une nouvelle candidature pour 2014-2020 de justifier la plus-value d’une nouvelle candidature.

En matière de gouvernance et de partenariat régional, le cahier des charges précisait que le comité de programmation devait comporter au moins 50% de membres « privés ». Les représentants du secteur privé peuvent être des agriculteurs, des forestiers, des commerçants, des artisans, des représentants d’entreprises (PME, PMI), d’associations, etc …

La grille de sélection comportait également des critères sur ce point sans pour autant apporter plus de précisions quant à la composition visée ou le niveau de détail à apporter sur les principes de gouvernance :

* *Qualité de la gouvernance aux différentes étapes : élaboration, mise en œuvre, suivi-évaluation et quelles modalités de fonctionnement à ces 3 étapes ?*
* *Composition du comité de programmation : diversité et cohérence par rapport à la priorité ciblée*

En moyenne on compte 25 membres titulaires proposés au sein du Comité avec 12 membres du Collège public et 13 du collège privé. Les compositions des comités sont variables (11 membres pour GAL du Grand Avallonais à 49 membres pour le GAL Morvan). La composition exacte du collège privé n’est pas toujours suffisamment précisée dans certains dossiers pour vérifier dans quelle mesure celui-ci intègre des agriculteurs, chefs d’entreprises ou autres actifs du secteur privé. Certains GAL intègrent ainsi un nombre significatif d’agriculteurs, mais peu intègrent d’autres représentants du monde de l’entreprise[[5]](#footnote-5) (ni de financeurs privés potentiels). Le secteur associatif est lui fortement représenté.

Afin d’affiner cette analyse qualitative des stratégies LEADER, il est intéressant de comparer les résultats actuels avec ceux de l’ancienne programmation.

Aussi, en 2007-2013, 9 GAL avaient été sélectionnés contre 14 pour cette programmation, représentant 31,6% de la superficie régionale et un total de 1455 communes soit 3 communes sur 4. Cela représente la même superficie couverte qu’en 2007-2013 (32% de la superficie régionale et 1 commune sur 2). Cependant plus de communes sont concernées.

De plus, la nouvelle programmation atteint, via LEADER, 61,45% de la population régionale soit 3 habitants/5 et couvre 91,2% de la population rurale de l’ex région Bourgogne. Ce qui représente une augmentation de 20% de la population concernée par le dispositif d’aide par rapport à 2007-2013 (2habitants/5). Ceci peut être considéré comme positif sous réserve que les montants financiers augmentent en conséquence.

Enfin, concernant le budget, le dispositif LEADER est en augmentation par rapport à l’ancienne programmation (29,3 M€ pour la programmation 2014-2020 contre 13.6 M€ pour la programmation précédente). Pour 2014-2020, en moyenne, chaque GAL dispose de 2M € de FEADER contre 1,5M € lors de la programmation 2007-2013. A noter que plus de la moitié des GAL conventionnés pour la programmation actuelle disposent d’en moyenne 1,5M € de FEADER. Par ailleurs, si ce montant moyen est dans la moyenne française ciblée pour 2014-2020, il est en dessous de la moyenne européenne qui est anticipée à hauteur de 2,7 millions d’€ par GAL. Il est important de signaler que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 millions d’€ le seuil minimum pour avoir un véritable impact sur les territoires et permettre une compensation du coût de mise œuvre et de gestion (dans une logique de recherche de masse critique). A cet égard, conformément à la réglementation de l’UE, la sous-mesure 19.4 « Frais de fonctionnement et d’animation, ne doit pas dépasser 25% des dépenses publiques engagées dans le cadre de la stratégie CLLD. Pour le PDR Bourgogne, la sous-mesure 19.4 correspond à 18% des dépenses publiques (21% au niveau national) ce qui indique une volonté de maitrise de ce type de dépenses.

Concernant la stratégie mise en place pour 2014-2020, 70% des GAL conventionnés ont orienté leur stratégie vers l’accueil de nouvelles activités et de nouveaux actifs, ce qui correspond à une orientation stratégique en continuité avec la période précédente. En effet, les GAL conventionnés dans le cadre de LEADER au sein de l’ex région Bourgogne ont pour stratégie de relancer la croissance démographique en se donnant les moyens (humains, organisationnels, financiers) et donc de créer et développer une politique d’accueil commune, de mettre en avant la qualité de vie dans les communes rurales, de définir de nouvelles pratiques d’accueil et d’en faire sa promotion. Afin d’illustrer ces propos, nous pouvons citer le GAL du Pays Nevers Sud Nivernais (73 communes, 120 359 habitants, 1 550 000 € de FEADER) qui a mis notamment en place à travers ses fiches actions, un soutien à des projets tels que la mise en place d’outils mutualisés de formalisation et de qualification d’offres d’installation précises afin de structurer une offre d’accueil économique qualitative ou encore d’accompagner la transmission / reprise dans le commerce, l’artisanat, le tourisme et l’agriculture.

De plus, afin de préserver et de créer de nouveaux emplois, les GAL en région Bourgogne souhaitent de manière secondaire développer le tourisme et renforcer et diversifier l’offre de services aux visiteurs et aux professionnels du tourisme.

Enfin, il est intéressant de citer, pour illustration, le GAL Beaunois (139 communes, 91 157 habitants, 2 200 000 € de FEADER) qui a pour objectif d’accompagner les entreprises et les filières dans le développement de leurs activités, d’identifier et de qualifier des potentiels d’activités afin de les transformer en activités économiques et en emplois.

Lors de l’AAC, il a été rappelé que la mise en œuvre en de projets de coopération est une obligation pour chaque GAL et doit être mentionnée dans les plans d’actions. La coopération est intégrée à la stratégie locale de développement et est donc propre à chaque territoire. Le budget alloué pour les actions de coopération (SM 19.3) est directement géré par l’AG.

On peut identifier plusieurs niveaux de coopération :

* Un niveau de coopération locale
* Un niveau de coopération régionale
* Un niveau de coopération nationale
* Un niveau de coopération internationale

La coopération peut aussi servir à approfondir certaines politiques mises en place.

On peut citer pour exemple :

* Le GAL de l’Auxois Morvan, qui souhaite utiliser la coopération pour réinterroger et approfondir sa politique d’accueil (coopération locale et régionale) mais aussi à renforcer des actions visant au développement du patrimoine et du tourisme (coopération nationale et internationale).
* Le GAL Bourgogne Nivernaise, qui souhaite orienter la coopération sur des actions de type interterritoriale et transnationale (projet de télétravail et développement local en partenariat avec le Danemark, la Suède et des territoires d’Auvergne).

En conclusion, les GAL conventionnés dans le cadre de cette stratégie bénéficient de 17 950 000 € de FEADER ce qui représente un investissement moyen de 29,65 €/habitant. C’est inférieur aux moyennes prévisionnelles françaises (53€/habitant) et européennes (59€/habitant).

D’autre part, 30% des GAL conventionnés (4 GAL, 377 communes et 280 937 habitants) dans le cadre de LEADER ont orienté leur stratégie vers la transition écologique et énergétique de leurs territoires. Les principaux objectifs et thématiques de ces GAL sont fixés dans leurs plans d’actions et sont :

* L’aménagement et la gestion durable
* La transition énergétique et la préservation des ressources locales comme vecteurs de développement économique
* La diffusion et l’appropriation de nouvelles pratiques
* L’amélioration de l’efficacité énergétique en luttant notamment contre la précarité énergétique tout en réduisant la facture énergétique
* Le développement des énergies renouvelables (méthanisation, énergie solaire, bois énergie et éolien)
* La valorisation d’outils alternatifs à la voiture particulière.

Enfin, nous pouvons citer pour exemple le GAL Pays Seine et Tilles (66 communes, 25 550 habitants, 1 600 000€ FEADER) qui a pour objectif de développer une politique globale de rénovation de l’habitat afin de pouvoir maitriser l’énergie dans les bâtiments.

Les GAL conventionnés dans le cadre de cette stratégie bénéficient de 8 100 000 € de FEADER et représentent une ventilation de 39,65€/habitant. Cette ventilation est supérieure de 33% (soit 10 € par habitant en plus) par rapport aux territoires ayant orienté leur stratégie vers le développement de la politique d’accueil et la création/maintien d’activités. Ce résultat s’explique si les actions sont plutôt du fonctionnement ou de l’investissement.

Aussi, il est important de signaler que, d’une manière générale, et pour l’ensemble des GAL, la cible de 2023 concernant la population concernée par le dispositif LEADER a été atteinte et même largement dépassée (+7,2%). Cependant, ce résultat est à nuancer car il se base uniquement sur des données de programmation. Cette valeur devra être recalculée une fois que l’ensemble des projets programmés seront payés.

De plus, concernant les emplois créés, il est encore trop tôt pour obtenir des données fiables. Il faudra attendre que les projets programmés par les GAL soient soldés et qu’une enquête au niveau des bénéficiaires soient réalisés (RAMO 2019 et EX POST).

**Conclusion et recommandations :**

Le PDR soutient de nombreux projets (LEADER et hors LEADER) portant sur le développement local des territoires ruraux, soutenant notamment le développement de l’offre de services et l’accueil de nouvelles populations, facteurs d’attractivité des territoires ruraux. Rappelons que les projets sur lesquels ces analyses se basent sont en cours de programmation. De plus, le PDR, à travers la mise en œuvre de LEADER, soutient la réduction de la consommation énergétique dans les bâtiments publics. Enfin, au travers des actions menées à la fois dans le cadre de LEADER et hors LEADER, le PDR soutient la transition écologique et énergétique par la rénovation de l’habitat, le développement d’énergies renouvelables, la protection et la valorisation des ressources locales ainsi que de nombreuses actions de coopération locale, régionale, nationale et internationale.

## **QUESTION EVALUATIVE N°19**

***Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l’efficacité du PDR ?***

**Priorité 1**

Les mesures 1.1.1 (Formation professionnelle et acquisition de compétences en agriculture et foresterie) et 1.2.1 (Projets de démonstration et actions d’information dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois) permettent aux acteurs de l'agriculture et de la filière forêt-bois « d'actualiser et d'acquérir des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis, notamment en matière de développement durable ». Ces mesures contribuent donc à la priorité 1 visant à favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales. Selon les thématiques visées par ces mesures, plusieurs domaines prioritaires sont concernés. Il n’y a eu aucun paiement fait mais sur les deux années 2015 et 2016, 3 opérations relatives à la formation ont été programmées. Sur cette même période, 31 opérations relatives aux actions d’information et de démonstration ont été programmées (mesure 1.2.1). Les conclusions quant à la synergie des différentes priorités ne pourront donc être faites qu’une fois les opérations terminées et évaluées par les bénéficiaires.

* **P1 / P4 / DP3B**

La thématique « Développer l’agroécologie et une gestion forestière durable » contribue à la priorité 4 visant à restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie mais aussi, via le sous thème « Amélioration de la gestion des risques », le domaine prioritaire 3B (« Soutenir la prévention et la gestion des risques »). Sur les deux années 2015 et 2016, 15 opérations ont concerné le volet agroécologie, et deux opérations ont porté sur le volet gestion forestière durable, sur 31 opérations programmées sur les actions d’information et de démonstration. Les opérations relatives à la mesure formation intègrent par ailleurs des thématiques directement liées à l’environnement.

* **P1 / DP3A**

Les thématiques « Développer les activités diversifiées (hors grandes cultures, bovins viande et vins) et/ou les démarches liées aux SIQO » et « Développer la valeur ajoutée des productions agricoles et forestières » contribuent au domaine prioritaire 3A qui vise à améliorer la compétitivité des producteurs en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles.

* **P1 / DP2B**

La thématique « Favoriser la création et la transmission des entreprises agricoles et forestières » contribue au domaine prioritaire 2b qui vise à soutenir le renouvellement des générations.

**DP2A / P5**

La T.O M4.1.1 permet de financer différents dispositifs. Parmi ces dispositifs qui composent les appels à projets, le volet « gestion des effluents en zone vulnérable » permet de financer des investissements favorisant une meilleure efficacité dans la gestion des effluents et une meilleure qualité de ces derniers, ce qui contribue au domaine prioritaire 2A visant notamment à améliorer les performances économiques des exploitations. Les volets effluents de la mesure 4.1.1 a représenté sur la période de transition, un montant de dépenses publiques d’environ 493 470 euros, pour 12 projets financés, soit environ 8% du montant programmé sur la mesure 4.1.1 (PMBE et PPE). Hors transition, les montants programmés sur le volet effluents représentent un peu moins de 4% de montants programmés sur l’ensemble de la mesure 4.1.1. Certains de ces investissements, comme les couvertures de fosses ou certains matériels d’épandages, permettent également de contribuer au domaine prioritaire 5D visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n’y a eu aucun financement de matériel d’épandage de lisier sur cette période. Entre 2014 et 2016, des financements pour des couvertures de fosses à lisier ont été faits auprès de 3 exploitations agricoles, avec une contribution très limitée à la réduction des émissions régionales de NH3 (cf QE14).

Le dispositif « maîtrise de la performance énergétique » permet de contribuer au domaine prioritaire 2A mais aussi 5B qui vise à développer une utilisation efficace de l’énergie. Sur la période de transition, le volet énergie de la mesure 4.4.1 a représenté 889 290 euros de dépenses publiques totales programmées, soit environ 15% du montant programmé sur la mesure 4.1.1 (PMBE et PPE). Hors transition, le volet performance énergétique a représenté environ 7% des dépenses publiques programmées sur l’ensemble de la mesure 4.1.1.

L’analyse développée sur la question évaluative 5B a montré que les opérations financées via la sous mesure 4.1.1 ont permis une meilleure efficacité énergétique, en particulier sur les bâtiments avicoles (cf Q12).

**DP2A / DP2B / DP4**

Certaines des mesures 4 (4.1.2, 4.1.3, 4.2.1…) visant à financer des investissements contribuent au domaine prioritaire 2a qui a pour objectif d’améliorer les performances économiques, de restructurer et de moderniser les exploitations. Ces mesures, via leurs critères de sélection comprenant une partie « impact sur l’environnement », contribuent également à la priorité 4. Et enfin, par leur intégration d’une majoration du taux d’aide pour les jeunes agriculteurs et les nouveaux installés, elles contribuent au renouvellement des générations (DP2B). Sur la période 2014-2016, 185 dossiers ont été soldés sur les mesures 4 (hors mesure de soutien à la desserte forestière).

**P4 / P5**

Les T.O 4.4, 7.6.1, 7.6.2, 7.6.3, 10 et 11 liées respectivement aux investissements en faveur de l’environnement, aux animations (MAEC et Natura 2000), aux contrats Natura 2000, aux MAEC et à la conversion ou au maintien de l’agriculture biologique permettent d’encourager des pratiques agro-écologiques, contribuant ainsi aux priorités 4 et 5. Par exemple, les pratiques réduisant ou supprimant les intrants favorisent la mise en place des couvertures de sol ce qui contribue directement au domaine prioritaire 4B (préservation de la qualité de l’eau) mais également au domaine prioritaire 4A (préservation de la biodiversité) en limitant les impacts négatifs de ces produits sur la faune et la flore des différents écosystèmes. Les pratiques favorisant la couverture des sols ou le maintien de surfaces herbagères extensives contribuent à la fois au domaine prioritaire 4C, en permettant de limiter l’érosion des sols, au domaine prioritaire 4A, par le maintien d’espace favorables à la biodiversité et à l’ouverture des paysages, ainsi qu’au domaine prioritaire 4B, par une gestion extensive de ces surfaces. La contribution des différents types d’opérations aux domaines prioritaires 4A, 4B et 4C est identifiée dans le PDR.

La réduction de l’utilisation de fertilisation azotée imposée par certains cahiers des charges MAEC contribue également à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (N20 et NH3). Cette contribution a toutefois été limitée sur le début de programmation (année de transition), compte tenu de la faible pénétration des mesures concernées (cf QE14).

La mesure 10, ainsi que l’ICHN (mesure 13) contribuent au maintien des surfaces herbagères qui favorise la séquestration du carbone dans les sols (DP5E) (cf QE8/15).

Enfin, on relèvera certaines synergies entre mesures au sein d’un même DP. En particulier, les réponses aux questions évaluatives du domaine prioritaire 4 ont montré que le niveau de contractualisation des MAEC (mesure 10) était très liée à l’animation réalisée dans les territoires concernés (Natura 2000, PAEC).

**Conclusions et recommandations :**

Les synergies entre priorité et DP sont importantes dans le PDR Bourgogne, cela est notamment dû :

* Aux contributions transversales des formations, des démonstrations et des actions d’information
* Aux multi performances des investissements financés
* Aux critères de sélection liés à l’environnement pour les aides à l’investissement.

Il serait pertinent de mettre en place un suivi des synergies effectivement réalisées, par le suivi des bénéficiaires souscrivant à différentes mesures du PDR.

## **EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

***Promotion of equality between men and women and non-discrimination (Article 7 of Regulation (EU) No 1303/2013)***

La mention du principe de l’égalité entre les hommes et les femmes est rare au sein du PDR. La partie décrivant l’ensemble des mesures (8.2), n’évoque pas les objectifs transversaux relatifs à l’égalité hommes/femmes et à la non-discrimination. Seuls les critères de sélection des dossiers dans le cadre de la mesure 7 mentionnent explicitement l’égalité hommes-femmes. Précisons que cette analyse portera sur les dossiers ayant pour statuts « décidé », « en cours de réalisation », « réalisé » ou « soldé » pour lesquels l’indicateur de genre est renseigné.

La base de disponibles, on compte 1281 dossiers ayant pour statuts « décidé », « en cours de réalisation », « réalisé » ou « soldé ». Sur ces 1281 dossiers, 783 mentionnent l’indicateur de genre, soit 61.12%, qui constitueront donc notre échantillon d’analyse. Plus précisément, ce sont les mesures 4, 6, 7 et 8 pour lesquelles l’indicateur est renseigné. Sur ces 783 dossiers, 132 sont portés par des femmes, soit 16.8%. Les dossiers genrés se rapportent aux mesures 4, 6 et 8. Plus précisément, la mesure 4 compte 18 dossiers portés par des femmes, soit 17.1% du total.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **PDR Bourgogne** | | **Sexe (H / F)** | |  |
| **Code mesure** | **Libellé sous-mesure** | **F** | **H** | **Total général** |
| **04** | Invest. exploitation agricole | 14 | 87 | 101 |
|  | Invest. ind. agroalimentaires | 2 | 3 | 5 |
|  | Invest. infrastructures | 2 | 15 | 17 |
|  | Invest. non productifs | / | / | / |
| **Total 04** |  | 18 | 105 | 123 |
| **06** | Installation Jeunes Agriculteurs | 113 | 536 | 649 |
| **Total 06** |  | 113 | 536 | 649 |
| **07** | Patrimoine culturel et naturel | / | / | / |
| **Total 07** |  |  |  |  |
| **08** | Invest. amélio. forêt/transfo | 1 | 10 | 11 |
| **Total 08** |  | 1 | 10 | 11 |
| **Total général** |  | **132** | **651** | **783** |

Concernant la sous-mesure « Investissements dans les exploitations agricoles », elle totalise 101 bénéficiaires, dont 14 sont des femmes, soit 13.8%.

Concernant la DJA, sur les 649 dossiers pour lesquels l’indicateur de genre est renseigné, 113 sont portés par des femmes, soit environ 17%. Ces données sont à mettre en perspective avec des données à l’échelle régionale fournies par la MSA : 33% de femmes s’installant dans la région annuellement (hors transfert entre époux, source MSA). Concernant les installations d’agriculteurs de moins de 40 ans, les femmes représentaient, sur la même période, 196 des 753 nouveaux installés, soit 26.02%.

Pour la mesure 8, 1 dossier parmi les 10 renseignés est porté par une femme, soit 10%.

En ce qui concerne les stratégies LEADER, seul le GAL du Sud-Nivernais fait mention de l’objectif de développer les solutions de garde d’enfants afin de favoriser le retour des femmes au travail. Pourtant les GAL ayant adopté une stratégie axée sur l’attractivité et l’accueil de nouvelles populations pourraient intégrer de manière pertinente et importante la question de l’égalité homme-femme et de la non-discrimination. Concernant ce dernier principe (prévention de toute discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle), les objectifs d’ouverture vis-à-vis de l’extérieur pour les GAL et d’innovation sociale mériteraient d’être mieux soulignés.

Ces éléments semblent en définitive montrer que les femmes sont sous-représentées parmi les bénéficiaires des actions déployées par le PDR, notamment par rapport à la part réelle qu’elles occupent dans l’agriculture régionale et plus précisément en ce qui concerne les nouvelles installations. A ce stade de la programmation, et du fait de la hausse de la proportion de femmes parmi les nouveaux installés de plus de 40 ans, ces éléments semblent montrer que le dispositif DJA n’est pas incitatif à l’égard des femmes. Ces limites peuvent s’expliquer notamment par le fait que l’attribution d’une DJA est conditionnée à la possession d’un diplôme agricole de niveau IV minimum ainsi que par la limite d’âge (40 ans), qui exclut de fait les femmes dont l’âge est supérieur. Par ailleurs, des mesures pourraient être encouragées pour favoriser la participation des femmes afin de résorber l’écart entre les hommes et les femmes bénéficiaires du PDR.

En outre, étant donné que la période de programmation n’en est à ses débuts, aucun enseignement définitif ne saurait être tiré de ces analyses.

Enfin, reprécisons ici que l’analyse porte essentiellement sur les dossiers pour lesquels le genre est spécifié, c’est à dire un échantillon à partir duquel ne peuvent être tirées des conclusions pour l’ensemble des opérations soutenues par le PDR.

En conclusion, les deux principes horizontaux de l’égalité hommes-femmes et non-discrimination sont très peu affichés dans le PDR (1 mesure sur 12 mesures retenues), alors même que l’on aurait pu attendre la définition d’objectifs ciblés pour plusieurs mesures (en lien avec la formation ; le conseil ; l’aide aux jeunes agriculteurs -DJA- ; la coopération, …).

## **DEVELOPPEMENT DURABLE**

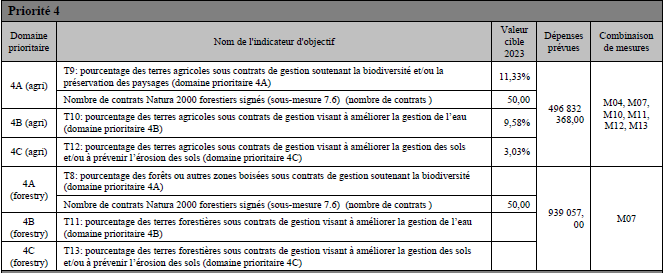
**Analyse de la contribution globale du PDR en matière de développement durable**

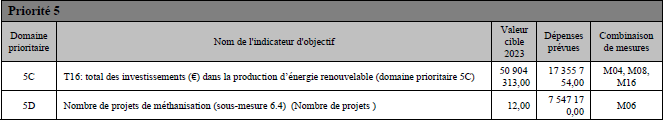
Le PDR fait mention de la prise en compte des deux objectifs transversaux liés au changement climatique et à l’environnement. L’environnement y est bien présenté comme « une composante de la performance économique et non plus comme un frein à la productivité ». A ce titre, sa préservation doit s’orienter vers :

* Le potentiel de recherche et de diffusion de connaissances vers la réponse aux enjeux environnementaux ;
* La formation et le conseil à destination des exploitants (productions alternatives, changements de pratiques, …) ;
* Prise en compte de la dimension environnementale dans le choix des investissements soutenus ;
* La poursuite de la mise en œuvre des mesures de gestion des sites Natura 2000 (PDR p 141)

Concernant le changement climatique, la contribution de plusieurs mesures à la lutte contre le changement climatique est spécifiée. Notamment la mesure 4 (investissements dans les exploitations agricoles pour la performance énergétique), la mesure 6 (méthanisation), la mesure 8 (développement de la filière bois) et les mesures 7 et 16 pour une transition énergétique dans les territoires ruraux. (PDR, p142-144). Cette contribution est reprécisée en détail dans la description de chaque mesure. Par exemple, pour la mesure 4, sous-mesure 4.1 « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles, 3 critères se rattachent à des enjeux climatiques : *« Projets répondant aux enjeux régionaux identifiés pour les filières animales ou en matière de maîtrise des dépenses énergétiques dans les exploitations ou de valorisation de la biomasse agricole » ; « opérations de mises aux normes notamment vis-à-vis des pollutions diffuses par les nitrates en zones vulnérables » ; « projets contribuant à la maîtrise des dépenses énergétiques et de la consommation d’eau ».*

La partie 5.4 du PDR Bourgogne indique dans un tableau récapitulatif de la logique d’intervention, les objectifs quantifiés (valeurs cibles et dépenses prévues) par domaines prioritaires, avec mesures concernées, soit, pour les priorités 4 et 5 :





Sur la base des données disponibles, les mesures non surfaciques contribuant à la priorité 4 et à la priorité 5 représentent un nombre total 456 dossiers programmés, pour 8,25 millions d’euros de dépenses publiques.

Les mesures surfaciques de la priorité 4 représentent près des 2/3 de la maquette FEADER, dont 47% pour l’ICHN, 13% pour les MAE et 5,6% pour les soutiens à l’agriculture biologique.

A fin 2016, les données de réalisation sont les suivantes :

* Mesure 10 : les seuls dossiers soldés sont ceux de la transition (MAEt et PHAE), pour 28 074 834,44 € de dépenses publiques, 4347 dossiers et 348 372 hectares contractualisés ; A partir de 2015, les données estimatives de contractualisation font état d’environ 150 000 hectares engagés sur les MAEC, soit près de 69 M€ d’euros prévus (dépense publique totale, dont environ 52 M€ de FEADER). 1,4 M€ sont par ailleurs prévus sur des mesures linéaires (dépenses publique totale). La maquette initiale sur la mesure 10 est de 71,362 M€ de FEADER.
* Mesure 11 : 16 000 hectares ont été nouvellement convertis en agriculture biologique en Bourgogne en 2015 et 12 970 en 2016, correspondant à 53,1 M€ de financement public, dont 29,2 millions de FEADER, pour une maquette initiale de 30,9 millions d’euros.
* Mesure 13 : Les données disponibles à ce jour sont celles de la première campagne. Elles font état de 79 064 444 M€ de dépenses publiques (75% de FEADER), pour une maquette initiale de près de 260 millions d’euros. Sur la campagne 2015, 5768 exploitations sont bénéficiaires de l’ICHN, pour une surface primée de 457 597 ha.

**Zoom sur des mesures spécifiques**

* Mesures 1 et 2 : Formation/Conseil

Les opérations de formation et d’information doivent s’inscrire dans l’une des quatre thématiques identifiées comme prioritaires au niveau régional, dont l’une concerne le développement de l’agroécologie et de la gestion forestière durable.

3 opérations relatives à la formation ont été programmées avec une cible de 400 exploitants formés. Ces opérations incluent différentes thématiques directement liées au développement durable : biodiversité, paysage et gestion forestière, ainsi que le développement des systèmes en agriculture biologique.

D’autre part, les actions de démonstration et d’informations collectives, qui sont les plus nombreuses à avoir été programmées (31 dossiers) participent à la diffusion des connaissances et au changement des pratiques, dont la moitié des interventions prévues portent sur les pratiques agro-écologiques.

Aux actions de formation et de démonstrations, viennent s’ajouter des actions de conseil (7 programmées avec une cible de 7 000 exploitants accompagnés) dont une partie portera sur la conversion à l’agriculture biologique.

* Mesure 4 et 6

Plus de 394 opérations programmées (plus de 7 millions d’euros de dépenses publiques) contribuent de manière prioritaire ou secondaire aux priorités 4 ou 5, à travers des dispositifs spécifiques de type performance énergétique des bâtiments (4.1.1), investissements dans du petit matériel réduisant l’impact environnemental (4.1.2) ou encore les aires de lavage (4.1.3).

Par ailleurs la prise en compte du développement durable est assurée de manière transversale grâce à des conditions d’accès privilégiées pour les projets présentant une forte plus-value environnementale. Sur l’ensemble de la mesure 4, on retrouve ainsi 9,5% d’exploitations en agriculture biologique (taux supérieur à la moyenne régionale) et environ 20% d’exploitations renvoyant à un système d’exploitation avec MAEC.

Concernant la mesure 6, on constate que plus de 6,5% des installations soutenues sont en conversion en agriculture biologique ce qui est un signal positif (mais encore timide).

* Mesures surfaciques 10, 11 et 13

Les analyses développées dans le cadre des questions évaluatives de la priorité 4 montrent une large orientation des dispositifs vers le maintien des élevages herbagers et des pratiques de gestion herbagère extensive, avec une contribution positive sur le maintien des prairies permanentes, favorables d’une part à la préservation de la biodiversité et à l’ouverture des paysages (domaine prioritaire 4A), et d’autre part au stockage du carbone (5E). Il n’est toutefois pas possible à ce stade de mesurer l’évolution de l’état de la biodiversité.

Sur la dimension eau (4B), les analyses font état d’une faible contractualisation des MAE sur des territoires à enjeux eau ou des pratiques ciblées (gestion des phytos par exemple). Toutefois, une forte dynamique de conversion à l’agriculture biologique est observée, avec des effets attendus plus importants sur la qualité de l’eau. L’effet sur la réduction des émissions de GES (5D), liée à la réduction de fertilisants azotés (mesuré sur une année), semble limité.

L’’enjeu sol n’est pas prioritaire en région, toutefois, un certain nombre de pratiques soutenues dans le cadre des MAE ont un effet positif sur la limitation de l’érosion (4C) : couverture des sols, mesures linéaires.

* Stratégies LEADER

Concernant LEADER, 6 des 13 GAL conventionnés font explicitement mention du principe horizontal du développement durable. 4 GAL sont d’ailleurs spécifiquement orientés sur les objectifs de transition écologique et énergétique.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom du GAL** | **Mention du Dév. durable** | **Détails** |
| ***GAL Bourgogne Nivernaise*** | oui | Filière bois, transformation |
| ***GAL Association Pays Beaunois*** | oui | Fiche action 3,1 : Favoriser l'aménagement durable et qualitatif des espaces périurbains et ruraux |
| ***GAL Pays Seine et Tilles en Bourgogne*** | oui | Fiche 1.1 : Réduire la consommation de produits pétroliers, 1.2 : Circuits courts et vente directe de produits agricoles, 2.1 : Favoriser la gestion écologique de l'aménagement du territoire pour lutter contre le changement climatique. 3.2 : Efficacité énergétique. 3.3 Efficacité énergétique du patrimoine public. 3.4 Soutenir la réalisation de nouveaux bâtiments énergétiquement performants, 4.1 : Promotion des énergies renouvelables auprès des collectivités. 4.1 : Méthanisation |
| ***GAL Morvan*** | oui | Fiche 3,1 : Rénovation de l'habitat. |
| ***GAL Pays de Puisaye-Forterre Val d'Yonne*** | oui | Axe stratégique n°1 : Impulser, conduire et pérenniser une politique publique d'aménagement et de gestion durable Axe stratégique n° 2 : La transition énergétique, vecteur de développement économique Axe stratégique n°3 : La transition énergétique et les nouvelles pratiques individuelles, économiques et sociétales |
| ***GAL du Chalonnais*** | oui | FA 1 : Réduction de la facture énergétique des collectivités et des habitats. FA 3 : Promouvoir les déplacements plus sobres en énergie. FA 4 : Recycler, réutiliser, ne pas gaspiller. FA5 : S'approprier les questions de production d'énergie localement, FA 6 Soutenir les projets d'énergies renouvelables sur le Chalonnais, FA7 : Production agricole locale, FA8 : Tourisme durable et trames verte et bleue, FA9 : Pratiques agricoles et viticoles respectueuses de l'environnement |

1. Pour plus de détails concernant les GO, se référer à la réponse de la QE5 (DP2A) [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour plus de détails sur la composition des GO, se référer à la QE1 et QE5 [↑](#footnote-ref-2)
3. Données régionales : Source : Chiffre-clés du tourisme 2013, Bourgogne Tourisme) [↑](#footnote-ref-3)
4. Source : PDR FEADER 2014-2020 Bourgogne pp 360-361 [↑](#footnote-ref-4)
5. A noter la composition assez diverse et pertinente du Groupe d’Action Locale du Pays de Puisaye-Forterre Val d’Yonne [↑](#footnote-ref-5)